



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

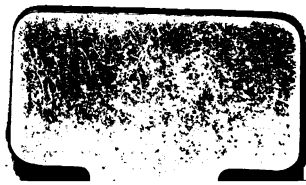
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

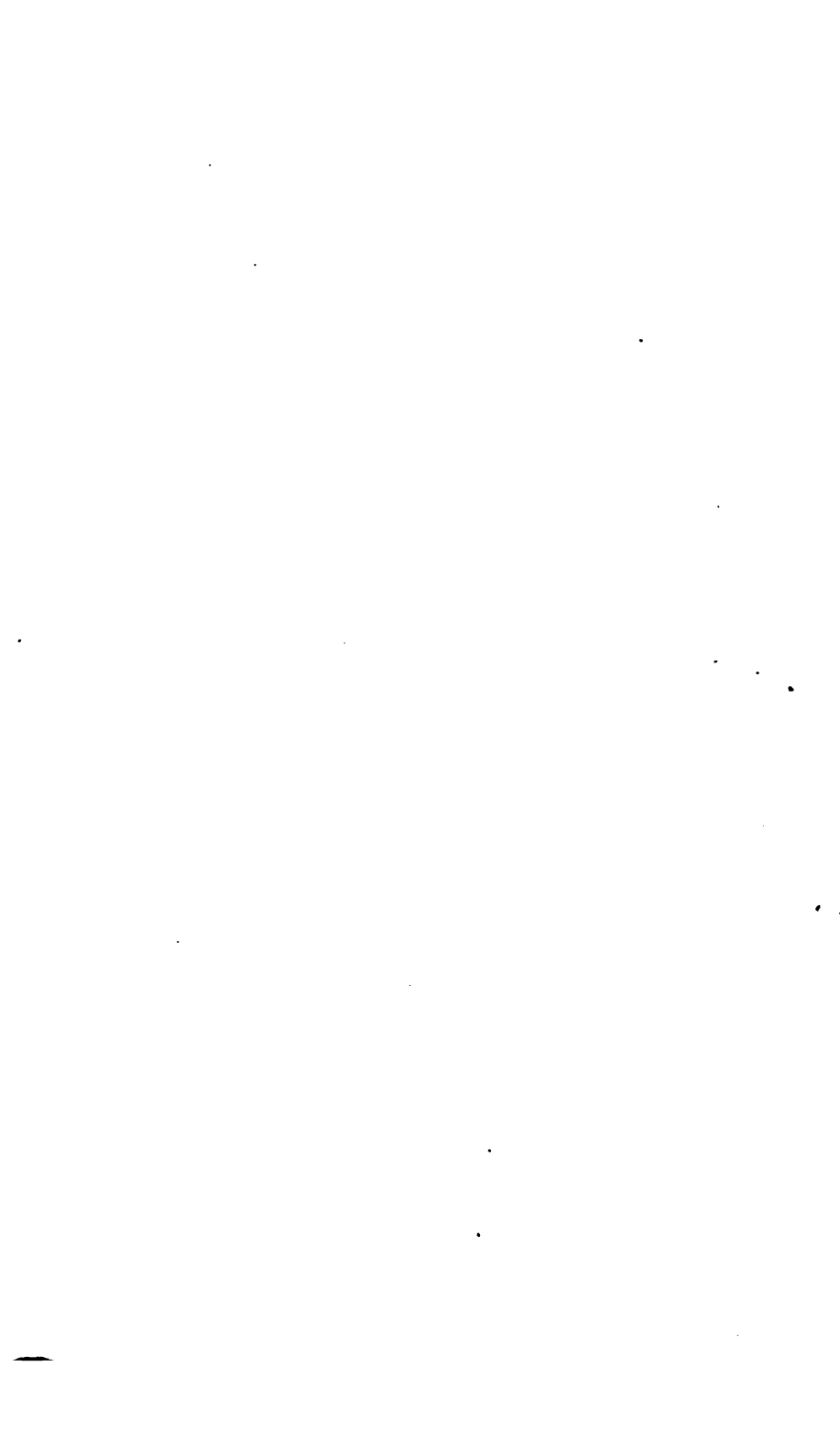
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



44. 1484.









LA
CONFÉRENCE DE LONDRES
ET
GUILLAUME I^{er}

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET C^{ie}
7 RUE SAINT-BENOIT

LA
CONFÉRENCE DE LONDRES

ET
GUILLAUME I^{er}

OU
**DE L'INFLUENCE DU SYSTÈME DE PERSÉVÉRANCE
SUR L'ÉTAT FINANCIER DU ROYAUME DES PAYS-BAS**

POUR SERVIR DE DOCUMENT EXPLICATIF
DES MESURES FINANCIÈRES RÉCEMMENT EXPOSÉES AFIN D'ÉVITER
LA BANQUEROUTE NATIONALE

AVEC DEUX LETTRES
L'UNE SUR L'AVENIR DU ROYAUME DES PAYS-BAS
L'AUTRE ADRESSÉE A GUILLAUME I^{er}
ROI DES PAYS-BAS

PAR
LE BARON SIRTEMA DE GROVESTINS



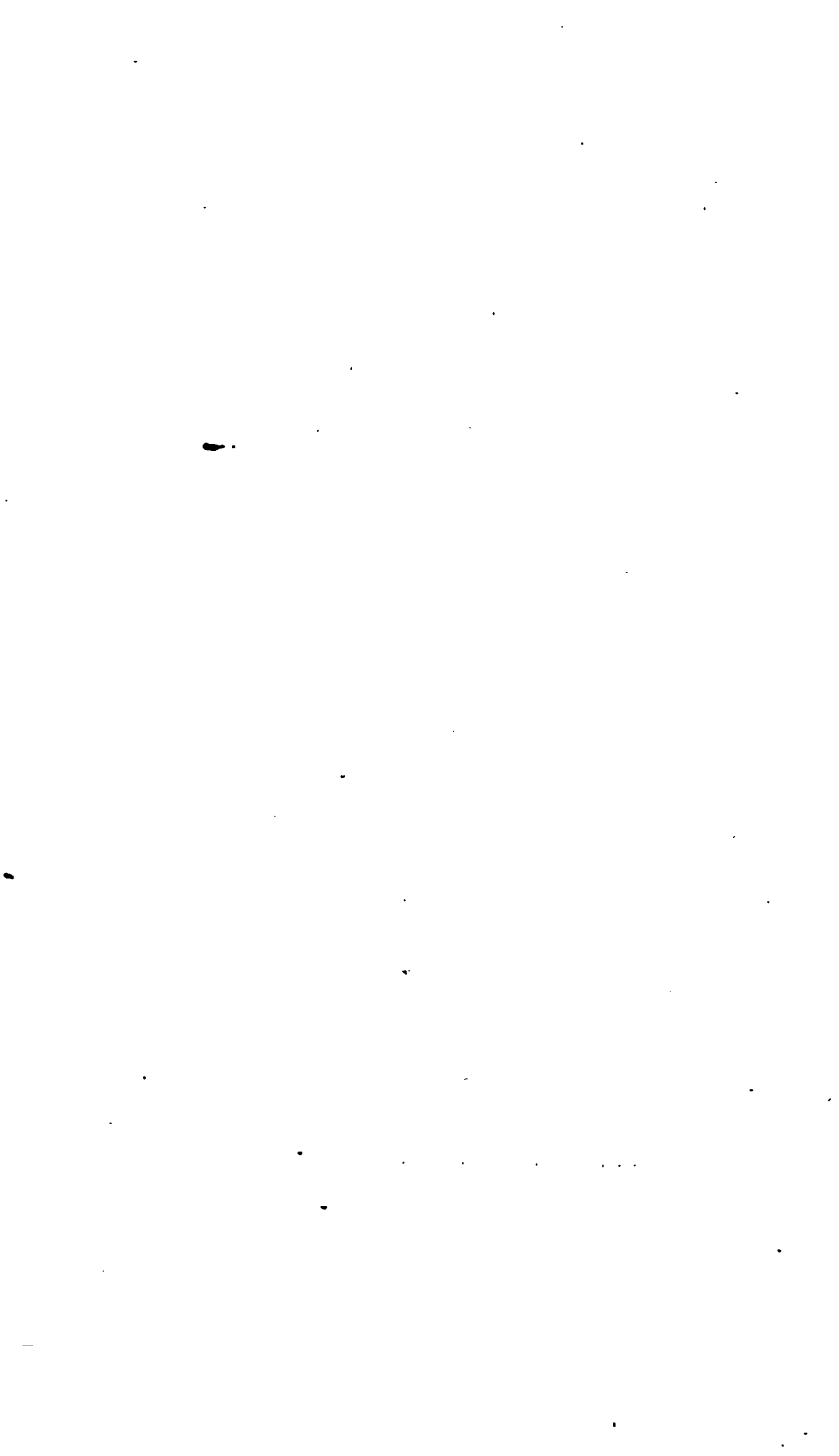
« Le désordre dans les finances est notre plus grand
« ennemi; un ennemi qui nous ronge intérieure-
« ment; un ennemi qui est capable de bouleverser
« tout l'état social; un ennemi qui pourrait créer
« la révolution et l'anarchie. »

G.-K. Comte DE HOERNDORP.

PARIS
LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR

6 RUE DE LA PAIX

—
1844



ÉPITRE DÉDICATOIRE

A MA MALHEUREUSE PATRIE.

C'est presque une oraison funèbre que je te dédie, ô mon infortunée patrie !

De ton lustre, de ta gloire passée, que te reste-t-il de nos jours ? Hélas ! rien que le souvenir.

Reçois donc ces pages comme un monument expiatoire du crime de ceux qui ont creusé ton tombeau.

Les noms de tous ceux qui ont été tes bourreaux n'ont pu être signalés par moi (ils sont bien trop nombreux !), mais j'ai eu la douce consolation de pouvoir faire briller dans cet écrit cette petite pléiade, composée d'hommes sages et consciencieux qui déploraient du fond de leur âme le destin fatal vers lequel on t'entraînait. La voix prophétique de ces nobles intelligences fut étouffée sous les clameurs d'une foule en délire ; qu'au moins leurs noms passent à la postérité, et qu'ils deviennent pour elle un objet de vénération religieuse.



AVANT-PROPOS.

Cet écrit n'obtiendra probablement pas l'assentiment de ceux qui professent l'opinion renfermée dans l'adage *fortiter in re, suaviter in modo*. Quant à moi, je le confesse bien volontiers, je ne comprends pas qu'il soit possible de reproduire des pensées fortes sous une enveloppe délicate. J'écris comme je pense et comme je sens, et les mots forts, acerbes, énergiques, peuvent seuls venir sous ma plume quand ma pensée est énergique, mon émotion forte, et qu'elle est le résultat d'une légitime indignation. Je laisse à d'autres le soin d'écrire avec leur esprit, moi je ne puis écrire qu'avec mon âme.

Et en effet, à quoi bon se donner la peine d'écrire, quand ce que l'on dépose sur le papier n'est qu'une reproduction tronquée, pâle et décolorée de sa pensée, quand on ne se reconnaît plus soi-même dans l'écrit que l'on a sous ses yeux. En adoptant ce parti, ne peut-

on pas être accusé de faiblesse, et d'une pusillanimité indigne d'un homme? Écrivez, si le besoin de manifester votre pensée se fait sentir impérieusement en vous; mais alors aussi, que vos écrits soient l'expression fidèle de votre pensée et des sentiments intimes de votre âme, la reproduction de votre langage et de vos discours; évitez que vos paroles ne portent avec elles le cachet d'une honteuse timidité dans le choix des mots et dans l'arrangement étudié des phrases : car, croyez-le bien, si le fond de la pensée est blessant, le plus ou le moins de ménagements ou de franchise dans la forme de sa reproduction ne désarmera pas celui qui se voit traduit par vous devant le tribunal de l'opinion publique. Si vous êtes franc, il pourra dire de vous : Voilà un homme qui est mon ennemi, qui me déteste, mais au moins il a le courage de venir me le déclarer sans détour; tandis que si vos attaques sont plus ou moins habilement indirectes, plus ou moins savamment adoucies, tout en blessant d'une manière cruelle, il dira de vous : Voilà un homme qui, tout en cherchant à me nuire, n'a pas le courage de son opinion. En un mot, entre ces deux manières d'écrire, il y a toute la distance qui se trouve entre un coup d'épée administré loyalement

sur le terrain, et un coup de poignard donné au détour d'une rue à la faveur de l'obscurité.

Si donc vous êtes véridique, alors aussi soyez franchement hardi dans l'énonciation de vos opinions, et cette hardiesse ne pourra vous être imputée à crime ; on pourra vous haïr, vous détester, mais vous mépriser, non.

L'étude de l'histoire, et principalement de la politique de l'époque dans laquelle nous vivons, ne m'a que trop confirmé dans l'idée que, dans les sociétés politiques telles qu'elles sont constituées de nos jours, la grande majorité des hommes est dupe de ceux qui ont la prétention ou le droit de les conduire. Mais si, Dieu merci, il se trouve encore des hommes qui se sentent trop de loyauté dans le cœur et trop de franchise dans le caractère pour s'associer à cette dernière catégorie, ce n'est pas à dire pour cela qu'il faille accepter bénévolement le rôle de dupe. Loin de là, je pense qu'il est juste, qu'il est utile, qu'il est sage de dénoncer ces odieuses manœuvres, d'en signaler les auteurs, pour qu'on puisse les apprécier à leur juste valeur, et qu'au moins on enlève à ces hommes la satisfaction de pouvoir se vanter de s'être impunément joués de leurs semblables. Si on ne veut pas être traité comme une matière exploitable, il faut savoir se faire

valoir, et parler haut et ferme quand l'occasion s'en présente. Jamais elle ne fut plus favorable pour dire ce que j'avais sur le cœur, et cela depuis un si grand nombre d'années.

Je me refuse à l'idée que l'esprit de servilisme et d'obséquiosité ait pu s'implanter en Hollande ¹, au point d'y avoir étouffé ces sentiments nobles et généreux qui firent un jour rejeter la domination arbitraire d'un Philippe II. J'aime à croire qu'il se rencontrera des hommes qui sentiront vibrer en eux quelque chose de noble et de fier en lisant ces pages. C'est le sentiment que j'ai éprouvé en les traçant. Si l'on reste froid et insensible à cette lecture; si la crainte de la maison régnante est si puissante en Hollande, que tous soient disposés à fléchir le genou devant la volonté d'un seul, alors, oui, alors il faudra tout de bon désespérer de l'avenir d'un pays qui pourra désormais être considéré comme la Russie de l'Europe occidentale.

Quelques personnes ont fait observer à l'auteur de cet écrit : que la publication en pourrait avoir de graves inconvénients, sans néanmoins répondre au but qu'il se proposait, puisque l'amour-propre et l'orgueil des

1. L'auteur s'est servi des dénominations reçues de *Hollande* et de *Hollandais* pour désigner le royaume des Pays-Bas et ses habitants.

Hollandais s'y trouvant froissés en plus d'un endroit, les disposeront à s'irriter plutôt qu'à tenir compte de ces avertissements. Ces mêmes personnes ajoutaient : « *Il faut laver son linge « sale en famille.* » Mais on répondra, pour rester dans la métaphore : que ces lessives domestiques, quand elles se rapportent à des questions politiques, ne sont nullement propres à faire disparaître les taches et les souillures, et qu'en pareille circonstance, il faut se résoudre hardiment à *blanchir son linge sale au grand jour*, et aux yeux du public. En outre, ce n'est point ici seulement une affaire de famille, une question d'intérieur ; c'est une question qui intéresse l'Europe, et surtout l'Europe constitutionnelle : quiconque lira ces pages en acquerra la conviction et partagera cette idée, développée plus complètement dans la conclusion de cet écrit.

Mai 1843.

ERRATA.

Page 37, ligne 44 ; au lieu de : *au mois de novembre 1834* ; lisez : *au mois de novembre 1830*.

Page 144, ligne 7 de la note ; au lieu de : *du Teniers ou du Jean Steen littéraires* ; lisez : *littéraire*.

LA
CONFÉRENCE DE LONDRES
ET GUILLAUME I^{er}

OU
DE L'INFLUENCE DU SYSTÈME DE PERSÉVÉRANCE
SUR L'ÉTAT FINANCIER DU ROYAUME DES PAYS-BAS ¹.

Mai 1843.

Les orages de la colère nationale sont toujours lents à se former ; mais lorsque les nuages se sont longtemps amoncelés, ils éclatent avec un épouvantable fracas. Aujourd'hui la Hollande nous semble à la veille de passer par cette cruelle épreuve : elle lutte depuis bien des années contre l'ignoble banqueroute nationale ; elle fléchit, elle expire sous le

1. Cet opuscule n'est que le résumé, l'aperçu à vol d'oiseau, pour-rait-on dire, de la question hollando-belge, puisé dans un ouvrage plus considérable sur le règne de Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas.

La réunion de la Belgique et de la Hollande fut une mesure prise dans l'intérêt de l'Europe, tel qu'il était compris en 1815. Le déchirement du royaume des Pays-Bas fut également une mesure prise dans l'intérêt de l'Europe, tel qu'il apparut en 1830. Ainsi l'histoire de la réunion des deux pays et l'histoire de leur séparation appartiennent l'une et l'autre à l'histoire de l'Europe. En un mot, à l'histoire de l'existence éphémère du royaume des Pays-Bas, se rattache la grande réaction européenne contre la France ; tandis que l'histoire du déchirement du royaume des Pays-Bas signale l'époque où cette réaction européenne contre la France avait fait son temps.

★

poids de sa dette publique. C'est une agonie lente, mais dont le dénouement peut devenir terrible, effroyable, parce qu'il entraînera après lui la ruine de la nation. M. le comte de Hogendorp n'a-t-il pas dit, il y a longtemps : « Le désordre dans les finances, « est notre plus grand ennemi; un ennemi qui nous « ronge intérieurement, qui est capable de boule- « verser tout l'état social; un ennemi qui pourrait « créer la révolution et l'anarchie ? » Et cependant la voix de cet homme d'état n'a pas été écoutée; il est mort à la peine; bien plus, il est devenu odieux au souverain, parce que, depuis la première année du règne de celui-ci, il avait eu le courage de prédire ce qui plus tard ne s'est que trop réalisé.

Certes, le prince qui préside aujourd'hui à la destinée du peuple hollandais n'est tout au plus qu'indirectement coupable des maux qui pèsent sur le royaume des Pays-Bas, pour avoir applaudi au système égoïste suivi par son prédécesseur sur le trône, qui, lui, a voulu constamment agir dans l'intérêt exclusif de sa maison. Le roi actuel des Pays-Bas,

Une foule d'événements viennent se grouper autour de cet événement ; aussi, est-ce à bon droit que la question hollando-belge a été considérée pendant longtemps comme le nœud gordien de la politique européenne. De là aussi grand nombre d'esprits ont été tenus en suspens, si ce nœud se dénouerait d'une manière pacifique, ou s'il faudrait avoir recours au glaive pour le trancher.

Cet ouvrage composé en 1843 n'a pas été publié sur-le-champ. Depuis, le roi Guillaume I^{er} est mort ; mais comme cette mort ne change rien aux choses, puisque ce prince était mort politiquement du moment où il avait quitté le trône en 1840, l'auteur a cru ne devoir rien changer à son travail, et le livrer à la publicité tel qu'il était terminé au printemps de 1843.

tant qu'il a été prince héréditaire, comptait pour trop peu de chose dans les conseils de son père, pour qu'on puisse l'accuser d'être l'auteur de tous les maux dont gémit la Hollande; car tout le monde sait que la méfiance et la jalousie la plus fineste du père contre le fils élevèrent toujours une barrière infranchissable entre ces deux hommes, et qu'à ceci fut due en grande partie la perte de la Belgique. Envoyé à Bruxelles, le prince d'Orange aurait pu y jouer le rôle de pacificateur, si son père, méconnaissant ses véritables intérêts et ceux de sa maison, n'eût prétendu le tenir garrotté dans les liens de la dépendance la plus étroite. Ainsi lui furent interdits tout libre arbitre, toute action spontanée qui seule pouvait, dans ce moment de crise et de danger toujours croissant, devenir l'ancre de salut de la dynastie menacée.

Commençons donc par mettre hors de cause celui qui règne en ce moment sur les Pays-Bas. Aujourd'hui, comme souverain, il subit toutes les conséquences de l'horrible administration de l'ex-roi. Si la situation de son royaume est déplorable, si les finances sont dans un état désespéré et le déficit toujours croissant, si la banqueroute est à la veille d'être déclarée, encore une fois tout cela ne peut être imputé à crime au roi actuel; son règne ne date que de deux ans. En voyant ce qu'il a fait pendant ces deux années, on n'est pas sans doute autorisé à espérer qu'il saura guérir des plaies si profondes, si invétérées; mais fût-il doué du génie le plus éminent,

il y a parfois des positions tellement irrémédiables, qu'à moins de posséder le don des miracles, il faut renoncer à l'espoir de ramener l'ordre là où existe une si incurable perturbation. Tout ce que nous allons exposer ici ne sera donc pas à la charge du roi actuel : il a dû achever l'œuvre qu'il avait trouvée commencée. Il l'a achevée, mal achevée à la vérité, parce qu'il n'avait pas son libre arbitre, qu'il était lié par de terribles liens, arrêté par de terribles entraves qui lui ont fait accepter comme un bienfait le traité du 5 novembre 1842.

Ce traité est loin de procurer à la Hollande ce qu'elle eût pu obtenir en 1831 lors de la signature du traité des 18 articles, ni ce qu'elle aurait pu obtenir par le traité des 24 articles, ni enfin ce qu'elle obtint par le traité du 19 avril 1839. Le traité du 5 novembre 1842 est un nouveau traité entre la Belgique et la Hollande, plus onéreux pour celle-ci que tous ceux que le cabinet des Pays-Bas a pu signer depuis 1830 pour terminer la question hollandobelge. Et pourtant le gouvernement des Pays-Bas a paru se trouver trop heureux d'en finir à de pareilles conditions ! et pourtant, le cabinet de La Haye était dans une appréhension cruelle que les États-généraux ne refusassent de donner leur approbation à ce traité, qui a soulevé un cri universel de réprobation en Hollande, et contre lequel le commerce s'est élevé, d'une manière alarmante pour la popularité de la maison régnante ! Toutes ces clameurs ont peu touché le gouvernement des Pays-Bas ;

il avait hâte d'en finir avec la question hollando-belge. Et pourquoi? parce qu'il était à bout de tout; parce que, pour ne pas avoir à déclarer la banqueroute, il fallait à tout prix accepter les millions que la Belgique voulait bien consentir à lui donner, et que, si ces millions n'avaient pas été acceptés à ce moment, le gouvernement hollandais eût couru grand risque de ne jamais toucher un sou de la Belgique. Voilà à quoi aboutit le système désigné sous le nom de *système de persévérance* et suivi sous le règne de l'ex-roi, auquel se sont associés ses conseillers et, ce qui doit paraître le plus surprenant, la grande majorité de la représentation nationale. Disons cependant, pour rendre hommage à la vérité, qu'en agissant ainsi les États-généraux agissaient plus par complaisance pour le souverain que par conviction que ce système pouvait amener un résultat favorable pour l'État; disons encore qu'aujourd'hui cette complaisance est devenue une arme contre eux entre les mains de l'ex-roi, qui ne craint pas d'attribuer à la conduite des États-généraux les résultats fâcheux qui sont la conséquence de son système de persévérance personnelle, et qui trouve très-commode de se disculper à cet égard en disant, lorsqu'il parle des États-généraux : « Ce sont eux qui l'ont voulu. »

Il n'est guère possible de pousser plus loin le machiavélisme, et de faire plus perfidement sentir tous les torts d'une représentation nationale qui n'a pas su se montrer forte et indépendante lorsque le moment d'agir et de déployer de la fermeté était là. Quel-

qu'un a dit à cette occasion : « Nouvelle preuve, s'il
« en était besoin, combien les passions des masses
« une fois exaltées peuvent fausser leur jugement
« et les entraîner à la suite d'un intrigant égoïste ! »

Aussitôt que la conférence de Londres se fut emparée de la solution de la question hollando-belge, et qu'elle eut prononcé son *quos ego*, en sanctionnant le déchirement du royaume des Pays-Bas par la reconnaissance de l'indépendance de la Belgique, deux partis se formèrent en Hollande. L'un de ces partis était composé des hommes sages et réfléchis, qui, comme la conférence, comprirent tout d'abord, et tout en regrettant ce qui venait d'avoir lieu : qu'il fallait renoncer à tout jamais à l'union de la Hollande et de la Belgique, et que ce qu'il y avait de mieux à faire dans l'intérêt de la Hollande était de ne pas s'opposer à la décision des grandes puissances, sauf à se faire accorder les conditions les plus avantageuses possible pour prix de cette soumission. Certes, c'eût été là le moyen de mettre de son côté la conférence de Londres, qui, en retour, se serait évertuée à adoucir le plus possible l'amertume de sa décision, dans les conditions qu'elle aurait imposées à la Belgique. Ces conditions, quelque dures qu'elles eussent pu être, n'auraient probablement pas été refusées par la Belgique, puisque ce n'était qu'à ce prix qu'elle pouvait obtenir son indépendance et son admission comme état dans la famille européenne. C'était là véritablement le moyen d'obtenir de la Belgique des sacrifices au pro-

fit de la Hollande. Malheureusement, ce parti était le moins-nombreux; les hommes qui professaient ces opinions politiques n'étaient pas dans les affaires, et ils s'étaient éloignés de la représentation nationale, par le dégoût que leur avait inspiré l'état d'abaissement dans lequel les représentants des provinces du nord aux États-généraux s'étaient placés vis-à-vis du pouvoir depuis nombre d'années. L'opinion de ces hommes n'était donc que l'opinion d'individualités haut placées dans l'estime publique, mais placées en dehors du gouvernement, et qui, même aux yeux du pouvoir, passaient pour des esprits frondeurs, parce qu'ils avaient conservé vis-à-vis de lui une noble indépendance. Parmi ces hommes, on comptait le baron Henri Fagel et ses frères; le baron Roël, ministre d'état et chancelier de l'ordre du Lion; M. Falck, ambassadeur à Londres, qui, appelé par sa mission diplomatique à juger de près des intentions de la conférence, conseilla de bonne heure de renoncer au système de la persévérance, qui lui paraissait une route sans issue; mais cette franchise déplut au souverain et amena plus tard le rappel de M. Falck¹; puis M. le baron de Capellen, ancien gouverneur des Indes-Orientales; et le noble comte Van der Duyn, qui, en 1813, joua si courageusement sa tête pour procurer la couronne des Pays-

1. Le roi des Pays-Bas se méfiait si bien de lui, qu'il accrédita près de la conférence un homme tellement dévoué au système, que cela lui valut le sobriquet de *marquis de la Persévérance*. Quant à son chef, le ministre des affaires étrangères, il avait si bien gagné ses éperons à ce métier, qu'on jugea que le titre de *duc de la Persévérance* lui était acquis de droit.

Bas au fils du stadhouder Guillaume V, et qui certes ne s'était pas douté à cette époque qu'un jour il aurait à se reprocher d'avoir été aussi imprudent que les Troyens, lorsqu'ils introduisirent dans leur cité ce fameux cheval qui devint pour eux une source de désastres et de ruine. Autour de ces sommités sociales se groupaient plusieurs hommes recommandables par leurs connaissances et leur patriotisme. Si les opinions de ces hommes eussent prévalu, la question hollando-belge se serait terminée peu de mois après l'insurrection de la Belgique. Le gouvernement hollandais n'eût pas été obligé de se placer dans une attitude hostile vis-à-vis de celle-ci, d'entretenir à grands frais une armée disproportionnée avec les ressources du pays; enfin, l'État ne se fût pas endetté au point qu'aujourd'hui l'intérêt de la dette publique s'élève en Hollande à la somme de 40 millions de florins, tandis que cette dette ne se serait élevée qu'à la moitié, si on n'avait pas adopté un système par lequel on se mettait en opposition ouverte avec la conférence.

L'autre parti prit pour devise le mot de *Persévérance*; il était composé de tous les ministres du roi des Pays-Bas et de la majorité des membres des États-généraux. Ces hommes se lancèrent en véritables étourdis dans une voie de perdition pour le pays; et tandis que la déraison fermait en quelque sorte les abords du trône, elle trônait elle-même. Malheureusement, la nation fut dupe jusqu'à un certain point de tout ce qu'on lui donna à entendre

pour colorer la marche adoptée par le gouvernement. On lui parla du besoin de venger l'honneur national compromis, du danger que courait la religion protestante, enfin on exhuma de l'histoire le nom de Père de la patrie, accordé à Guillaume I^{er}, dit le *Taciturne*, pour l'appliquer à cet autre Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas, et on alla jusqu'à en appeler au dieu de la vieille Néerlande, comme défenseur de la cause nationale.

Ce fut donc à l'aide de tous ces mots ronflants que l'on parvint à exciter une véritable frénésie en Hollande contre la Belgique, frénésie qui imposa silence aux hommes calmes et réfléchis, et qui donna toute facilité au roi Guillaume pour jouer pendant des années consécutives ce rôle de petit don Quichotte vis à vis de la conférence de Londres. Ce qu'il y a de singulier, c'est que c'était ce prince lui-même qui avait provoqué cette conférence, aux décisions de laquelle il se faisait une espèce de gloire de résister. Lorsque, après avoir demandé des secours à l'Angleterre et n'avoir obtenu que des refus, il eut reconnu l'impossibilité de réduire avec ses seules forces ses sujets révoltés, il s'était décidé à soumettre la solution de sa querelle aux puissances dirigeantes en Europe; puis, cette conférence une fois réunie, pour ainsi dire à sa sollicitation, il refusa de reconnaître le premier acte émané d'elle : la déclaration de séparation de la Belgique et de la Hollande.

Si l'on remonte un peu dans l'examen des faits, on reconnaît que c'est l'esprit marchand joint à

l'esprit protestant du peuple hollandais qui ont entraîné la perte de la Belgique ; car ces deux esprits réunis avaient, jusqu'à un certain point, contraint le roi des Pays-Bas à marcher dans une voie qui devait mécontenter les populations industrielles d'une part et les catholiques d'autre part dans les provinces belges.

Jusqu'à quel point le roi Guillaume aurait-il pu se soustraire à cette domination de l'esprit mercantile et protestant de la vieille Hollande, qui l'entraînait vers un précipice, c'est ce que l'on ne peut que difficilement établir. Il est toutefois évident qu'un homme d'un génie supérieur serait parvenu à neutraliser ce que cette domination avait de trop impérieux, afin qu'elle ne se fît point sentir d'une manière aussi irritante pour la Belgique.

L'état des finances du royaume des Pays-Bas et les déficits annuels exigeaient des capitaux immenses et des emprunts continuels , et ces capitaux se trouvaient en grande partie entre les mains des négociants et des banquiers d'Amsterdam. Il fallait avant tout courtiser cette ville et son commerce pour obtenir l'argent nécessaire , si on voulait remplir les emprunts que le gouvernement était obligé de faire. Amsterdam jalousait le commerce et l'industrie de la Belgique ; Amsterdam rêvait toujours la clôture de l'Escaut et demandait que le tarif des droits d'entrée et de sortie fût établi dans l'intérêt du commerce de la Hollande, au préjudice de l'industrie agricole et manufacturière de la

Belgique. De là, lutte d'intérêts, et d'intérêts vitaux, entre celle-ci et la première, lutte entre la partie usée du royaume des Pays-Bas, les ci-devant Provinces-Unies, et la portion la plus jeune, la plus vitale, la Belgique.

On aurait dû présumer que la question religieuse aurait été sujette à moins de difficultés, et qu'il n'y avait qu'à laisser aux deux cultes une liberté égale pour qu'ils vécussent en paix ensemble. Cependant la question religieuse prit un caractère irritant par les circonstances suivantes.

Tandis qu'en Hollande l'antipathie contre le catholicisme se maintenait dans toute sa vigueur, par le fait de la réunion de l'ancien boulevard du protestantisme en Europe à des provinces catholiques, il se formait dans ces dernières une coterie où vinrent se confondre des esprits philosophiques, des incrédules, des athées et des matérialistes. Ces hommes sachant qu'ils avaient affaire à un prince qui, soit par son éducation première, soit par des souvenirs historiques de famille, avait de l'éloignement pour le catholicisme, circonvinrent le roi des Pays-Bas et l'entraînèrent à des mesures qui excitèrent l'alarme parmi les catholiques.

Le protestantisme hollandais était disposé à voir avec satisfaction tout ce qui avait l'apparence d'un acte hostile à la cour de Rome, et le roi Guillaume, confiant dans l'assentiment des protestants et de cette portion de ses sujets catholiques qui visaient à des réformes, se crut assez fort pour entrer en lice

avec la cour de Rome, sur une question où l'Église était entièrement indépendante du gouvernement. Il est presque inutile de citer ici le nom du collège philosophique de Louvain. Cette dispute entre le Saint-Siège et un prince protestant finit par aliéner à celui-ci bon nombre de sujets catholiques et tout le clergé de cette Église, comme de raison.

Bientôt un bruit sourd se fit entendre, symptôme précurseur d'un orage. Tous les ministres du roi Guillaume ne furent pas assez aveugles pour ne pas s'apercevoir du malaise dont la société était travaillée, et l'un d'eux écrivait, plus d'un an avant l'insurrection de Bruxelles :

« Vous trouvez nos affaires *déplorables*, et certes
« vous n'avez pas tort. Un homme d'esprit a dit que
« *quelqu'un* avait plus d'esprit que Voltaire, Rous-
« seau, etc.; que ce *quelqu'un* était tout le monde :
« eh bien ! notre malheur à nous, c'est que chez
« nous *quelqu'un* prétend avoir plus d'esprit que
« le *quelqu'un* de votre homme d'esprit, c'est-à-
« dire que tout le monde ! Si vous voulez consul-
« ter quelque peu vos souvenirs, vous y trouverez
« aisément la solution de cette énigme. »

Ainsi, causes et effets n'étaient que trop connus, et cependant on continua à persister dans le système fatal qu'on avait adopté, sans avoir l'air de s'inquiéter d'un avenir qui paraissait si sombre, si menaçant même.

Telles furent les causes qui, accompagnées d'une foule de circonstances accessoires, et principalement

de la révolution de juillet 1830, amenèrent le déchirement du royaume des Pays-Bas et la séparation entre les Provinces-Unies et les provinces belges, après une réunion de quinze années.

Après avoir entendu l'esprit marchand et l'esprit protestant en Hollande se lamenter pendant les quinze années de la réunion de la Hollande avec la Belgique, on aurait dû nécessairement supposer que cette séparation aurait été accueillie avec satisfaction par les Hollandais, et que rien n'aurait pu les engager à sacrifier quoi que ce soit pour refaire ce qui avait existé, et dont ils n'avaient supporté le poids qu'en murmurant, tantôt contre les décisions du congrès de Vienne qui avait décrété la réunion, et tantôt contre le souverain qui y avait consenti et qui régnait sur le royaume des Pays-Bas.

Il n'en fut point ainsi cependant, et les années qui suivirent la séparation de la Belgique d'avec la Hollande montrèrent la première fort satisfaite d'être débarrassée de sa réunion, tandis que la dernière se plaça constamment dans une attitude qui semblait annoncer l'intention de reconquérir par les armes ces mêmes provinces belges, cause de son désespoir pendant les quinze années de la réunion des deux pays.

Il est difficile de s'imaginer qu'un peuple froid et flegmatique puisse pousser l'inconséquence à ce degré. Aussi, est-ce moins le peuple hollandais que le roi Guillaume qu'il faut regarder comme l'auteur des tentatives faites pour revenir à l'ancien état de

choses. Le peuple hollandais fut trompé, entraîné; et celui qui le trompait et l'entraînait, c'était le roi Guillaume.

Aux yeux des uns, la résistance du roi Guillaume sera une preuve de la fermeté du caractère de ce prince; elle sera considérée par eux comme une lutte louable engagée pour la défense des droits acquis à la maison d'Orange par le traité de Vienne, comme une lutte où tout était sacrifié au principe de la légitimité. Pour ceux qui font profession de foi de semblables principes, le roi Guillaume sera le type des rois, un prince martyr de son zèle et de son ardeur à combattre le principe révolutionnaire, un prince qui refuse héroïquement de transiger avec le principe de la souveraineté du peuple. Certes, le roi des Pays-Bas trouvera des admirateurs; bien plus, il en a trouvé. Voici en quels termes un des organes du parti légitimiste en France se prononçait sur le roi des Pays-Bas en 1832 : « La population
« de la Hollande s'élève à 2,400,000 âmes, et voilà
« un pays qui avec moins de trois millions d'habi-
« tants est aujourd'hui moralement à la tête de l'Eu-
« rope. Mais qu'a-t-il donc de plus que les autres,
« ce petit pays?

« Il a un homme, et cet homme est roi.

« Le roi des Pays-Bas est aujourd'hui en politique
« ce que Gustave-Adolphe était en religion ; l'un
« était à la tête des intérêts protestants, et le second
« est à la tête des intérêts monarchiques, avec cette
« différence, toute à l'avantage de celui-ci, que les

« intérêts monarchiques ont une bien autre force
« dans l'Europe, même après les ravages de la Con-
« vention et de Bonaparte, que n'en avaient les inté-
« rêts protestants dans l'Europe remuée par la
« parole de Luther (1). » C'était là le breuvage em-
poisonné que l'on offrait au roi Guillaume. Il por-
tait avec avidité ses lèvres à cette coupe fatale, car,
avant tout, son âme avait besoin de vengeance; et,
quand il y avait puisé un redoublement de ténacité,
on pouvait dire : *Quand le roi Guillaume a bu, la
Hollande est ivre.*

Du reste, pourquoi s'étonnerait-on de ce langage?
Le roi Guillaume ne travaillait-il point dans le sens
du parti légitimiste? Tel qui, sous le règne de Char-
les X, l'avait dépeint comme un persécuteur de la
foi religieuse de ses sujets catholiques, l'élevait aux
nues depuis 1830, parce qu'il avait osé entreprendre

1. Nonobstant les résultats désastreux du système adopté par le roi Guillaume 1^{er}, résultats notoires aujourd'hui, ce prince n'en est pas moins resté le roi modèle aux yeux du parti légitimiste. Il est facile d'en juger, en lisant les éloges qu'un journal légitimiste donne à ce prince à l'occasion de sa mort. « Ce prince supérieur à la fortune, et d'un caractère capable de résister aux événements, avait présenté dans ce siècle un exemple de *persévérance* et de dignité, qui sied bien aux rois. Le sentiment qui le porta à déférer la couronne à son fils, après avoir donné à l'Europe un grand enseignement, était encore une marque de cette force de volonté qui lui a assigné une place honorable dans l'histoire de notre temps de capitulations et de faiblesses. Il a eu la consolation de voir s'affermir dans la main de son fils, le sceptre qu'il avait si vaillamment défendu. » (*La France*, 17 décembre 1843.) Ce qui est étourdissant, c'est de voir un prince de la maison d'Orange comblé d'éloges par les partisans du principe de la légitimité. Grands dieux ! que dirait la marquise de Créquy, si elle revenait dans ce monde, elle qui, en qualité de zélée royaliste, a maltraité si impitoyablement la maison d'Orange.

ce que ni Charles X ni son fils n'avaient osé faire, résister à l'orage ; parce que pendant longtemps La Haye a été considérée comme le berceau d'une contre-révolution, et que, si la restauration fût rentrée triomphante à Bruxelles, elle ne se serait probablement pas arrêtée à la frontière, et aurait peut-être fait route jusqu'à Paris.

Que verront les autres dans le roi Guillaume ? Un prince obstiné à l'excès, aveuglé par une idée fixe, courant après une chimère, celle de récupérer la Belgique qu'il avait perdue, refusant de reconnaître un fait accompli, un fait reconnu par l'Europe et sanctionné par une conférence composée des plénipotentiaires des cinq grandes puissances dirigeantes en Europe, de ces mêmes puissances dont quatre en 1815 créèrent le royaume des Pays-Bas, et qui en 1830 brisèrent leur propre ouvrage, parce que cet ouvrage, qui aurait dû être un gage de paix et de stabilité, menaçait de devenir un brandon de discorde et de guerre. Les puissances reprirent en 1830, dans un but d'intérêt général, ce qui avait été concédé en 1815 dans un but d'intérêt général. Telle fut l'œuvre de la conférence de Londres réduite à sa plus simple expression. Mais loin de dire avec le patriarche Job : « Le Seigneur a donné, le Seigneur a repris ; que le saint nom du Seigneur soit béni ! » le roi Guillaume s'est écrié : « Les puissances me l'ont donnée, les puissances me l'ont enlevée ; que le nom des puissances soit maudit ! » C'était presque une rupture ; mais il n'était pas assez fort

pour tirer l'épée, et ce fut la plume de son ministre des affaires étrangères qui devint son arme de guerre.

Dès ce moment, le roi Guillaume voit tout à travers le prisme trompeur de son amour-propre blessé et de sa passion. Sourd à ses propres intérêts, sourd aux représentations de ceux qui se disent ses amis et ses alliés, sourd aux menaces de ceux qu'il se plaît à considérer comme ennemis parce qu'ils n'abondent pas dans son sens, inflexible sur une question purement dynastique, au point d'épuiser ses sujets et les finances de la Hollande pour recouvrer une puissance qui lui était irrévocablement échappée, parce qu'il n'avait su ni la faire aimer dans les bons jours, ni la maintenir dans les mauvais, il se refuse à tout ce qui peut mettre une fin à la querelle ; il cherche toutes les voies imaginables qui peuvent conduire à sa prolongation ; sa politique lasse ses amis et ses ennemis ; elle irrite ceux-ci ; elle fatigue, elle embarrasse les autres : il ne l'ignore pas et s'évertue cependant à traîner d'année en année une contestation dont on aurait pu voir la fin au bout de quelques mois, si de son côté il y eût mis autant de bonne volonté qu'il y apporta de mauvais vouloir. Mais loin d'améliorer sa position par ce jeu compromettant, il la rend de plus en plus difficile. Il s'isole par la ténacité d'une volonté impérieuse. S'il est trop faible pour triompher des obstacles matériels qu'il rencontre, il se montre trop raide, trop inflexible pour pouvoir être ramené par

la voix de la persuasion et de la raison. Il expose la Hollande par cette résistance si longue, si soutenue, si persévérante, si évidemment calculée pour entretenir l'Europe dans des embarras sans cesse renaissants, avec l'espoir de la précipiter, pour lui, pour sa maison, et pour un intérêt purement dynastique, dans une guerre dont les chances incertaines ne l'effrayèrent jamais. Enfin ce prince, après avoir joué pendant un temps un rôle qui avait au moins les apparences de la grandeur, vit s'éteindre peu à peu l'éclat dont avait brillé dans le premier moment son entreprise téméraire, et en jetant les yeux sur l'exiguité de ses ressources, on finit par reconnaître toute la folie qu'il y avait à lui à vouloir, non-seulement ramener ses anciens sujets révoltés, mais encore braver les grandes puissances de l'Europe et se rire de leurs décisions formulées par la conférence de Londres.

Mais cette longue résistance prit-elle uniquement naissance dans la volonté personnelle du roi Guillaume ? Nous ne le croyons pas ; car, malgré le fond d'obstination qui caractérise ce prince, on peut être tenté de croire qu'il subit l'influence, qu'il fut plus d'une fois l'instrument de ceux qui rêvaient un bouleversement en Europe, et que ces hommes, soit qu'ils fussent sur le trône, soit qu'ils en fussent tombés, soit enfin qu'il faille les chercher dans une position moins élevée, que ces hommes, disons-nous, se trouvèrent évidemment très-heureux de rencontrer dans le roi des Pays-Bas le champion ardent de leurs

principes. Ils exploitèrent avec art, avec habileté, ses passions royales, les alimentèrent et lui jetèrent pour pâture tous les événements qui surgirent de près ou de loin, après les révolutions de juillet et d'août 1830.

Avec la nature d'esprit de ce prince, quel beau jeu n'avait-on pas, quand on venait l'entretenir de ces deux principes hostiles qui se trouvaient en présence en Europe, dont l'un devait immanquablement dévorer l'autre ! Comme on devait être le bien-venu auprès du roi Guillaume, quand on venait lui parler de la légitimité menacée par l'expulsion des Bourbons et de l'iniquité exercée à son égard, soit à Bruxelles, soit à Londres ! N'était-ce pas là faire vibrer la corde la plus sensible dans l'âme de ce prince, si disposé à porter rancune à la souveraineté du peuple, qui, si elle avait été grandement profitable à ses ancêtres en plus d'une occasion, avait aussi été invoquée contre lui par les Belges en 1830 ? Que d'éléments de divisions Guillaume et ceux qui avaient un intérêt quelconque à faire marcher ce prince dans leur sens, ne trouvèrent-ils pas sous leur main en 1830 et dans les années suivantes : la révolution de juillet, qui jeta hors de la France ce que la restauration avait compté d'hommes les plus ardents, celle de Belgique, l'insurrection polonaise, les troubles de l'Allemagne ! A la suite de ces événements, l'Europe se partagea en deux camps : d'une part, leurs admirateurs ; de l'autre, leurs adversaires. Celui qui a vécu à l'époque où cette

tempête rugissait en Europe ne peut avoir oublié qu'il fallait être ou tout l'un ou tout l'autre. On crut à l'impossibilité de faire vivre ensemble des principes aussi contradictoires que ceux de la légitimité et de la souveraineté nationale, et les partisans de la première s'estimèrent heureux de trouver un homme, fanatisé par des revers, par des humiliations personnelles, qui se fit en quelque sorte une gloire d'être réputé martyr et défenseur du principe de la légitimité. Cet homme fut le roi Guillaume. Il se jeta comme les yeux fermés dans cette carrière, ne voyant que ce qu'il y avait à y gagner, ne calculant pas ce qu'il y avait à y perdre, et ne se donnant pas même la peine de regarder derrière lui pour voir ce qui s'y trouvait pour l'appuyer. A coup sûr, c'était là une politique fort chevaleresque, mais fort onéreuse à la Hollande, entraînée par la magie du nom d'Orange à donner dans cette croisade légitimiste prêchée par un nouveau Pierre l'Ermite.

Le roi Guillaume fit retentir sa voix dans toutes les cours, auprès de tous les cabinets légitimistes en Europe. Il tonna contre le principe révolutionnaire et subversif de la souveraineté du peuple. Il fut écouté par les uns, accueilli et soutenu en secret par les autres, sous un voile dont la transparence ne laissait rien à deviner. Il fut encouragé surtout par le cabinet de Saint-Pétersbourg, qui jouait un double jeu, applaudissant en secret à la levée de boucliers du roi Guillaume en 1831, au

moment où son représentant à la conférence venait de signer le traité des dix-huit articles et de reconnaître le roi Léopold. Du reste, le cabinet russe, en se prêtant à la signature des protocoles du 20 décembre 1830 et du 19 février 1831, avait cédé à la nécessité du moment. Il fallait alors dompter l'insurrection polonaise, et il était à craindre qu'elle ne trouvât de l'appui, si la guerre éclatait dans l'occident de l'Europe à l'occasion de la question hollando-belge; mais, en août 1831, la Russie était rassurée, les troupes impériales étaient à la veille de rentrer dans Varsovie pour y faire *régner l'ordre*. Dès lors, il n'est pas étonnant que l'empereur Nicolas changeât de langage, et, s'il ne pouvait honorablement revenir tout haut sur les protocoles signés par ses plénipotentiaires, il crut pouvoir encourager sous main les dispositions belliqueuses du cabinet de La Haye, dans l'espoir que les succès militaires de son beau-frère le prince d'Orange viendraient mettre à néant les décisions de la conférence.

Le roi Guillaume comptait, pour réussir, sur les divisions intestines dont la France paraissait être menacée. Il se fiait aux rodomontades de l'émigration française. Il méprisait un gouvernement né d'une révolte populaire, une royauté sortie des rues, et qui, dans les premiers mois qui suivirent l'avènement de Louis-Philippe, était journellement menacée de s'écrouler sous quelques nouvelles émeutes pour faire place à une présidence républicaine, que les légitimistes considéraient comme

devant être l'avant-coureur d'une troisième restauration. La grande erreur du roi Guillaume était de ne pas connaître la France. Comment l'eût-il connue, lui qui ne connaissait pas même la Belgique, sur laquelle il avait régné pendant quinze ans? Comment eût-il pu connaître la France? Il ne la connaissait que telle que les émigrés réunis à La Haye, ou sa diplomatie à lui, la dépeignaient¹.

Le roi Guillaume ne voulut voir dans les journées de juillet à Paris, dans ce qui se passa en août et septembre à Bruxelles, qu'un accident fortuit et rien de préparé, rien de national. Il ferma le livre où sont enregistrés les actes de ses glorieux prédécesseurs et l'origine de la grandeur de sa maison. Il répudia le mot de Guillaume le *Taciturne* : « que les rois
« sont faits pour les peuples et non les peuples pour
« les rois. » Car si Guillaume le *Taciturne*, qui proclama cet axiôme, conduisit le peuple à la liberté

1. La preuve que le roi Guillaume ne voulait être servi que par des diplomates imbus de ses principes et partisans de son système, se trouve dans la méfiance qu'on nourrissait à la Haye contre M. Falck, parce que ce diplomate avait une opinion entièrement opposée à celle de son souverain. Si les agents diplomatiques du roi des Pays-Bas n'ont pas partagé les illusions de ce prince, il n'en est que plus coupable de ne pas avoir prêté l'oreille à des conseils dictés par la sagesse et l'expérience. Mais si la diplomatie voit souvent les choses sous un point de vue tout autre que le public, c'est qu'en général elle ne connaît que l'opinion des salons qu'elle fréquente, et qu'elle connaît peu l'esprit de la classe moyenne et du peuple. Ses membres vivent, pour la plupart, dans un monde officiel, mais factice, qui n'est pas ce monde réel dans lequel je me plais à vivre, et où je ne doute pas que quelques-uns d'entre eux ne fussent aussi dépayés que je me trouve déplacé dans les régions officielles où se meut presque toujours la diplomatie, et où elle puise trop souvent ses inspirations.

dans les Provinces-Unies, la politique constante suivie par Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas, n'a que trop révélé qu'il considérait que *les peuples étaient faits pour les rois*. Aussi sympathisait-il bien plus avec les opinions exclusivement royales d'un Philippe II, qu'il ne marchait sur les traces de ce *Taciturne* dont il invoquait sans cesse le souvenir, pour donner le change à ses sujets sur sa politique toute personnelle. Il se jeta à corps perdu dans la défense du principe de la légitimité, principe si absurde dans la bouche d'un prince d'Orange, pour peu qu'on veuille prendre la peine de remonter à l'origine de l'élévation actuelle de cette maison, attendant, espérant, ne doutant pas que le jour arriverait où d'autres souverains, aussi intéressés que lui au maintien de cette doctrine et à arrêter le débordement du flot de la souveraineté du peuple, lui prêteraient aide et secours pour effacer les traces d'une rébellion qui avait été vue de mauvais œil par tous les cabinets, hormis celui des Tuileries. Mais, tandis qu'il jouait les Hollandais, il était joué lui-même par les cours légitimistes, qui étaient bien aises de trouver en lui un instrument pour tenir la France et la Belgique dans l'inquiétude, et qui néanmoins n'avaient en réalité aucune envie de rallumer une guerre générale, capable d'ébranler l'Europe jusque dans ses fondements. Sans doute, les rois absolus n'auraient pas mieux demandé dans le fond de leur cœur que de soutenir le roi Guillaume et son principe ; mais ils craignaient les conséquences d'une pareille

entreprise, et, à cette époque, l'inclination et la crainte se livraient un rude combat dans les âmes royales.

Cependant, une fois entré dans cette voie, tout semble bon au roi Guillaume, pourvu que cela puisse le conduire à l'accomplissement de son projet favori. Il ose proclamer qu'il vise à une guerre européenne, que c'est là le fond de sa pensée, et qu'il espère bien entraîner les pacifiques dans la lutte. Il s'accroche à tout, comme l'homme qui se noie saisit avec un mouvement convulsif le brin de paille qu'il espère pouvoir le sauver. A chaque événement nouveau, il croit être à la veille de la conflagration générale qui doit ramener la Belgique sous son sceptre. Il fanatise le peuple hollandais; il lui fait croire que son devoir de chef de l'état marche en première ligne, et que ses intérêts dynastiques sont subordonnés aux intérêts de la Hollande. Il parvient à électriser les Hollandais pour une cause qui n'est pas la leur; il les arme, leur fait supporter des charges de tout genre. Eux se sacrifient sans murmure, avec une rare constance, avec un dévouement sans bornes; et tout cela, pour arriver à quel résultat? Au rétablissement d'un état de choses que la Hollande avait déploré pendant quinze années, qu'elle avait mille fois déclaré une « *Union mal assortie*. » Certes, n'y a-t-il pas là de quoi s'émerveiller? Que faut-il penser d'un peuple qui s'impose d'aussi grands sacrifices pour refaire ce que la veille encore il maudissait, d'un peuple qui court à la

guerre quand la paix pouvait lui procurer ce qui fut l'objet constant de ses vœux pendant une longue suite d'années? L'histoire aura de la peine à expliquer cette énigme. Et tout cela se passait au nom de la raison d'état¹ !....

Campé sur l'extrême frontière de ses états, le roi Guillaume y attendait avec impatience le signal de cette guerre générale, objet de tous ses vœux, but de toutes ses intrigues, motif de sa résistance aux actes de la conférence de Londres, qui voulait la paix et la conservation du repos public. La fortune semblait sourire au roi Guillaume, quand des symptômes de troubles éclataient soit au nord, soit dans le midi, soit dans l'orient. Tantôt il croit la guerre prête à se déclarer par l'insurrection du peuple polonais; tantôt ce sont les troubles qui s'élèvent dans quelques états de l'Allemagne qui doivent embraser le continent; tantôt l'intervention de la France dans les affaires de l'Italie sera le signal des combats; une autre fois, il s'appuie sur le retour des tories au pouvoir en Angleterre, à la suite du rejet de la réforme parlementaire. Les menées des

1. Qu'on juge du dégoût que les hommes raisonnables devaient éprouver à la vue de tant de déraison. L'explication la plus favorable que l'on puisse y donner serait celle-ci : les Hollandais étaient mus par un sentiment de commisération pour le roi Guillaume; ils pensaient que ce prince avait été plus que durement traité par les décisions de la conférence; c'est à ce sentiment que furent dus tous les efforts de la Hollande pour faire recouvrer au roi Guillaume les provinces qui s'étaient soustraites à sa domination. Mais s'il en est ainsi, que devient *la raison d'état*? C'est de la sensibilité ou de la sensiblerie politique. Gouverne-t-on un état avec chose semblable?

orangistes en Belgique, celles des carlistes et des républicains en France, sont à leur tour un nouvel aliment dont l'esprit du roi Guillaume s'empare avec avidité. L'équipée de l'aventureuse duchesse de Berri est saluée par lui comme l'aurore de la restauration en France, et l'avant-coureur de la chute de deux rois qui devaient leur couronne à une révolution populaire. La lutte entre don Miguel et don Pedro obtient une place dans ses calculs, comme renfermant une source d'interminables divisions auxquelles les autres puissances du continent pourraient être appelées à prendre une part active. La guerre entre la Porte et le pacha d'Égypte, et les secours donnés par la Russie au sultan, ne manquent pas non plus de réveiller les espérances du roi Guillaume; car une collision dans l'Orient pouvait réagir sur les affaires de l'Europe occidentale.

Enfin, la question de la succession d'Espagne, la mort de Ferdinand VII, les prétentions de l'infant don Carlos soutenu par le parti légitimiste, les droits réclamés par la reine Isabelle en vertu du testament de son père et reconnus par les cortès, la guerre civile qui désola l'Espagne, furent encore pour le cabinet de La Haye un sujet d'espérances, lorsqu'il vit l'attitude hostile des cours du Nord et le rappel de leurs envoyés à Madrid.

C'est ainsi que, pendant plusieurs années consécutives, le roi des Pays-Bas se berça de l'espoir de voir éclater cette conflagration européenne, dont l'un des premiers effets devait être, selon lui, le ré-

tablissement du royaume des Pays-Bas dans son intégrité primitive.

Tantôt on le voit faiblir devant la conférence, qui l'intimide dans certains moments, sans qu'elle puisse parvenir à dompter sa résistance passive. Dans d'autres moments le roi des Pays-Bas, relevant une tête altière, croit pouvoir braver la conférence, quand il s' imagine voir poindre à l' horizon politique un sujet de division, de guerre européenne; puis, tout à coup, revenant à des sentiments plus conciliants, il redouble en même temps ses intrigues dans les cours du Nord, sauf à reprendre son inflexible arrogance vis-à-vis de la conférence pour peu que le vent souffle en sa faveur. C'est ainsi que les mois, les années s'écoulaient en débats et en pourparlers diplomatiques, sans apporter aucun changement essentiel à la position de l'obstiné monarque, qui, un beau jour, s'aperçut, à sa grande mortification, que l'opinion publique en Hollande et son opinion personnelle ne se trouvaient plus être d'accord, et que, sous l'apparence d'une parfaite harmonie, le peuple hollandais et son souverain, partis ensemble du même point, avaient marché vers un but différent.

Il est évident que, si, dès les premiers temps, les Hollandais et le roi Guillaume se fussent communiqué leurs pensées, ils se seraient aperçus tout d'abord qu'il y avait malentendu. L'esprit marchand guidait le peuple hollandais, l'ambition royale poussait le monarque. L'esprit marchand visait à

ruiner le commerce d'Anvers, à ramener l'ancien état de choses qui avait fait fleurir Amsterdam et les villes commerçantes de la Hollande; les vœux du commerce hollandais ne pouvaient aller audelà, tandis que l'ambition du monarque le poussait à recouvrer la totalité de son royaume, dans les limites que le congrès de Vienne lui avait assignées. C'est ce malentendu que le roi Guillaume exploita pendant huit années : il y mit toute la ténacité de son caractère; il employa tous les arguments que purent lui fournir un jugement partial et un esprit éminemment propre à se faire une arme de subtilités de tous genres pour donner une apparence de désintéressement à ce qui au fond n'était que le résultat de calculs personnels. Enfin, l'opinion publique et les votes tardifs des États-généraux vinrent rappeler au roi Guillaume que ses devoirs de chef de l'état passaient avant les intérêts dynastiques. On lui refusa les fonds nécessaires pour rester sur le pied de guerre, dans le but de le contraindre à accepter ce que huit années avaient déjà consacré, l'indépendance de la Belgique. Les lenteurs de sa diplomatie furent enfin sévèrement critiquées par les États-généraux, qui lui déclarèrent les vœux pacifiques du pays. Désormais sans prétexte, sans appui, bon gré mal gré il lui fallut songer à s'arranger le mieux possible. Il avait espéré lasser la conférence de Londres, lasser la nationalité belge, il n'était parvenu qu'à lasser la patience des Hollandais et à ruiner le système dont il s'était fait le défenseur.

Avant d'aller plus loin, nous allons jeter un coup d'œil rapide en arrière, et exposer succinctement les diverses phases subies par la question hollando-belge, avant d'arriver à l'acceptation en quelque sorte forcée du traité des 24 articles par le roi Guillaume, en 1838.

Evidemment la conférence avait senti la nécessité de couper au plus vite le mal par la racine et d'empêcher que le royaume des Pays-Bas ne devînt un sujet de trouble en Europe, par la prolongation d'un état de choses qui aurait pu provoquer une guerre entre les puissances voisines de la Belgique et de la Hollande. Elle avait donc déclaré tout d'abord, au mois de novembre 1831 : que la Hollande et la Belgique ne devaient plus combattre, et que la ligne de démarcation entre elles, pendant un armistice illimité, devait être celle qui, avant la réunion de 1815, séparait les anciennes provinces hollandaises des provinces méridionales.

Cependant le congrès s'était réuni à Bruxelles. Cette assemblée prononça la déchéance de la maison d'Orange; elle déclara le trône vacant; mais elle resta fidèle au principe monarchique, au grand désespoir des démagogues de l'assemblée, et à la grande satisfaction de la conférence qui avait fait signifier aux membres du gouvernement provisoire en Belgique, que l'Europe n'était pas disposée à voir s'ériger une république dans son sein. La soumission à ce conseil renversa les projets du républicain de Potter qui avait rêvé une présidence.

La conférence n'était pas oisive de son côté. Elle formula, avant la fin de l'année, la sentence qui déchirait le royaume des Pays-Bas, et accordait pour l'avenir à la Belgique et à la Hollande la précieuse faculté de vivre comme états indépendants¹. En procédant de la sorte, qui froissait-on ? Certes ce n'était ni la Belgique ni la Hollande ; l'Europe avait retenti depuis nombre d'années des doléances des Belges et des Hollandais, de ce qu'il avait pris fantaisie un jour au congrès de Vienne de les réunir et de les forcer à vivre bon gré mal gré ensemble. On froissait, à la vérité, les intérêts dynastiques du roi Guillaume, qui dut être singulièrement blessé de cette décision ; mais, guidée par une haute raison, la conférence comprit qu'en pareille circonstance il est plus sage, plus prudent d'écouter la voix des peuples, dépositaires de la force matérielle, que celle du souverain qui ne peut avoir à sa disposition que la force morale. Et quelle force le roi des Pays-Bas pouvait-il avoir en Belgique après ce qui s'était passé en 1830 ? En agissant comme elle le fit, la conférence mit en pratique l'axiôme déjà cité de Guillaume le Taciturne : que les peuples ne sont pas faits pour les princes, mais les princes pour les peuples.

A coup sûr on ne peut imputer à crime à la conférence d'avoir pris à la lettre les doléances des Hollandais contre leur réunion à la Belgique. La conférence crut donc plaire également aux deux

1. Protocole du 20 décembre 1830.

peuples ; et si les Hollandais se conduisirent dans le cours des années suivantes comme si rien ne leur tenait plus à cœur que de voir rétablir ce que 1830 avait si violemment brisé, cette conduite versatile put à bon droit surprendre la conférence sans qu'une inconséquence semblable l'obligeât elle-même à revenir sur sa décision , bonne parce qu'elle était sage, et sage parce qu'elle était fondée sur une expérience de plusieurs années , qui avait suffisamment démontré que l'union de la Belgique et de la Hollande n'avait pas répondu à ce qu'on s'était proposé en 1815. Si l'on doutait que ce fût le même principe qui a dirigé les puissances en 1814 et 1830, il suffirait de consulter un protocole signé à Londres le 19 février 1831, et dans lequel il est dit : « Pour
« apprécier les déterminations prises par les cinq
« cours relativement à la Belgique, il suffit de se
« reporter à l'année 1814. A cette époque, les pro-
« vinces belges étaient occupées militairement par
« l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la
« Russie, et les droits que ces puissances exerçaient
« sur elles furent complétés par la renonciation de
« la France à la possession de ces mêmes provinces.
« Mais la renonciation de la France n'eut pas lieu
« au profit des puissances occupantes ; elle tint
« à une pensée d'un ordre plus élevé. Les puissances
« et la France elle-même, également désintéressées
« alors comme aujourd'hui dans leurs vues sur la
« Belgique, en gardèrent la disposition et non la sou-
« veraineté, dans la seule intention de faire con-

tenue aux traités de 1815, en refusant de consentir à la séparation de la Belgique et de la Hollande ; mais, à ceux qui soutiennent si bruyamment qu'en ce qui concerne le royaume des Pays-Bas, les grandes puissances ont déchiré les traités de 1815, ne peut-on pas demander, si l'exemple de la violation de ce traité n'a pas été donné par le roi des Pays-Bas le premier, en ce qui touche l'article de la navigation du Rhin ? L'acte du congrès de Vienne dit, art. 1^{er} : (*Art. concernant la navigation du Rhin.*) « La navigation, sur tout le cours du Rhin, du point où « il devient navigable jusqu'à la mer, soit en descendant, soit en remontant, sera entièrement libre, « et ne pourra, sous le rapport du commerce, être « interdite à personne, en se conformant toutefois « aux règlements, etc. » Que fit le roi des Pays-Bas ? Il se fit une arme de la rédaction obscure ou erronée de cet article pour le rendre illusoire, en soutenant avec une déplorable opiniâtreté et des arguments tout jésuitiques : que le Rhin et les fleuves dans lesquels ses eaux se confondaient, n'allaient pas jusqu'à la mer, et que, du point où, selon lui, s'arrêtaient les eaux du fleuve, jusqu'à la mer, il existait une autre mer territoriale sur laquelle il avait droit de souveraineté. A l'aide de cet argument, il chercha à annuler l'article du congrès, et la libre navigation sur le Rhin jusqu'à la mer devint impossible¹. Cette querelle entre le roi des Pays-Bas

1. Voici un des principaux arguments sur lesquels le roi des Pays-Bas appuyait ses prétentions :

« Selon les meilleures cartes de tous les bons géographes, le Rhin passe

et les puissances riveraines du Rhin qui réclamaient les bénéfices de l'article du congrès de Vienne dura pendant tout le temps de la réunion de la Belgique et de la Hollande, et n'était point terminée à l'époque de la révolution belge. Cela avait nécessairement causé une profonde irritation en Allemagne contre le roi Guillaume. Or, après cet exemple de mauvaise foi, peut-on être surpris qu'il soit entré dans les calculs de la conférence; qu'il serait peut-être plus pru-

« par Utrecht et Leyde, et se perdait jadis dans les dunes de Katwyk, « tandis qu'aujourd'hui il aboutit aux écluses établies près de ce village. « Comme le Rhin manquait ainsi de tout contact quelconque avec la mer, « on adopta le principe que le Leck serait considéré comme la prolongation « du Rhin. Dans la suite, le gouvernement des Pays-Bas, sous la réserve « expresse qu'on pût s'entendre sur le reste, consentit à ce que le Waal, « plus profond et plus propre à la navigation, fût substitué au Leck. Or, le « Waal finit à Gorkum, point jusqu'où remonte la marée, et le Leck à « Krimpen, tandis que, par rapport à ce dernier fleuve, le flux et le reflux « se font sentir bien plus haut. Jamais on ne manifesta dans les discussions « le désir de prolonger plus loin le cours du Rhin, en désignant à cet effet « un bras de mer. C'est donc ici que se termine la navigation fluviale du « Rhin, et que cette rivière doit être *censée* renconfrer la mer.

« Les bras de mer remplissant l'intervalle de cette embouchure jusqu'à la « mer ne sauraient sous aucun rapport s'assimiler audit fleuve, dont ils « diffèrent de condition et de nom, mais plus encore par la nature de l'eau « et de la navigation, qui prend ici un autre caractère. En effet, c'est là que « la nature a tracé la transition de la navigation fluviale à celle de la mer; « car il est de notoriété publique qu'en général les navires employés à la « navigation du Rhin sont aussi peu propres à la navigation maritime que les « vaisseaux qui traversent la mer du Nord à remonter ou descendre le Rhin. « Le système entier des Pays-Bas se trouve exposé dans ce peu de lignes, et il « en résulte évidemment que le traité de Paris de 1814, et l'acte du congrès « de Vienne n'ont eu en vue que la navigation fluviale jusqu'à l'endroit où « le Rhin rencontre la mer. Là commence la *mer territoriale* sur laquelle le « roi des Pays-Bas peut faire valoir ses droits de souveraineté comme sur « toute autre partie de ses états. » (Extrait de la note de M. Verstoek, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Mier, envoyé extraordinaire de l'empereur d'Autriche.)

dent de ne pas laisser une seule puissance maîtresse absolue des embouchures fluviales de cette partie de l'Europe; qu'il était sage de créer un contre-poids qui pût mettre à néant les prétentions que le roi des Pays-Bas avait mises en avant; que ce contre-poids ne pouvait se trouver qu'en séparant la Belgique de la Hollande, et qu'ainsi les eaux de ces fleuves se trouveraient placées à leurs embouchures, et relativement à ces deux états, dans une position telle que tous deux seraient également intéressés à en défendre la libre navigation. N'a-t-on pas constamment veillé à ce que les rives du Sund n'appartinssent ni à la Suède ni au Danemark! Eh bien, ce système a été probablement adopté par les puissances à l'égard du Rhin et de la Meuse, pour qu'on ne fût pas exposé à l'inconvénient de les voir dans la possession d'un seul qui pût y dominer exclusivement. Les chicanes du roi Guillaume avaient naturellement éveillé l'attention de l'Europe sur les inconvénients qui pouvaient résulter de ces prétentions pour les peuples intéressés à la libre navigation du Rhin. Cela seul ne semble-t-il pas un motif suffisant pour expliquer la séparation de la Hollande et de la Belgique?

Peu de temps après, la Belgique se donna un roi : on assure que pour peu que le roi des Pays-Bas eût voulu à cette époque écouter les conseils du cabinet des Tuileries, ce roi aurait été son petit-fils ¹,

1. On prétend que les cours du Nord proposèrent au roi Guillaume, peu de temps après la révolution belge, de céder ses droits au prince

mais il fut sourd aussi de ce côté, et la couronne fut déferée au prince Léopold de Saxe-Cobourg.

La conférence sanctionna ce choix, et elle conclut, le 26 juin 1831, le traité des dix-huit articles. Ce traité consacrait l'indépendance et la neutralité de la Belgique, et réservait la question du grand-duché de Luxembourg. Il donnait à la Belgique ce qu'on a appelé les anciennes frontières de 1790.

Le roi des Pays-Bas se refusa absolument à l'acceptation de ce traité, prétendant qu'il était lié vis-à-vis de la conférence, et que la conférence était liée vis-à-vis de lui par les termes des propositions contenues dans le douzième protocole de la conférence du 27 janvier 1831, et qui devaient servir de base à la séparation de la Hollande et de la Belgique. Il y avait, au dire du roi des Pays-Bas, entre ces propositions et les conditions du traité des dix-huit articles, des différences essentielles par lesquelles se trouvaient compromis l'intérêt et la dignité de la Hollande. La protestation adressée à cette époque par le roi des Pays-Bas, énumère longuement les griefs qui apportent un obstacle à son acceptation¹ : « L'annexe A du douzième protocole, dit cette protestation, étant devenue la base des négociations,

d'Orange, et que Guillaume répondit à cette proposition : « Je préférerais « voir de Potter sur le trône. » Cette réponse est tout à fait dans le caractère de ce prince ; et son refus de faire passer la couronne sur la tête de son petit-fils, lui donne un caractère de vérité.

1. Nous croyons devoir insérer ici textuellement la note adressée à la conférence de Londres par M. le baron Verstolk de Soelen, afin de prouver combien les intérêts véritables de la Hollande étaient sacrifiés à l'intérêt de

« le premier soin du roi a dû être de comparer avec
« cette annexe les dix-huit articles proposés. — Le
« deuxième article de l'annexe A exclut expressément
« du territoire belge le grand-duché de Luxembourg.

la maison d'Orange, puisque cette lettre contient les arguments présentés pendant huit ans par le gouvernement, pour défendre le système qu'il suivait.

Protestation du roi Guillaume contre les dix-huit articles.

Excellences,

M. le baron de Wessemberg m'a remis la lettre que Vos Excellences m'ont fait l'honneur de m'adresser sous la date du 27 juin dernier, en l'accompagnant d'une nouvelle série de propositions conçues en dix-huit articles, qui formeraient les préliminaires d'un traité de paix entre la Hollande et la Belgique.

Le roi, sous les yeux duquel je me suis empressé de mettre cette communication, en ayant pris connaissance, et l'ayant pesée, ainsi que les considérations exposées à S. M. par M. le baron de Wessemberg, avec tout le calme et toute la réflexion que réclament à la fois l'importance de l'objet et la gravité des circonstances, m'a chargé d'y faire la réponse suivante :

L'annexe A du 12^e protocole étant devenue, à partir de l'époque de l'accession de S. M., et en rapport avec les protocoles nos 11 et 12, dont cette annexe est le résultat, la base inaltérable des négociations, le premier soin du roi a dû être de comparer avec cette annexe les dix-huit articles proposés aujourd'hui pour former les préliminaires d'un traité de paix entre la Hollande et la Belgique. Il résulte de cette comparaison : qu'il existe une différence très-grande entre les bases de séparation acceptées par le roi, et les dix-huit articles, et que tous les changements proposés en ce moment par la conférence à ces bases sont en faveur de la Belgique, et au détriment de la Hollande. Une courte analyse suffira pour prouver ces deux faits.

Le second article de l'annexe A exclut expressément du territoire belge le grand-duché de Luxembourg, « qui, possédé à un titre différent par des princes de la maison de Nassau, fait et continuera à faire partie de la confédération germanique. » Les articles proposés, en laissant dans le doute les droits du Grand-Duc, passent sous silence cette exclusion, qui intéresse non-seulement la maison de Nassau, mais aussi la Hollande dont la position militaire est efficacement garantie par l'appui que lui offre la souveraineté

« Les articles proposés, en laissant dans le doute les droits du grand-duc, passent sous silence cette exclusion qui intéresse, non-seulement la maison de Nassau, mais aussi la Hollande, dont la position

de la maison de Nassau dans le grand-duché de Luxembourg, et s'affaiblirait par la réunion du Grand-Duché à la Belgique.

Il y a plus : les cinq puissances annoncent, dans l'art. 3 des préliminaires proposés, qu'elles emploieront leurs bons offices pour que le *statu quo* dans le Grand-Duché soit maintenu pendant le cours de la négociation séparée que le souverain de la Belgique ouvrira avec le roi des Pays-Bas et avec la confédération germanique, au sujet dudit Grand-Duché.

Or, ce *statu quo* est un grief réel, dont S. M. a depuis longtemps réclamé le redressement.

Quant aux libres communications de la forteresse de Luxembourg avec l'Allemagne, leur maintien étant exclusivement du ressort de la confédération germanique, le roi grand-duc manquerait à ses obligations envers ladite confédération, en reconnaissant à cet égard une compétence étrangère. Comme les Belges d'ailleurs n'ont pas adhéré à l'annexe A, le contenu du 3^e article des préliminaires proposés se trouve en opposition avec la note adressée le 7 juin par la conférence aux plénipotentiaires du roi, où il est dit « que les cinq puissances ne feraient aux parties intéressées la proposition d'un échange du grand-duché, qu'après l'adhésion des Belges aux bases de séparation fixées par la conférence et déjà adoptées par S. M. » Selon la même note, il est vrai, « les arrangements, qui auraient pour but d'assurer à la Belgique la possession du grand-duché de Luxembourg, seront des arrangements de gré à gré ; cette possession ne pourra être acquise que moyennant de justes compensations ; ces principes sont et seront toujours ceux des cinq puissances ; ils n'entravent nullement les déterminations du roi ; loin de porter atteinte à ses droits, ils en attestent le respect, et ne tendent qu'à amener, s'il se peut, à la faveur des équivalents que S. M. jugerait pouvoir accepter, et sur la base d'une utilité réciproque, des arrangements dont l'unique but serait d'assurer l'affermissement de la paix. » Il est vrai encore qu'un tel échange, si jamais il pouvait en être question, serait de la compétence exclusive du roi et de la confédération germanique, principe hautement annoncé par les deux états les plus puissants de la confédération, et par d'autres de ses membres ; mais ces considérations ne détruisent pas le fait, que les art. 2 et 3 des préliminaires proposés contiennent un changement essentiel, et défavorable à S. M., de l'annexe A. L'omission du 9^e article de l'annexe paraît encore avoir préjugé la question en faveur de la Belgique. On s'y réservait d'examiner s'il y aurait moyen

« militaire est efficacement garantie par l'appui que
« lui offre la souveraineté de la maison de Nassau
« dans le grand-duché de Luxembourg. Il y a plus,
« les cinq puissances annoncent qu'elles emploieront.

d'étendre aux pays voisins le bienfait de la neutralité garantie à la Belgique, réserve qu'on présume s'appliquer au grand-duché de Luxembourg, mais que dans les articles préliminaires proposés, l'on semble avoir jugée superflue, à cause de la réunion supposée du Grand-Duché à la Belgique.

L'art. 4 des préliminaires projetés est nouveau. On élève un doute sur l'exercice exclusif par la république des Provinces-Unies des Pays-Bas en 1760, de la souveraineté dans la ville de Maëstricht. S'il était fondé, ce ce qu'on ne saurait reconnaître, cette circonstance ne prouverait rien pour la Belgique, qui ne possède pas plus de titres que la Hollande à l'ancien évêché, même de Liège.

Selon l'art. 4 de l'annexe A, il sera effectué par les soins des cinq puissances tels échanges et arrangements entre les deux pays, qui leur assureront l'avantage réciproque d'une entière contiguïté de possessions, et d'une libre communication entre les villes et places comprises dans leurs frontières.

Comme la Belgique n'a point d'enclaves dans l'ancien territoire des Provinces-Unies, cette stipulation était visiblement dans l'intérêt de la Hollande. Les préliminaires projetés ne parlent au contraire que d'échanges à l'amiable entre la Hollande et la Belgique, qui pourraient être jugés d'une convenance réciproque ; il n'y est plus fait mention d'une entière contiguïté, ni d'une libre communication, ni de l'engagement contracté par les cinq puissances, d'effectuer par leurs soins des arrangements qui assureraient ces avantages aux deux pays.

L'art. 6 des préliminaires proposés ne se trouve pas dans l'annexe A. « L'évacuation réciproque des territoires, villes et places, y dit-on, aura lieu indépendamment des arrangements relatifs aux échanges. Or, cette évacuation, avant que tout soit terminé, priverait la Hollande de la principale garantie qu'elle possède vis-à-vis d'un pays en révolution, pour voir exécuter ce qui aura été stipulé. Cette garantie lui a été assurée par la conférence elle-même, qui, d'après l'annexe A du protocole n° 10, a fait déclarer aux autorités de la Belgique que, si les troupes belges n'étaient pas rentrées le 20 janvier dans les positions qu'elles occupaient le 21 novembre, la citadelle d'Auvers ne serait point évacuée ; et il est constaté que les troupes belges ne sont pas rentrées le 20 janvier dans lesdites positions.

D'après l'art. 7 des préliminaires projetés, la participation de la Belgique à la navigation du Rhin, par les eaux intérieures entre ce fleuve et

« leurs bons offices pour que le *statu quo* dans le
« Grand-Duché soit maintenu pendant le cours de
« la négociation que le roi des Belges ouvrira avec
« celui des Pays-Bas et avec la confédération germa-

l'Escaut, formera l'objet d'une négociation séparée entre les parties intéressées, à laquelle les cinq puissances prêteront leurs bons offices. Il importe d'observer combien cette proposition, dont il ne s'agit point dans l'annexe A, est inadmissible. En effet, le roi, bien que disposé à ouvrir sans délai une négociation pour régler la libre navigation de l'Escaut, aux termes de l'acte du congrès de Vienne, ne saurait accepter en cette négociation les bons offices d'autres puissances, surtout lorsqu'elles sont elles-mêmes parties intéressées dans la question. Cette considération concerne de trop près la dignité du roi, l'indépendance de la Hollande, et le respect que les puissances portent à celle de tous les peuples, pour s'y arrêter davantage.

L'usage des canaux en Hollande est libre pour toutes les nations; il en est de même en Belgique. Une stipulation spéciale, qui déclarerait l'usage du canal de Gand à Terneuze, et du Zuid-Willemsvaart, commun aux habitants des deux pays, dérogerait, par conséquent, au principe général.

Le 8^e article des préliminaires proposés passe sous silence la stipulation de l'art. 5 de l'annexe A, d'après laquelle, s'il s'élevait des dissentiments entre les commissaires démarcateurs, qui ne pussent être conciliés à l'amiable, les cinq cours interposeraient leur médiation, et ajusteraient les différends de la manière la plus analogue aux principes posés. Pour tout arrêter, il suffirait dès lors d'un simple refus de la part des démarcateurs belges.

Le 9^e article, quoique d'ailleurs à peu près conforme au 6^e de l'annexe A, n'offre pas la même précision par rapport à l'exclusion du grand-duché de Luxembourg, qui ne figure pas dans l'art. 2.

Les articles 12 et 13 remplacent les neuf premiers articles de l'annexe A, relatifs au partage des dettes. Ils sont tout à fait incomplets, et établissent une base entièrement différente, et où l'on paraît avoir perdu de vue les indemnités et les sacrifices multipliés de la Hollande. La Haye n'est plus indiquée comme lieu de la réunion des commissaires liquidateurs, et il n'est plus question de la médiation des cinq cours, à l'effet, s'il s'élevait des dissentiments qui ne pussent être conciliés à l'amiable, d'ajuster les différends de la manière la plus conforme aux dispositions adoptées, omission qui laisserait aux liquidateurs belges la faculté de se soustraire à tout arrangement. D'après l'art. 13, le premier objet de la réunion des commissaires liquidateurs serait de fixer la quote-part que la Belgique aurait à payer provisoirement, et sauf liquidation, pour le service d'une portion des intérêts des dettes mentionnées à l'article précédent. L'art. 17, de l'annexe A rend

« nique. Or, ce *statu quo* est un grief réel dont Sa
« Majesté a demandé le redressement. Quant aux
« libres communications de la forteresse de Luxem-
« bourg avec l'Allemagne, le roi manquerait à ses

au contraire ce paiement entièrement dépendant de la réunion des commissaires liquidateurs, en établissant que, jusqu'à ce que les travaux de ces commissaires soient achevés, la Belgique sera tenue de fournir provisoirement, et sauf liquidation, sa quote-part au service des rentes et de l'amortissement des dettes du royaume des Pays-Bas, d'après le prorata des art. 10 et 11. Cette différence paraît très-essentielle, en ce que, selon l'art. 13 des préliminaires projetés, il suffirait à la Belgique de différer l'envoi de ses commissaires liquidateurs pour ajourner en même temps le paiement de sa quote-part au service des rentes et de l'amortissement des dettes. Ces objections, déjà si graves, acquièrent un plus haut degré d'importance, quand on remonte aux principes qui ont guidé la conférence à régler la dette du royaume des Pays-Bas, principes si clairement exprimés dans le préambule du protocole du 27 janvier. Sans doute, dans les considérants établis pour arriver au partage de cette dette, il y avait des points qui ne pouvaient qu'être dépendants du choix de la Belgique, et, sous ce rapport, la Hollande n'avait pas trouvé d'atteinte portée à ses droits dans la dénomination de « propositions » que la seconde partie des bases de séparation avait reçue, d'autant moins que le 18^e article lui assurait en dernière analyse, et au moyen de la médiation des cinq cours, l'ajustement des différends financiers avec la Belgique, dans le sens le plus conforme aux dispositions contenues dans l'acte de séparation. Mais, ce qui donnait à la Hollande une garantie à l'abri de toute incertitude, et ce qui a spécialement engagé S. M. à accéder non-seulement aux arrangements fondamentaux, quant aux limites, mais aussi à ceux proposés pour le partage de la dette, ce fut l'assurance que le futur souverain de la Belgique, comme s'exprime la fin du 12^e protocole, devait accepter les arrangements consignés dans ledit protocole, c'est-à-dire ceux relatifs au partage de la dette.

Devant ces faits, comment le roi pourrait-il maintenant se contenter d'une liquidation qui exclurait celle des dettes qui ne sont retombées à la charge de la Hollande que par suite de la réunion, et la valeur des sacrifices que la Hollande a faits pour l'obtenir, et concourir ainsi à un traité qui, loin de remplir la juste attente de ses fidèles sujets, livrerait leurs fortunes à une catastrophe inévitable?

L'art. 15 suppose un fait qui n'existe point en Hollande, où il n'a été mis de séquestre sur les biens de personne par suite de l'insurrection de la Belgique. En acceptant cette nouvelle rédaction, on reconnaîtrait ainsi avoir

« obligations envers la confédération germanique en
« reconnaissant à cet égard une compétence étran-
« gère. Dans une note adressée, le 7 juin, par la
« conférence aux plénipotentiaires du roi, il est dit :

participé à une injustice commise par le gouvernement belge seul. Le nouvel article est d'ailleurs défectueux, et lorsqu'on le compare avec l'art. 14 de l'annexe, il devient presque douteux si les biens et les domaines patrimoniaux de la maison d'Orange ne seraient pas exclus de la levée du séquestre.

Vos Excellences voudront bien me permettre de terminer ce parallèle par une remarque générale, qui s'applique à plusieurs articles essentiels des préliminaires proposés; c'est qu'au lieu de la précision et de la clarté de l'annexe A, on y rencontre une rédaction vague et indéterminée, doublement dangereuse lorsqu'il s'agit de fixer ses rapports, non avec un gouvernement établi sur des bases solides, mais avec un état en révolution, dont la neutralité, une fois reconnue, pourrait paralyser le recours aux armes, dans le cas où il se refuserait à une interprétation équitable, et à l'égard duquel les cinq puissances se contentent, dans l'art 17, de se réserver leurs bons offices lorsqu'ils seront réclamés par les parties intéressées, sans s'y engager, sans exprimer si ces bons offices seront prêtés sur la réclamation d'une des deux parties, et sans déclarer formellement, comme dans l'annexe A, qu'elles interposeront leur médiation, et ajusteront les différends de la manière la plus conforme aux dispositions de ladite annexe. Dès lors les préliminaires, bien loin d'offrir une issue quelconque, soit pour le partage de la dette, soit pour les limites, soit pour d'autres objets qu'il s'agit de régler, fournissent au contraire à la Belgique les moyens de tout remettre en problème par des interprétations arbitraires. Déjà les discussions auxquelles ces préliminaires ont donné lieu à Bruxelles n'ont que trop mis en évidence cette vérité, et le discours prononcé par celui qui de fait dirige les relations extérieures de la Belgique démontre assez ce que la Hollande aurait à attendre de l'accession de S. M. aux préliminaires proposés. Les développements et explications dans lesquels il est entré sont d'autant plus remarquables, que c'est lui qui, par sa position, a nécessairement dirigé les négociations et opérations des commissaires belges à Londres, et doit être censé en connaître tous les détails.

Outre ces réflexions concernant le fond de ces articles, l'on n'a pu s'empêcher de remarquer que la nouvelle forme choisie de préliminaires d'un traité de paix, implique une décision de la question de la souveraineté, laissée intacte par le 12^e protocole et par son annexe A, où il ne s'agit que de séparation. Or, en supposant même que le roi pût consentir à ce que

« que les cinq puissances ne feraient aux parties
« intéressées la proposition d'un échange du Grand-
« Duché qu'après l'adhésion des Belges aux bases de
« séparation fixées par la conférence. L'art. 3 des

cette importante solution fût mise dans la balance de l'arrangement entre la Hollande et la Belgique, S. M. ne saurait s'y prêter que moyennant de justes équivalents, c'est-à-dire des conditions que réclament l'équité et la bonne cause, et les intérêts de la Hollande.

Si, d'après ces considérations, les articles proposés ont produit sur S. M. une impression pénible, elle n'a pas remarqué avec moins de regret le cours donné à la négociation.

Lorsque les progrès de la rébellion eurent rendu nécessaire l'appui des alliés du roi, S. M. réclama leur coopération en vertu des traités, afin de rétablir l'ordre légal. La conférence de Londres, quoique réunie dans ce but, au lieu de chercher à l'atteindre comme elle en avait fait concevoir l'espérance, ne tarda pas à prendre une direction opposée, en admettant les résultats de l'insurrection. Cependant elle annonça hautement, qu'en partant du principe de la séparation de la Hollande et de la Belgique, les droits de la première seraient respectés et maintenus. Par son 12^e protocole, elle proposa des bases, destinées à établir la séparation de la Belgique et de la Hollande. Nonobstant de graves motifs qui se présentaient pour ne pas les admettre, le roi les accepta dans le but de rendre sans retard à la Hollande cette sûreté extérieure, et de lui garantir la durée de cette tranquillité intérieure dont le respect est expressément imposé aux Belges par l'art. 7 de l'annexe A. La Belgique suivit une autre route. Elle continua de produire successivement de nouvelles prétentions insoutenables, se refusa à l'arrangement proposé, et s'oublia envers la conférence par des procédés jusqu'ici inconnus dans les fastes diplomatiques.

Cet état de choses s'étant prolongé pendant plusieurs mois, le roi se vit dans le cas d'insister sur l'exécution de l'engagement contracté par la conférence, d'obliger la Belgique à se conformer aux bases proposées de séparation. La conférence fixa le 1^{er} juin comme terme de rigueur pour l'acceptation aux autorités de la Belgique. Ce terme, et les premiers jours du mois s'étant écoulés sans résultat, la conférence, par une note du 7 juin, prévint les plénipotentiaires du roi « que, d'après les informations reçues la veille de Bruxelles, les Belges ne s'étaient pas placés envers les cinq puissances, par l'acceptation des bases de séparation, dans la position où se trouvait à leur égard le roi qui avait pleinement adhéré à ces mêmes bases; que lord Ponsonby était définitivement rappelé; que le général Belliard avait reçu du gouvernement de S. M. le roi des Français, l'ordre de quitter

« préliminaires proposés est en opposition avec cette
« disposition, et, bien qu'il soit dit que les arrange-
« ments relatifs au grand-duché de Luxembourg
« se feront de gré à gré, bien qu'il soit vrai qu'un

Bruxelles dès que lord Ponsonby en partirait, et que la conférence s'occu-
pait des mesures que pourraient réclamer les engagements contractés envers
le roi par les cinq puissances. »

Tel était l'état des choses le 7 juin, et le gouvernement de S. M. conti-
nuait ses préparatifs afin de combiner ses propres moyens avec ceux des cinq
puissances, pour atteindre le but désiré, lorsqu'il apprit que la confér-
ence, au lieu de concerter de son côté des mesures coercitives, en exécution des
arrangements formels contractés par elle envers le roi, s'était déterminée à
adopter une marche entièrement différente, et qu'en cédant au refus des
Belges d'accepter les bases établies, elle s'occupait d'une nouvelle combi-
naison diamétralement opposée à la première, éminemment préjudiciable
aux droits reconnus de la Hollande, et portant le caractère du succès des
démarches faites de la part des Belges à Londres, et d'un désir extrême de
consentir en leur faveur à toutes les concessions propres à assurer à celle-ci
un accueil favorable en Belgique.

Les 18 articles que Vos Excellences m'ont fait l'honneur de m'adresser,
et qui sont proposés aux deux parties comme un projet de préliminaires
d'un traité de paix, ont confirmé ces rapports. Le contenu inattendu de
cette pièce a d'autant plus douloureusement affecté S. M., que, d'après ce
qui en résulte, la conférence n'a pas jugé devoir accueillir une seule des
observations multipliées, produites par les plénipotentiaires des Pays-Bas.
La plupart de ces articles semblent résulter d'un concert avec ceux qui exer-
cent le pouvoir en Belgique; mais, sans s'arrêter à cette apparence, il est de
fait qu'ils furent simultanément communiqués à la Belgique et à la Hol-
lande, et que préalablement on ne consulta point, sur leur contenu, le cabi-
net de La Haye, comme S. M. avait lieu de s'y attendre, eu égard à la
position où elle s'était placée vis-à-vis de la conférence en acceptant les
bases de séparation, à l'objet primitif qui avait amené la réunion des pléni-
potentiaires des cinq puissances et du roi, et à ce qu'un souverain légitime,
se fondant sur la justice et sur les traités, est en droit de réclamer, lorsqu'il
s'agit de le soutenir, lui et ses peuples fidèles, contre les usurpations de la
révolte.

Quelque grave, au reste, que soit la crise dans laquelle un concours de
circonstances funestes a impliqué l'Europe, et plus spécialement la Hollande,
les efforts du roi, calme au milieu de l'agitation générale, continueront de
tendre à conjurer l'orage en alliant la modération à la fermeté. A l'exemple

« échange, s'il pouvait jamais en être question, serait
« de la compétence exclusive du roi et de la confé-
« dération germanique, l'art. 2 des préliminaires
« n'est pas moins défavorable à Sa Majesté. »

Le second grief important sur lequel s'appuie la protestation, c'est que « les art. 12 et 13 des préli-
« minaires, qui remplacent les neuf premiers articles
« de l'annexe A relatifs au partage de la dette, sont
« tout à fait incomplets. L'art. 13 porte que le pre-
« mier objet de la réunion des commissaires liquida-
« teurs sera de fixer la quote-part que devra provi-
« soirement payer la Belgique. L'art. 17 de l'annexe
« A rendait ce paiement tout à fait indépendant de

des souverains les plus puissants, il pourra céder à la nécessité, en abandonnant à leur sort ceux de ses sujets qui se sont soustraits à son autorité, mais jamais il ne leur sacrifiera les droits de la Hollande. Or, un examen réfléchi l'ayant convaincu que les articles préliminaires livreraient à la merci de l'insurrection les intérêts les plus chers de la patrie, il ne peut dès lors les accepter, et doit derechef réclamer de la part des cinq puissances, comme j'ai l'honneur de le faire en son nom, par la présente, l'exécution de l'engagement synallagmatique que les puissances et le roi ont contracté, les premières par les protocoles 11 et 12, et S. M. par son accession aux bases de la séparation, que la conférence elle-même, par son protocole n° 19, a déclarées irrévocables.

Depuis le commencement de l'insurrection de la Belgique, le roi n'a cessé de donner des preuves combien il lui tenait à cœur de concourir au maintien de la paix générale; mais S. M. ne saurait admettre le principe qu'elle doive être achetée au prix de l'honneur et du bien-être de la Hollande seule, principe opposé à la fois au sentiment de son bon droit et de sa dignité, et à l'intérêt même de la paix générale, qui, loin de gagner en solidité, ne pourrait que se trouver gravement compromise par le sacrifice d'un peuple soumis aux lois et fidèle à ses institutions, à une population qui a rompu les liens sociaux et qui ne respecte pas les droits d'autrui. Le roi compte trop sur l'amitié et la politique de ses alliés, pour ne pas espérer qu'ils partageront les mêmes sentiments. Il serait superflu d'observer que le maintien de la paix de l'Europe ne dépend pas uniquement de la coopération de la

« la réunion des commissaires, et portait qu'il aurait
« lieu, sauf liquidation, jusqu'à ce que les travaux
« des commissaires liquidateurs fussent terminés. »
Enfin, cette protestation se termine en disant : « On
« n'a pu s'empêcher de remarquer que la nouvelle
« forme choisie implique une décision de la ques-
« tion de la souveraineté, laissée intacte par le dou-
« zième protocole et par son annexe A, où il ne
« s'agit que de séparation. »

Comme on le voit par ce résumé, les récriminations du roi Guillaume portaient sur trois points principaux : la question du Luxembourg, la dette, et enfin la souveraineté. La question de la dette

Belgique ; qu'ainsi il n'y aurait rien de gagné pour cette paix, en déplaçant la question de Bruxelles à La Haye, et que la nécessité où le roi pourrait se voir réduit, de chercher à obtenir à main armée des Belges des conditions équitables de séparation, amènerait précisément la crise que les vues sages et philanthropiques des cinq puissances cherchent à prévenir.

Quant au choix d'un souverain de la Belgique, le roi s'en rapporte à la déclaration des cinq cours dans les 12^e et 19^e protocoles : qu'à leurs yeux le souverain de ce pays doit nécessairement répondre aux principes d'existence du pays lui-même, satisfaire par sa position personnelle à la sûreté des états voisins, accepter à cet effet, sans aucune restriction, les arrangements consignés aux protocoles 11 et 12, et se trouver à même d'en assurer aux Belges la paisible jouissance.

D'après cette déclaration, devenue un engagement envers le roi par son acceptation des bases de séparation, consignées au 12^e protocole, S. M., dans le cas où un prince appelé à la souveraineté de la Belgique, l'acceptât, et en prit possession sans avoir préalablement accepté lesdits arrangements, ne pourrait considérer ce prince que comme placé par cela seul dans une attitude hostile envers elle, et comme son ennemi.

Je profite avec empressement de la présente occasion pour prier Vos Excellences de vouloir agréer l'assurance de ma haute considération.

La Haye, le 12 juillet 1831.

Signé VERSTOLK DE SOLEN.

même n'était que secondaire, à tout prendre, puisque le traité ne pouvait rien arrêter de définitif à cet égard, et que c'était toujours une chose à régler ultérieurement. Reste donc la question du Luxembourg et celle de la souveraineté, et c'est là ce qui a empêché le roi Guillaume d'accepter le traité des dix-huit articles; c'est là ce qui, pendant huit ans, a été l'argument par lequel il a repoussé toutes les propositions. Qui donc était intéressé dans ces deux questions? était-ce la Hollande ou le roi Guillaume? La question du Luxembourg était une question purement dynastique, où la Hollande n'avait aucun intérêt, en dépit des assurances de la protestation, qui prétend que la conservation du Grand-Duché entre les mains du grand-duc importe beaucoup à la Hollande. La souveraineté sur la Belgique? La Hollande n'avait aucun intérêt à voir préserver ce principe; au contraire, elle était plutôt intéressée à le voir détruire, et il a fallu tout le prestige qui entourait le nom d'Orange, toutes les habiles manœuvres d'une politique perfide, pour engager ce pays à se montrer irrité d'une chose dont il ne pouvait que s'applaudir. Comment s'étonner aussi, après cela, que les Belges opposassent le refus le plus opiniâtre à l'acceptation de ce douzième protocole que le roi Guillaume s'était hâté d'accepter? Il ne l'avait accepté avec tant d'empressement que *parce qu'il laissait intacte la question de la souveraineté*, et qu'il n'était pas fâché sans doute de se réserver, pour l'avenir, un prétexte de recouvrer ce qu'il regret-

tait malgré tout. Et c'est pour cette raison-là même que les Belges ne voulaient pas de ce protocole, *qui laissait intacte la question de la souveraineté*. Eux, comme les Hollandais, voulaient au contraire que cette question fût tranchée, et tranchée à jamais. Ils étaient conséquents. Le roi Guillaume ne l'était pas quand il acceptait des conditions de séparation qui ne terminaient pas cette question, ou plutôt il était de mauvaise foi, de mauvaise foi vis-à-vis de la conférence de Londres, de mauvaise foi vis-à-vis des Hollandais, de mauvaise foi enfin vis-à-vis des Belges. Quand, par ses appels au Dieu de la vieille Néerlande, il cherchait à électriser l'ardeur des Hollandais pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs, on peut dire qu'il violait très-dévotement ce qu'il y a de plus saint aux yeux de Dieu et des hommes, la vérité.

Il n'était pas étonnant, du reste, que le roi Guillaume résistât avec tant de persistance à la renonciation à la souveraineté, puisque, dans ce moment-là même, il se disposait à rentrer en Belgique les armes à la main. La rapidité des événements, tant à Londres qu'à Bruxelles, avait détruit ses espérances; il attendait tout du bénéfice du temps et des longueurs de la diplomatie de la vieille école. La conférence sabrait les questions, d'après le dire du cabinet de La Haye, et sa marche prouvait évidemment qu'elle avait hâte d'en venir à une prompt solution. Tout ceci convenait très-peu au roi Guillaume; il jugea que l'instant était arrivé de rompre

le charme et de paraître en personne dans la lice. Il tenta ce qu'on a appelé une pointe sur Bruxelles (août 1831.)

« Le roi Guillaume, dit M. Thiers, voyant que les
« choses devenaient sérieuses, puisqu'il y avait un
« roi choisi, un traité, fit une tentative, je ne dirai
« pas déloyale, c'est un mot que ne mérite pas un
« souverain de tant de mérite, mais je dirai une
« tentative désespérée, et, sans la France, sans Casi-
« mir Périer, peut-être la contre-révolution se fût
« faite à nos portes; l'armée française arriva tout
« juste pour empêcher l'invasion de la Belgique et
« une restauration à nos portes. » (Discours de
M. Thiers, 11 janvier 1839.)

L'intervention de l'armée française en Belgique interrompit cette carrière d'agression militaire qui aurait transformé la Belgique en un théâtre de guerre civile et de lutte sanglante.

Cette rupture de l'armistice irrita la conférence, et non sans raison. Pour donner plus de stabilité à son œuvre, la séparation irrévocable des deux pays, la conférence formula le traité des vingt-quatre articles qui reproduisit, à peu de chose près, les clauses contenues dans le traité des dix-huit articles. Mais, au lieu d'ajourner la question du Luxembourg, elle la coupa en deux. La conférence donna le Luxembourg wallon à la Belgique, et le Luxembourg allemand devait être possédé, comme par le passé, par le roi des Pays-Bas, en sa qualité de grand-duc; on lui attribua, en outre, une portion du Limbourg,

comme indemnité de la portion du grand-duché de Luxembourg donnée à la Belgique.

Outre ces questions territoriales, les vingt-quatre articles statuaient sur des questions de navigation fluviale et de transit, et établissaient que le *quantum* à supporter par la Belgique, dans la dette de l'ancien royaume, serait de 8,400,000 flor. de rente annuelle.

La conférence de Londres, se portant comme arbitre, présenta à la fois ce traité à l'acceptation des cabinets de Bruxelles et de La Haye. Le roi Guillaume refusa. Mais que fit alors le cabinet de Bruxelles ? La question restait tout entière et sans solution. Les cinq puissances n'avaient pas obtenu le résultat qu'elles s'étaient proposé. Le roi Guillaume résistait, et l'existence du nouvel état belge restait douteuse et contestée. La Belgique le sentit bien ; elle comprit de quelle importance il était pour elle de ne pas différer plus longtemps de se faire reconnaître par les cinq puissances. Le 14 novembre 1831, la veille du jour où le traité fut signé, les plénipotentiaires belges à Londres demandèrent spontanément à la conférence de convertir les vingt-quatre articles en un traité séparé, spécial, particulier, entre la Belgique et les cinq puissances.

Ainsi, le roi Guillaume refusant de signer le traité des vingt-quatre articles, la Belgique fut admise à s'engager envers les cinq puissances comme les cinq puissances s'engagèrent envers elle. A dater de la signature de ce traité (15 novembre 1831), la Bel-

gique et son roi furent admis dans le cercle des états reconnus, en dépit du refus d'adhésion du roi des Pays-Bas. C'était, de la part du roi Léopold, montrer autant d'habileté qu'on montrait de maladresse à La Haye.

Voilà le point de départ de toutes les négociations qui eurent lieu depuis, bien nettement posé.

Cependant le refus du roi Guillaume mettait les cours du Nord, et particulièrement celle de Russie, dans une position difficile. Elles avaient à cœur de ne pas heurter le roi Guillaume. Le cabinet de Pétersbourg, à la veille de se lier avec celui de Bruxelles, répugnait à ratifier un traité qui avait été rejeté par le cabinet de La Haye. En conséquence, l'empereur Nicolas résolut de faire une dernière tentative auprès du roi des Pays-Bas. Au printemps de 1832, il envoya à La Haye le comte Orloff. Ce diplomate fut reçu en audience particulière, et le récit de ce qui se passa entre le roi et l'envoyé russe est parfaitement propre à démontrer avec quel aveuglement et quelle ténacité le roi Guillaume, en dépit de tout et de tous, suivit invariablement son déraisonnable système de résistance.

Après que le roi se fut plaint, comme à son ordinaire, qu'on ne se servait pas pour lui de la même mesure que pour d'autres, etc., etc., le comte Orloff lui dit : qu'il n'était nullement venu pour nier la justice de ses plaintes, mais qu'il était chargé par l'empereur son maître de représenter au roi, que c'était l'inévitable suite des circonstances, et qu'il

fallait se *soumettre à l'impérieuse loi de la nécessité*; que l'empereur était toujours animé des mêmes sentiments d'amitié et d'affection pour le roi et sa famille, ce dont il croyait n'avoir cessé de donner des preuves; mais, qu'avant tout, *il se devait à la Russie*, et ne pouvait, sous ce rapport, laisser un libre cours aux sentiments de son cœur; que l'empereur, en conséquence, l'avait chargé (lui Orloff) de conseiller au roi avec les instances les plus vives d'accepter préalablement les vingt-quatre articles; que, si le roi s'y prêtait, il (le comte Orloff) irait à Londres et y ferait, au nom de son maître, tous ses efforts pour engager la conférence à y apporter telles modifications que le roi pourrait désirer, et que lui aurait jugées admissibles, sous le triple rapport du *territoire, de la navigation intérieure et de la capitalisation des sommes à payer par la Belgique* aux termes des vingt-quatre articles; qu'il était chargé de prier le roi de lui faire part de son *ultimatum*; qu'il tâcherait d'obtenir les meilleures conditions possibles, et que, si l'*ultimatum* n'était pas accepté, le roi ne serait pas tenu par l'assentiment' qu'il aurait donné; qu'au surplus il devait faire observer, qu'il n'était pas venu pour négocier, mais pour donner au roi un conseil; qu'il dépendait entièrement de Sa Majesté d'accepter ou de refuser; que, dans le second cas, il n'y aurait rien de changé aux relations de l'empereur avec le roi, mais que, dans ce cas aussi, l'empereur devait laisser les conséquences de ce refus sur le compte du roi et de

son peuple, et la responsabilité sur le compte du roi. Il n'ajouta pas, par délicatesse sans doute, mais c'était du reste un fait avéré, *qu'il avait dans sa poche la ratification des vingt-quatre articles par la Russie*; mais il ajouta que, si le roi n'acceptait pas, ses instructions lui enjoignaient de *proposer* à la conférence, avec les plénipotentiaires de Prusse et d'Autriche, les mesures nécessaires pour donner *exécution* aux vingt-quatre articles.

Dans cette entrevue officielle, le roi Guillaume sut, jusqu'à un certain point, se modérer, et évita de donner une réponse positive; mais, dans la soirée de ce même jour, il se passa une scène dans laquelle il ne dévoila que trop le fond de sa pensée. Le comte Orloff avait dîné à la cour; après dîner, le roi le prit à part, et, revenant sur la conversation du matin et les communications officielles de l'adjudant-général russe, il se répandit de nouveau en plaintes et en récriminations. Le roi se monta peu à peu au point de se laisser aller à dire : « Non, j'aimerais mieux « périr que de consentir à de telles conditions! » Aussitôt le comte Orloff se retira de trois ou quatre pas, et, faisant au roi une profonde révérence, eut l'air de dire : « C'est entendu, ma mission est terminée; je n'ai plus qu'à m'en retourner. » Ce mouvement d'admirable présence d'esprit et d'une convenance parfaite fut tellement marqué, que le roi ne s'y trompa pas un moment; aussi, se rapprochant du comte, s'empressa-t-il de dire : « Non, « monsieur le comte, ce n'est pas là ma réponse à

« votre communication. » Et la conversation fut interrompue sur ce sujet.

La nuit, qui d'ordinaire porte conseil aux hommes sages, ne rendit malheureusement pas ce bon service au roi des Pays-Bas. Il se réveilla le lendemain avec les sentiments de la veille, et le comte Orloff apprit officiellement, douze heures plus tard, ce qui lui avait été dit dans une conversation le jour précédent. Il partit donc le lendemain, après avoir fait publier, pour couvrir sa responsabilité, une note que les journaux ont insérée, et qui produisit à cette époque une sensation universelle d'étonnement ¹.

Cette obstination du roi était d'autant plus blâmable qu'à cette époque, et après la campagne de dix jours, on ne pouvait raisonnablement pas s'attendre à une amélioration quelconque aux conditions contenues dans les vingt-quatre articles qu'on rejetait si dédaigneusement. Cela, du reste, était tellement clair aux yeux de tout le monde, que la seconde chambre des États-généraux, toujours prête d'ailleurs à sanctionner les propositions les plus onéreuses du gouvernement tendant à accumuler emprunts sur emprunts pour continuer le malheureux système de *persévérance*, sans aucun but et sans aucune perspective d'améliorer l'état des choses, s'éveilla un moment de son inexplicable torpeur, en

1. L'étonnement fut si grand, que, dans les premiers moments, on ne voulut pas croire à l'authenticité de la pièce.

apprenant la nature de la mission dont le comte Orloff était chargé auprès du cabinet de La Haye. Il fut résolu, à une grande majorité, de faire une démarche auprès du roi, de la part de la chambre, dans le but d'engager Sa Majesté à prêter l'oreille aux propositions de Saint-Pétersbourg. On crut cependant qu'une démarche officielle et directe pourrait avoir des inconvénients, et on préféra entamer une négociation verbale avec le ministre des affaires étrangères. On députa un des membres de la chambre, le baron Schimmelpenninck Van der Oye, qui se chargea de représenter au ministre l'urgence des circonstances et le danger qu'il y avait pour le pays dans le rejet desdites propositions, priant le ministre de représenter la chose au roi de la part de la chambre, et de communiquer à Sa Majesté le désir de celle-ci de faire elle-même au roi une proposition à cet égard. Le ministre se chargea de cette commission, qui cependant n'eut aucun résultat. Le même jour, il communiqua à M. Schimmelpenninck la réponse du roi, portant en substance : que le roi priait instamment la chambre de ne faire aucune démarche officielle, qui pourrait être considérée dans le pays et à l'étranger comme une marque de désunion ou de divergence d'opinions entre le roi et la chambre, dont les conséquences pourraient être funestes et tendraient à démentir l'heureuse union subsistant jusqu'ici et admirée de toute l'Europe; que, d'ailleurs, le roi priait la chambre d'avoir confiance en lui, porté

comme il l'était à mettre le plus tôt possible une fin à la malheureuse situation dans laquelle se trouvait le pays depuis les événements de 1830, et qu'il saisirait la première occasion d'entrer dans des arrangements, pour peu que les conditions proposées fussent acceptables, donnant à cet égard les assurances les plus positives à la chambre. Celle-ci se contenta de ces assurances, se rendormit de son sommeil de mort, et bientôt la ratification de la Russie vint mettre la dernière main au traité des vingt-quatre articles. Désormais il était entré dans le droit public de l'Europe.

Ici commence une nouvelle phase de négociations peu fructueuses, qui ne servirent qu'à compliquer la question hollando-belge, parce qu'on eut recours à des demi-mesures pour parer aux inconvénients d'une position qui n'offrait que des écueils de tous les côtés.

Qu'arriva-t-il après la ratification des vingt-quatre articles entre les puissances et la Belgique? Le roi des Pays-Bas ne renonça pas à ses prétentions sur la Belgique; mais le cabinet de Bruxelles réclama des cinq puissances l'exécution du traité. Il leur disait : « Tout est consommé entre vous et moi : vous « m'avez admis parmi les gouvernements indépen- « dants, mettez-moi en possession de ce que vous « m'avez donné. »

Que demandait la Belgique? la mise en possession de la citadelle d'Anvers.

D'après l'armistice de novembre 1830, la citadelle

d'Anvers devait être évacuée dans un délai de quinze jours. Mais la possession de cette forteresse permettait au roi Guillaume de harceler les Belges, d'intercepter la navigation de l'Escaut, et de porter un rude coup au commerce d'Anvers. Il refusa de rendre la place.

Ce refus fut éminemment populaire en Hollande. On y espérait toujours arriver à obtenir la clôture de l'Escaut, concession exorbitante arrachée à la faiblesse de l'Espagne par la paix de Munster, et qui fut si favorable au développement du commerce d'Amsterdam et de Rotterdam. C'était le leurre que le roi Guillaume jetait aux marchands hollandais ; rien ne leur paraissait plus juste, plus naturel. Il ne manquait qu'une seule chose à la réalisation de ce beau projet : la force qui permit de l'exécuter ¹.

L'Angleterre et la France proposaient aux trois autres puissances de déclarer que la Belgique pour-

1. Il suffit de lire la correspondance entre M. le baron de Capellen, commissaire-général accrédité par le cabinet de La Haye près du gouvernement provisoire en Belgique, et le baron de Nagell, ministre des affaires étrangères (1814), pour se convaincre que, si le cabinet de La Haye ne réclama pas alors la clôture de l'Escaut en vertu des traités antérieurs, ce fut parce qu'à cette époque la réunion de la Belgique et des Provinces-Unies des Pays-Bas était déjà arrêtée, et que par conséquent à La Haye on ne jugea pas qu'il fût politique de soulever la question de la clôture de l'Escaut, au risque de s'aliéner les esprits des Belges, qu'il fallait ménager dans l'intérêt de la réunion projetée. Si tels ont été les principes qui ont guidé le gouvernement hollandais en 1814, il ne peut paraître surprenant qu'après le déchirement du royaume des Pays-Bas on en soit revenu à La Haye et dans les villes commerçantes de la Hollande à l'idée chérie de faire resurgir la clôture de l'Escaut, qui devait anéantir le commerce d'Anvers.

Un autre leurre dont le roi Guillaume s'est servi et dont l'absurdité est cependant évidente, c'était que, sachant combien la réunion de la Belgique

rait effacer de sa dette envers la Hollande un million de florins par chaque semaine de retard de l'évacuation du territoire belge après une certaine époque. La Russie, la Prusse et l'Autriche n'acceptèrent pas cette proposition.

L'Angleterre et la France se virent alors obligées de recourir à la force; de là le siège de la citadelle d'Anvers et l'embargo sur les vaisseaux hollandais.

Ces mesures de rigueur déconcertèrent les calculs du roi Guillaume et de ses partisans, les tories anglais et les absolutistes du continent. Déjoués dans leurs plans, ils exhalèrent leur dépit en sinistres prédictions : la citadelle ne serait jamais prise, les Prussiens marcheraient pour la dégager, les Russes se rapprocheraient des frontières de l'Allemagne, l'Autriche entrerait en campagne, et le torrent d'une guerre générale refoulerait la France derrière ses propres frontières. Mais la Prusse se contenta de

et de la Hollande avait été odieuse aux Hollandais, il faisait entrevoir à ceux-ci que, si par ses armes il parvenait à recouvrer la Belgique, il la gouvernerait militairement. Il prétendait que la rébellion l'avait mise hors la loi et qu'elle ne devait plus jouir des droits que lui assurait la loi fondamentale. Cette manière de voir n'était pas chez lui la suite d'un premier mouvement d'irritation, mais le résultat de la réflexion; car, exposant un jour ses projets à cet égard, il ajouta : « C'est pour cela que j'ai dit distinctement : que l'exercice de la loi fondamentale était restreint aux seules provinces du Nord restées fidèles, et que j'ai fait gouverner et administrer par des généraux les deux provinces encore au pouvoir des troupes. » En effet, dans son discours d'ouverture des États-généraux (18 octobre 1830), le roi avait déclaré que sa sollicitude se bornerait désormais aux provinces septentrionales, qu'il renfermerait l'action de son gouvernement dans les provinces du Nord et dans le grand-duché de Luxembourg, et que l'armée occuperait Maëstricht, Venloo et Anvers.

murmurer et de tourner autour de Venloo, l'Autriche ne bougea pas, et la Russie se borna à quelques vaines démonstrations de mécontentement, à une menace de ce qu'elle aurait fait si elle eût été plus près du théâtre de l'action.

L'armée française vint camper sous les murs de la citadelle d'Anvers. Les prophètes avaient dit que le général Chassé, plutôt que de se rendre, se ferait sauter avec la garnison, et s'enterrerait sous les ruines de la place; mais le brave Chassé, après s'être défendu admirablement, après s'être couvert d'une gloire immortelle, après s'être retiré de casemate en casemate à mesure que le bombardement avançait, a fait ce qu'on fait ordinairement en pareille circonstance. Lorsque la brèche a été praticable et qu'il s'est vu acculé dans son dernier refuge, il s'est rendu (décembre 1832), aux applaudissements de ses adversaires, qui vinrent, au milieu des décombres dont il était entouré de toutes parts, le saluer comme un héros.

La défense de cette citadelle isolée, qu'on savait ne pas pouvoir sauver, fait peser sur le souverain et sur les membres de son conseil une immense responsabilité. Que de sang versé sans le moindre espoir de succès! car on savait que le siège ne pouvait pas être levé, l'armée hollandaise restant l'arme au bras sans venir au secours de la garnison; et le roi savait parfaitement aussi que la Prusse avait nettement refusé de venir à son aide. Il ne s'agissait donc que de quelques jours de défense de plus ou de moins, et chaque

jour comptait des victimes. Et non content de cela, après la capitulation signée, au lieu d'accepter le seul état de choses possible, on se mit à refuser fièrement la reddition de deux petits forts sans importance. Le résultat de ce refus a été de voir le général Chassé et la garnison conduits comme prisonniers de guerre à Saint-Omer.

Quant à la conférence, elle ne fit pas non plus ce qu'elle aurait dû faire. La Belgique une fois mise en possession de la citadelle d'Anvers, pourquoi ne mit-on pas du même coup le roi des Pays-Bas en possession du Luxembourg allemand et de la portion du Limbourg qui lui avait été attribuée par le traité des vingt-quatre articles? Mais, dira-t-on, le roi Guillaume ne les eût pas acceptés; car, en les acceptant, il eût adhéré implicitement au traité. D'accord; mais était-ce pour cela une raison de laisser la Belgique en possession de territoires qui ne lui appartenaient pas? Nullement. Il eût été par conséquent logique que, du jour où la domination hollandaise avait cessé dans la citadelle d'Anvers, la domination belge prît fin dans le Luxembourg allemand et dans la portion du Limbourg attribuée au roi des Pays-Bas, et que la garde de ces contrées fût provisoirement confiée à des commissaires *ad hoc* désignés par la conférence. Était-il prudent de laisser le gouvernement belge prendre racine dans des contrées qui tôt ou tard devaient passer sous une autre domination? La suite prouva que ce fut une imprudence grave, qui menaça de compliquer en-

core davantage la question hollando-belge déjà si compliquée.

Pourquoi, quand la France et l'Angleterre insisterent si vivement sur la remise de la citadelle d'Anvers à la Belgique, les partisans du roi Guillaume n'insistèrent-ils pas sur la remise du Luxembourg et du Limbourg? Probablement parce qu'en 1832 la Prusse, la Russie et l'Autriche conservaient l'espoir de voir le roi Guillaume rentrer dans la possession de la totalité des provinces qui s'étaient soustraites à sa domination, et que par conséquent il était parfaitement inutile de s'occuper pour le moment de ces deux districts. Si tel a été le calcul de ces cabinets, s'ils ont compté que le règne du roi Léopold serait éphémère, leurs prévisions ont été cruellement déçues.

On a dit aussi que l'embargo était une mesure absurde, sans inconvénient pour les Hollandais, et ruineuse pour l'Angleterre seulement; que c'était un procédé inoui que de le continuer plus longtemps; qu'il fallait ou faire la guerre ou relâcher les navires hollandais; que cette mesure était contraire au droit des gens et en même temps ridicule. Mais l'embargo fut maintenu, et sa conséquence fut la convention du 21 mai 1833. Par cette convention, le caractère de la question hollando-belge fut totalement changé; le roi Guillaume consentit à un armistice illimité, et l'Europe fut préservée de la guerre générale. Dès ce moment, la question de la paix ou de la guerre fut décidée. Ce qui restait à arranger

n'était plus qu'une affaire de florins et de droits de péage, questions importantes à la vérité pour les deux pays, mais d'où ne dépendait plus la paix du reste de l'Europe. Tels furent les fruits du siège d'Anvers et de l'embargo.

La convention du 21 mai, conclue entre la France et l'Angleterre d'une part et le roi des Pays-Bas de l'autre, fut dans la question hollando-belge ce que la trêve de douze ans fut dans la lutte hollando-espagnole des *xvi^e* et *xvii^e* siècles. La trêve entre les États-généraux et la cour de Madrid, signée en 1609, fut pour celle-ci une halte dans un chemin qui la conduisait vers un abîme. Chacun garda ses possessions; la solution fut seulement ajournée; mais cet ajournement était un triomphe réel pour la république des Provinces-Unies, et une défaite pour l'Espagne. La convention de 1833 ne fut pour la Hollande qu'une halte ruineuse, et la Belgique y gagna de n'être plus exposée aux attaques du roi des Pays-Bas.

Cette convention du 21 mai 1833 se composait de six articles. Par le premier, la France et l'Angleterre s'engageaient à lever l'embargo; l'article 2 portait que les relations entre les parties seraient replacées sur le même pied qu'avant l'expédition de novembre 1832; l'article 3 stipule le renvoi de la garnison d'Anvers dans sa patrie; l'article 4 dit que l'armistice entre la Hollande et la Belgique sera prolongé jusqu'à l'entier arrangement de la séparation; par l'article 5, la navigation de l'Escaut est déclarée libre

pendant cet intervalle; et l'article 6 stipule qu'il en sera de même pour la navigation de la Meuse.

Il est facile de remarquer, d'après les termes de cette convention, qu'elle était loin de résoudre toutes les difficultés, et que même elle n'était en quelque sorte que le préliminaire de négociations ultérieures. Mais enfin on y pouvait voir jusqu'à un certain point, de la part du roi Guillaume, un commencement de soumission qui étonna ceux qui l'avaient vu marcher jusque-là dans un système opposé pour lequel il avait fait de si grands sacrifices; car enfin, il n'abandonnait pas son idée fixe de reprendre la Belgique, et cependant il consentait à se lier les mains de manière à ne pas pouvoir y rentrer; mais à cette époque il fallait avant tout débarrasser le commerce hollandais des entraves de l'embargo. C'est là ce qui amena ce simulacre de soumission, de la part d'un homme qui, au fond de son cœur, n'avait aucune idée de se soumettre.

Quoi qu'il en soit, on crut pouvoir espérer une prochaine conclusion définitive. La prise de la citadelle d'Anvers avait dû, d'ailleurs, faire faire de profondes réflexions aux marchands de la Hollande, et c'était peut-être encore un moment opportun pour le roi des Pays-Bas d'accéder d'une manière honorable au traité qui avait prononcé la séparation de la Belgique et de la Hollande. L'abandon dans lequel on avait laissé le roi Guillaume autorisait ce prince à ne plus garder de ménagements à l'égard de ceux qui paraissaient bien résolus à ne lui accor-

der aucune assistance. En accédant à cette époque au traité signé à Londres, le roi des Pays-Bas débarrassait la Hollande du paiement de l'intérêt de la portion de la dette publique du ci-devant royaume mise à la charge de la Belgique, et mettait un terme à l'état de guerre, qui absorbait tous les ans des millions dont se grossissait la dette d'un pays déjà chargé d'un fardeau hors de toute proportion avec ses revenus.

Il n'en fut point ainsi : la reddition de la citadelle d'Anvers ne fit qu'enflammer le roi des Pays-Bas et les Hollandais; et comme les troupes hollandaises y avaient succombé avec cette gloire qui inspire le respect pour les vaincus, ceux-ci s'enivrèrent au sein même de la défaite, et se laissèrent aller bien plutôt à des projets de représailles qu'à l'idée que l'instant était enfin arrivé d'accepter un fait accompli et sanctionné par les cinq grandes cours qui tenaient entre leurs mains les destinées du continent européen.

C'est à partir de cette époque que le roi des Pays-Bas prouva combien peu il connaissait et sa position personnelle vis-à-vis des grandes puissances, et la politique de ces cours relativement à toutes les questions qui pouvaient menacer la paix générale. L'importance de ne point la compromettre paraissait être sentie par tous les souverains, excepté par le roi des Pays-Bas, qui ne voyait d'issue favorable pour lui-même que dans une conflagration générale. Il est impossible de se défendre d'un sentiment d'in-

dignation, en contemplant ce désir ardent d'appeler sur l'Europe le fléau de la guerre, cet égoïsme étroit qui ne recule pas devant la crainte de mettre en jeu le sort de tant de millions d'hommes dans un intérêt tout personnel; mais bientôt l'indignation fait place à la pitié quand on voit les efforts impuissants d'un souverain de deux millions et demi de sujets pour entraîner à toute force l'Europe entière à la guerre malgré elle.

C'est ainsi que les années s'écoulèrent pour le roi Guillaume, depuis 1832 jusqu'au commencement de l'année 1838. Les avertissements lui venaient de tous côtés, mais il demeurait sourd. En vain lui disait-on que l'empereur de Russie le voyait avec peine nourrir toujours un secret espoir de recouvrer ce qu'il avait perdu, et perdre de vue le bien-être de son pays, en imposant de grands sacrifices à ses sujets sans but raisonnable. Le ministre des affaires étrangères de l'empereur de Russie confia à un des adversaires du parti de la *persévérance* : « que le roi ne devait point espérer en la Russie; « que l'empereur ne ferait certainement pas la « guerre pour les intérêts de la Hollande; que, « s'il eût voulu la faire, il l'aurait entreprise depuis « longtemps, les motifs n'ayant pas manqué depuis « 1830; qu'enfin, en tergiversant ainsi, le roi des « Pays-Bas tenait toute l'Europe en haleine, et que « cela ne pouvait durer. » Le roi, quand on lui fit part de ces observations, répondit : que M. le ministre des affaires étrangères de Russie ferait bien mieux

de se mêler de ses propres affaires. D'un autre côté, le ministre de Prusse à la conférence de Londres témoignait et faisait témoigner au roi Guillaume combien sa conduite était impolitique, ajoutant que de nouvelles difficultés de sa part aggraveraient sa position, et qu'on ne lui accorderait plus ensuite ce qu'on pouvait encore obtenir. La position de la Belgique n'était en effet plus la même qu'en 1832, époque où elle aurait acheté la reconnaissance de son indépendance et son rang parmi les gouvernements européens, avec la plus vive gratitude, en payant la somme annuelle de 8,400,000 florins, et en se soumettant à toutes les stipulations contenues dans les vingt-quatre articles rejetés par le roi, tandis qu'alors cette même Belgique, reconnue par toutes les puissances, la Russie y comprise, depuis plusieurs années déjà, parlait sur un tout autre ton, et voulait traiter d'égal à égal. Mais rien ne pouvait faire revenir le roi Guillaume de ses illusions ; il comptait toujours, dans son aveuglement, sur quelque commotion européenne. Cependant, durant ces huit années, la paix de l'Europe ne fut point troublée ; loin de là, des questions irritantes avaient été aplanies ; et si la confiance n'était point entièrement rétablie entre certaines grandes cours, ces huit années écoulées depuis la révolution de 1830 avaient évidemment consolidé ce qui ne paraissait être qu'un provisoire effrayant dans les premiers mois qui suivirent la chute de Charles X et l'avènement de Louis-Philippe. Tout prit autour du roi Guillaume un caractère de

stabilité, tout, jusqu'au trône de son compétiteur le roi Léopold. Cependant le roi des Pays-Bas se plut à prolonger son état provisoire; et à force d'art et de ruse, il sut entretenir dans l'esprit des Hollandais assez de zèle pour qu'ils consentissent à s'obérer de plus en plus, pour arriver à un résultat qui leur était inconnu, et qui, s'il eût été dévoilé à leurs yeux, eût été repoussé par eux.

L'appréhension, suivie d'indices certains, que le voile qui couvrait depuis longtemps déjà ce jeu ruineux ne fût plus assez épais pour que certains esprits ne pénétrassent là où on cherchait à les amener, décida probablement le roi Guillaume à virer de bord, en faisant déclarer tout à coup, tant aux États-généraux qu'aux cinq grandes cours, qu'il était disposé à adhérer au traité des vingt-quatre articles, et partant, à reconnaître la séparation de la Belgique (1838).

Ici commence une nouvelle phase des affaires hollando-belges.

Jusqu'alors les difficultés étaient venues du cabinet de La Haye, et la Belgique n'avait paru désirer que la conclusion, mais dès que le roi des Pays-Bas eut accepté le traité des vingt-quatre articles, ce fut au tour de la Belgique à reculer.

Si le *statu quo* avait été une rude charge pour le royaume des Pays-Bas, il avait été au contraire profitable à la Belgique; aussi n'y demandait-on pas mieux que de le prolonger le plus longtemps possible. Servie à souhait à cet égard par l'obstination

du roi Guillaume, la Belgique vit arriver avec peine l'instant où ce provisoire allait cesser, pour faire place à un état de choses définitif.

Écarter cette solution devint dès lors la politique du cabinet de Bruxelles. Il chercha à obtenir la continuation du *statu quo*, en refusant à son tour de se conformer au traité des vingt-quatre articles. Cependant, dans cette circonstance, le rôle de la Belgique devenait bien plus difficile que celui que le roi Guillaume avait joué jusqu'alors. Celui-ci avait constamment refusé de se conformer aux vingt-quatre articles; il n'avait rien approuvé, rien promis, rien signé; tandis que, pour la Belgique, le traité des vingt-quatre articles était devenu le point de départ de son existence, la base sur laquelle reposait sa participation au droit public de l'Europe. Tout refus de ce genre était par conséquent de nature à exciter le mécontentement de la conférence contre le cabinet de Bruxelles. Les cinq puissances étaient autorisées à répondre : Quoi ! vous auriez la prétention de vous soustraire à l'exécution d'un traité qui vous lie à notre égard ? Mais ce serait vous jouer ouvertement de nous ! Cette différence entre la position du cabinet réfractaire jusqu'alors et du cabinet qui avait adhéré au traité des vingt-quatre articles fut si bien appréciée à Bruxelles, qu'il fallut avoir recours à des finasseries d'avocat pour chercher à éluder l'exécution des vingt-quatre articles.

Peu de temps après la déclaration du roi Guillaume, qu'il était prêt à adhérer au traité, il parut

dans les journaux belges une explication plus spéciale que vraie des difficultés qui devaient résulter de l'exécution des vingt-quatre articles pour le gouvernement belge. Voici ce qu'on y lisait entre autres :

« La situation du roi Léopold est plus embarrassée qu'on ne le croit en France et qu'on ne veut l'avouer en Belgique. Il existe dans notre pays trois grands partis : celui de l'indépendance nationale, composé de la très-grande majorité des habitants de Bruxelles, du clergé qui dirige les communes rurales, et des amateurs d'emplois publics, dont l'ambition a horreur de la concurrence; celui des amis de la maison d'Orange, qui se recrute parmi les nobles mécontents, les grands industriels autrefois commandités par le roi Guillaume et les fonctionnaires destitués; enfin celui de la réunion à la France. Chaque fois qu'on parle de ce dernier parti nos journaux ne manquent pas de s'écrier : — Il n'y a point en Belgique de parti français; nous sommes une nation qui a son origine, ses mœurs, son existence à part. — Il n'en est pas moins vrai qu'il existe deux partis, l'un qui désire la réunion avec la France, l'autre avec la Hollande, par la raison très-simple que la Belgique a besoin d'un débouché pour ses produits, qui excèdent sa consommation, et que les blés, les bestiaux, les charbons, les draps, les cotons, les lins belges trouveraient parfaitement à se placer en France. Quoi qu'il en soit, au reste, de ces

« dénégations officielles, le roi Léopold se sent mal
« à l'aise entre ces deux partis, qui feraient volon-
« tiers à un intérêt plus positif le sacrifice de notre
« existence à part; d'autant plus que le parti de la
« nationalité, sur lequel il est forcé de s'appuyer,
« est mené par la faction catholique, qui menace
« toujours de tout brouiller au nom de l'ordre et
« de la religion. Ce sont là des faits qu'on peut bien
« contester, mais qu'on ne peut détruire.

« Le roi Léopold est d'un esprit modéré, d'un ju-
« gement sain, et, sauf sur la valeur de certains pré-
« jugés aristocratiques, il ne se fait d'illusions sur
« rien. Il sait que la Belgique ne l'a point choisi
« *proprio motu*. Il se rappelle fort bien qu'il a dé-
« buté dans ce pays par la déplorable campagne de
« Louvain, dont l'effet moral a rejailli sur lui,
« quoique certes il ne fût pas coupable de ce dé-
« sastre un peu ridicule. La conférence avait arrêté
« notre élan militaire; nous n'avions qu'une armée
« insuffisante en nombre, mal organisée et privée
« de généraux expérimentés. La Hollande se ruait
« sur nous à l'improviste avec des forces triples des
« nôtres et commandées par des généraux exercés
« à la grande guerre. Une occasion s'est présentée
« de rétablir la réputation militaire du roi Léopold;
« c'était le siège d'Anvers : nous manquions d'offi-
« ciers supérieurs pour conduire cette grande opé-
« ration, et d'ailleurs la conférence ne voulut pas
« nous permettre de l'entreprendre. La Belgique, qui
« a battu, chassé les Hollandais en 1830, n'a plus

« éprouvé que des humiliations militaires depuis
« qu'elle a élu le prince de Saxe-Cobourg. Notre roi
« a certainement des titres à la reconnaissance du
« pays; mais, encore une fois, il ne s'aveugle pas sur
« la portée de cette reconnaissance. Il sait que, si les
« ving-quatre articles sont exécutés dans leur teneur
« actuelle, la Belgique verra sa dette publique s'ac-
« croître de 24 millions par an et sa population di-
« minuer de 300,000 âmes. C'est une double perte
« que le roi ne veut pas infliger à la Belgique; il est
« résolu à n'exécuter le traité du 15 novembre 1831
« que comme forcé et contraint. Sa situation lui
« fait de cette résistance une nécessité que l'on ne
« veut pas assez comprendre aux Tuileries.

« Les habitants des territoires contestés font de-
« puis huit ans partie intégrante de la Belgique;
« leurs représentants ont concouru à la nomination
« du roi, à la création de la constitution, à tous les
« actes de notre vie parlementaire; les livrer à la
« Hollande, eux qui ne furent jamais Hollandais, ce
« serait une lâcheté maintenant; ce n'eût été en 1831
« qu'une triste nécessité. Ajoutez qu'au même mo-
« ment il nous faudrait payer 142 millions de francs,
« pour arrérages dus à la Hollande, et inscrire sur
« notre grand-livre pour 17,800,000 francs de rentes
« qui sont notre quote-part dans la dette de l'ancien
« royaume des Pays-Bas. En y ajoutant l'intérêt de
« l'emprunt de 142 millions que nous devrions faire
« pour solder les arrérages, cela ferait bien un total
« de 24 millions par an. Dans l'état de choses ac-

« tuel la Belgique ne paie, pour l'intérêt de sa dette,
« que 2 francs à peu près par habitant; les vingt-
« quatre articles signés, nous paierons 8 francs par
« tête. C'est plus, je crois, que ne paie la France, qui
« a un immense amortissement. La popularité du
« roi aura assez de peine à résister à cette augmen-
« tation des charges publiques; et Sa Majesté se
« montrant intraitable sur la question de territoire,
« fait preuve de prudence et de sagacité.

« On va jusqu'à dire, ajoute l'auteur de cette
« lettre, que le roi a prononcé le mot abdication, au
« grand étonnement d'un auguste personnage (le
« roi des Français). Voici ce qu'il a écrit à Paris :

« Vous voulez que j'exécute les vingt-quatre
« articles parce que je les ai acceptés en 1831; c'est
« comme si vous disiez à un homme : Vous avez
« consenti il y a sept ans à vous laisser couper la
« jambe pour vous sauver la vie; nous n'avons pas
« voulu; vous avez guéri, vous marchez, vous vous
« portez bien, et maintenant nous vous sommons
« de vous couper vous même la jambe, parce que
« vous vous êtes, dans un autre temps, résigné à
« l'opération. »

L'auteur insiste ensuite sur l'habileté profonde
du roi Guillaume, qui, dit-il en terminant, « a si
« bien manœuvré, que la France sera obligée d'exé-
« cuter la Belgique à son tour ou de risquer la paix
« générale. »

Le cabinet belge porta par conséquent ses plaintes
à la conférence. Le traité des vingt-quatre articles,

disait-il, fut une solution provisoire de la querelle qui s'agitait entre la Belgique et la Hollande. Les puissances représentées dans la conférence de Londres l'expédièrent comme une sentence arbitrale que l'on imposait aux deux parties. Ce jugement avait été rendu sur des documents erronés ou incomplets. On avait surchargé la Belgique d'une dette contractée par la Hollande. On avait adjugé à la Hollande des populations dont le vœu bien prononcé et bien connu était de rester belges et d'entrer dans la grande coalition des états constitutionnels. En 1832, le roi Guillaume avait refusé de ratifier le traité des vingt-quatre articles, dont les stipulations étaient demeurées une lettre morte pendant six ans. C'était alors le moment d'employer la force et de contraindre ce prince à reconnaître les faits accomplis. On ne l'avait pas osé, soit que l'on craignît d'allumer une guerre générale, soit que l'on ne crût pas avoir le droit d'aller jusques là. L'expédition d'Anvers s'était bornée à la prise d'une citadelle, mais elle n'avait obligé aucune des deux parties à poser les armes : pourquoi ferait-on contre la Belgique ce qu'on n'avait pas fait contre le roi Guillaume dès l'origine du débat ? La Belgique, en repoussant l'arrangement qu'on lui signifiait, usait de la même faculté qu'on n'avait pas déniée au roi des Pays-Bas : tant pis pour le cabinet de La Haye si le *statu quo*, qu'il avait cherché à prolonger, avait fini par tourner contre ses intérêts. Il avait fait cette situation ; il fallait qu'il sût aujourd'hui la subir.

La conclusion de ces raisonnements était que, par suite de la non-exécution du traité des vingt-quatre articles par le roi des Pays-Bas, ce traité était périmé et qu'il y avait par conséquent lieu à négocier sur de nouvelles bases.

Le cabinet de Bruxelles n'adressait pas tant ces réclamations à la conférence qu'au cabinet des Tuileries, qu'il supposait lié d'intérêt à tout ce qui pourrait servir à fortifier l'existence de la Belgique et consolider le trône de Léopold. En mettant le gouvernement français de son côté, le cabinet de Bruxelles espérait arrêter les décisions défavorables à ses intérêts qui pourraient être prises par la conférence.

On ne se trompait point en Belgique sur les sympathies du gouvernement français, mais on s'y trompait en s'imaginant que ces sympathies iraient assez loin pour faire courir les risques d'une guerre dans le but de conserver à la Belgique les territoires que la conférence avait adjugés au roi Guillaume. Mais ce qui entretint surtout l'erreur des Belges, c'est que dans ses dispositions à ne pas s'écarter de l'opinion des quatre autres membres de la conférence, le cabinet des Tuileries était en quelque sorte tenu en échec par la voix publique en France, qui disait hautement : qu'abandonner la Belgique dans cette circonstance, serait de la part du gouvernement de Louis-Philippe, la plus insigne de toutes les faiblesses.

La conférence n'admit cependant qu'une partie

des réclamations de la Belgique; elle revint sur la question financière, elle rectifia sa première décision relative au partage de la dette; quant à l'attribution du territoire, la conférence refusa de remettre en question ce qu'elle avait décidé par le traité des vingt-quatre articles. Il régnait à cet égard le plus grand accord entre la Russie, la Prusse et l'Autriche. Le cabinet britannique se prononçait ouvertement dans le même sens; il disait que l'honneur du gouvernement anglais et la paix de l'Europe se rattachaient à l'exécution du traité des vingt-quatre articles, l'honneur du cabinet britannique surtout, qui avait forcé par la voie des armes le roi Guillaume à céder Anvers aux Belges.

Le cabinet des Tuileries, quoique ne se prononçant pas positivement pour la négative, réclamait un délai pour donner sa sanction, dans l'espoir de convertir dans l'intervalle les Belges à la nécessité de se soumettre à l'arrangement définitif de la question hollando-belge sur le pied fixé quant à la question des territoires respectifs.

Les quatre puissances signataires ne voyaient pas sans quelque défiance les tergiversations du cabinet français. Cependant elles continuèrent à montrer de la confiance dans les bonnes dispositions de la France et dans sa sagesse, ne voulant pas croire que son gouvernement pût s'oublier au point d'encourager en Belgique une résistance qui amènerait inévitablement une guerre où l'Angleterre ne serait pas de son côté. La justice d'Anvers, disait-on, impose

à la France la justice du Limbourg et du Luxembourg.

Cependant il y eut une époque où cette confiance dans le cabinet français dut être considérablement ébranlée; ce fut celle où le roi des Belges vint à Paris dans l'automne de 1838. Nul doute que le voyage de Léopold ne se rattachât à la question dont on voulait à cette époque hâter la solution à Londres. On disait généralement que ce prince ne venait à la cour de son beau-père que pour y plaider en personne la cause de la Belgique, et que son but était évidemment d'entraîner le cabinet des Tuileries à refuser son assentiment à la distraction du Luxembourg allemand et de la partie du Limbourg attribuée au roi Guillaume. Il était d'ailleurs tout naturel que le roi Léopold vint chercher aide et appui auprès du roi son beau-père; il ne faisait en cela que ce que la maison d'Orange faisait de son côté en recherchant l'appui de l'empereur de Russie.

La presse française soutint avec la plus grande persévérance la thèse de l'intégrité du territoire belge, non pas tant dans l'intérêt de la Belgique que dans celui de la France elle-même, qui, disait-on, en serait réduite à renier sa propre révolution si elle permettait qu'on battît en brèche celle de la Belgique. Un tel langage était très-propre à exciter les esprits en France et à mettre le gouvernement dans la position la plus difficile, soit en agissant de manière à se brouiller avec les quatre grandes puissances représentées à la conférence de Londres, soit en

adoptant relativement à la Belgique un parti qui était hautement dénoncé à la France comme attentatoire à l'honneur et à la sécurité du pays et de l'ordre de choses né de la révolution de 1830.

Quand le roi des Belges fut revenu à Bruxelles, il s'offrit une nouvelle occasion d'apprécier de quel côté se portaient les sympathies de la France. Les chambres belges ne tardèrent pas à se réunir, et le discours que Léopold prononça à cette occasion fut de nature à faire supposer qu'il avait reçu à Paris l'assurance que son gouvernement serait soutenu dans l'opposition qu'il apportait à se conformer au texte du traité des vingt-quatre articles. Cela mit toute la Belgique en émoi. Dès ce moment elle se tint assurée que la France n'en viendrait jamais à signer le protocole définitif, et que dès lors on n'avait qu'à persister dans le rôle récalcitrant qu'on avait adopté depuis que le roi des Pays-Bas avait adhéré aux conditions qui avaient été imposées aux deux pays en 1831. Qui joua-t-on dans cette circonstance? Était-ce le roi des Belges, qu'on fit retourner dans ses états après lui avoir donné des assurances d'assistance à Paris? ou était-ce le gouvernement de Léopold qui se joua des Belges, dans l'espoir d'exciter par-là en Belgique une manifestation d'enthousiasme national, si énergique, que le cabinet des Tuileries reculerait devant la signature qui lui était demandée par la conférence de Londres? C'est là un point difficile à décider; mais ce qu'il y a de remarquable, c'est que les difficultés que faisaient naître à ce moment

les prétentions de la Belgique sur le Luxembourg, devaient aussi en partie être attribuées au roi Guillaume. Le Luxembourg, donné au roi des Pays-Bas en compensation de ses états héréditaires de Nassau, aurait dû rester entièrement séparé du royaume des Pays-Bas. Ce grand-duché avait été assimilé en tout aux états qu'il était destiné à remplacer; il devait faire partie de la confédération germanique. Bien plus, il y avait eu l'intention formelle et arrêtée d'en faire un apanage de puîné pour le prince Frédéric. Cet état de choses, s'il eût été maintenu, aurait été infiniment préférable pour le roi des Pays-Bas. En effet, s'il n'eût jamais confondu les deux pays et les deux administrations, la révolution en éclatant en Belgique ne serait pas sortie des bornes de ce pays. Le Luxembourg aurait pu s'en ressentir comme toute l'Europe s'en est ressentie; mais c'eût été un mouvement partiel, les Belges et les Luxembourgeois ne pouvant faire cause commune, et on en aurait facilement triomphé. Au lieu de cela, le roi Guillaume avait préféré incorporer le Luxembourg aux Pays-Bas et en faire une partie intégrante de son nouveau royaume; il dut subir les conséquences de cette faute.

Toutefois, pour être juste, il faut ajouter que le roi ne fut pas seul coupable, et que la conférence de Londres aurait dû, comme nous l'avons dit plus haut, alors qu'elle forçait les armes à la main le roi Guillaume à abandonner Anvers, faire restituer du même coup par la Belgique le grand-duché de Luxembourg. A cette époque, la Belgique n'aurait

rien eu à dire, et elle n'aurait rien dit. Ceci évidemment regardait exclusivement la conférence de Londres, car la confédération germanique n'y pouvait rien. La conduite de la confédération germanique, elle aussi, a été jugée très-sévèrement par les partisans du roi Guillaume; mais ceux qui connaissent l'organisation de cette confédération pouvaient-ils s'attendre qu'à Francfort, où l'Autriche et la Prusse sont toute-puissantes, on tiendrait un langage différent de celui que les cours de Berlin et de Vienne faisaient tenir par leurs plénipotentiaires près de la conférence de Londres? Ainsi, ceux qui accusent la confédération de lâcheté accusent par cela même les deux grandes puissances dirigeantes en Allemagne d'une conduite timide et lâche dans la défense des intérêts du roi Guillaume. Du moment que la conférence de Londres cédait devant la révolution belge, il fallait bien que la confédération cédât devant la révolution luxembourgeoise. Sans aucun doute, d'après le droit public, la confédération germanique avait des devoirs vis-à-vis du grand duché de Luxembourg, comme état allemand. D'après l'acte constitutif de la confédération, tous les états dont elle est composée sont solidairement engagés à maintenir l'intégrité de la confédération et à se prêter mutuellement aide et assistance lorsque l'un des états peut en avoir besoin, soit pour cause de révolte ou autrement. Il était donc, à ce point de vue, du devoir de la confédération de ne pas même permettre qu'il fût question du grand-

duché de Luxembourg dans les délibérations de la conférence de Londres, et non seulement de séparer la cause de cet état du reste de la Belgique, mais encore d'y intervenir immédiatement et activement pour rétablir l'ordre. Cela est tellement vrai, que la confédération elle-même n'avait pas dans le principe compris autrement ses obligations, et paraissait très-disposée à agir en conséquence. En effet, lorsque le roi Guillaume lui eut donné connaissance qu'il n'était plus le maître de réprimer la révolte qui avait éclaté dans le Grand-Duché, et qu'il eut en conséquence invoqué l'assistance de la confédération, elle comprit qu'elle ne pouvait pas faire autre chose que d'accorder le secours demandé. Elle prit la résolution d'envoyer une expédition dans le Grand-Duché, et désigna le corps de l'armée fédérale qui serait chargé de l'occupation (1831). Tout étant ainsi arrêté, le roi Guillaume fit établir à grands frais des magasins de subsistances pour le corps expéditionnaire. Mais au moment où chacun s'attendait à recevoir la nouvelle de l'entrée des troupes fédérales dans le Grand-Duché, on apprit que la confédération avait tout à coup changé d'avis, et que l'expédition était remise indéfiniment. On craignait la guerre avec la France; et l'Autriche et la Prusse, qui, dans la conférence de Londres, travaillaient à la consolidation de la paix, et évitaient avec soin tout ce qui aurait pu servir de prétexte pour la troubler, ne pouvaient agir autrement vis-à-vis de la confédération, où elles étaient toute-puissantes.

Cependant ce n'était pas sans quelque honte que ces deux cours se résignaient à ce rôle, et la Bavière fut chargée de remettre et d'appuyer la proposition qu'on adopta. Le roi Guillaume protesta naturellement contre cette décision, mais il fut passé outre; et, plus tard, la conférence de Londres, prévoyant les embarras qui pourraient surgir ultérieurement des relations du Grand-Duché avec la confédération germanique, signifia en 1834 au roi Guillaume : que toute négociation devait être interrompue, jusqu'à ce qu'il eût obtenu l'assentiment de la confédération à la cession d'une partie du Grand-Duché. Pour amener une fin prompte de la question, le roi fit offrir à la Prusse et à l'Autriche, comme étant les deux états les plus influents de la confédération, de proposer à la diète de donner son assentiment à la cession demandée, moyennant l'obligation, dont le roi se chargerait, de continuer à satisfaire à toutes ses obligations comme grand-duc de Luxembourg, nonobstant la diminution considérable de territoire que le Grand-Duché devait subir. Ces propositions généreuses parurent être très-favorablement accueillies; mais, lorsqu'elles furent présentées à la diète, celle-ci exigea que le grand-duc obtînt préalablement l'assentiment des agnats de sa maison à la cession de territoire projetée. Après de longues négociations, le roi obtint encore cet assentiment, et renouvela alors ses propositions à la diète; mais celle-ci, s'appuyant sur ce principe fondamental de la confédération germanique d'après lequel au-

cune partie du territoire de la confédération n'en peut être arrachée, mit à l'assentiment demandé la condition que le Limbourg, ou au moins une partie de cette province, serait donné à la confédération germanique comme équivalent de la partie cédée du Luxembourg. Cette prétention parut inouïe au roi des Pays-Bas, qui n'avait cessé de protester avec énergie contre le morcellement du Luxembourg, et qui pensait au contraire que la confédération lui aurait dû en quelque sorte une indemnité. Mais il était dans la nécessité absolue d'en venir à une fin, et, malgré tout ce qui fut dit et fait, il fut obligé de se soumettre à la demande de la diète; et par-là, la province de Limbourg se trouve placée vis-à-vis du royaume des Pays-Bas absolument dans la même position que le Luxembourg s'était trouvé précédemment, position équivoque qui ne peut qu'occasionner des embarras, comme l'incorporation du grand-duché de Luxembourg au royaume des Pays-Bas ne l'a que trop prouvé.

La Hollande reçut le contre-coup de cette détermination. Le consentement de la maison ducale de Nassau n'avait pu s'obtenir qu'à prix d'argent; le roi Guillaume trouva moyen de faire supporter à la Hollande ces charges qu'elle seule aurait dû supporter. La Hollande dut, en vertu de la convention signée le 27 juin 1839, entre le roi Guillaume et le duc régnant de Nassau, désintéresser les agnats de la maison de Nassau, qui touchèrent 772,893 florins sortis du trésor des Pays-Bas. Ceci cependant n'é-

tait qu'une pure question de famille, et d'après les règles de toute équité, les deniers qui y furent employés auraient dû sortir exclusivement de la cassette du roi. Le royaume des Pays-Bas se vit en outre frustré d'un domaine de près de 200,000 florins de revenu, qui, à l'époque de l'incorporation du Luxembourg aux Pays-Bas, avait été assigné au prince Frédéric en dédommagement de sa seconde-géniture à laquelle était destiné ce grand-duché. Le prince prit possession de ces domaines lors de l'abdication de son père. Cela dut paraître d'autant plus exorbitant, qu'en admettant que cela fût légal lorsque le Luxembourg faisait partie du royaume, cette légalité avait cessé d'exister alors que le duché en était séparé ¹.

1. Ce qui prouve la justesse de cette observation, c'est que cette question est encore en litige entre la maison régnante et le trésor de l'état. Dans les discussions récentes des États-généraux a été soulevée la question de savoir si le royaume des Pays-Bas est tenu de prendre à sa charge les sommes qui ont été payées au duc de Nassau, à titre d'indemnié, pour renonciation à ses droits éventuels comme agnat de la maison de Nassau. La grande majorité des membres des deux sections a déclaré n'avoir pu obtenir des données suffisantes pour asseoir son jugement sur cette affaire. Elle a demandé, par conséquent, que le gouvernement fasse connaître les raisons sur lesquelles il se base, pour faire supporter cette indemnité par le trésor de l'état.

A cette occasion la grande majorité des membres a également insisté pour que l'on s'occupât du règlement de l'indemnité due à l'état, pour la perte des domaines cédés à S. A. R. le prince Frédéric.

Le gouvernement a répondu à la première de ces observations que le paiement fait au duc de Nassau devait être supporté par le trésor des Pays-Bas, attendu qu'en vertu d'une convention conclue entre le roi des Pays-Bas et le duc de Nassau, la couronne du duché de Limbourg, lequel a été déclaré par la loi fondamentale partie intégrante du royaume des Pays-Bas, ne pourra passer sur une autre tête que sur celle qui porte la couronne de ce royaume; et que par conséquent l'ordre de succession agnatique établi pour le grand duché de Luxembourg, n'était pas applicable au Limbourg où la succession suivait l'ordre établi dans le royaume des Pays-Bas.

Cependant au commencement de l'année 1839, malgré les réclamations de la Belgique, le *conclusum* de la conférence de Londres fut signé. Ce *conclusum* était l'exécution des vingt-quatre articles, sauf les changements qu'on y avait introduits sur les questions financières; c'était la confirmation de l'abandon qui avait été fait au roi des Pays-Bas du Luxembourg allemand et d'une portion de la province de Limbourg.

Voici en substance la communication que la conférence résolut d'adresser aux cabinets de Bruxelles et de La Haye. Après un préambule, la conférence déclare au roi des Pays-Bas : que dans le cas où S. M. refuserait d'acquiescer au protocole, la conférence de Londres pour les affaires des Pays-Bas cessera d'exister, les cinq puissances restant strictement obligées l'une envers l'autre et envers l'Europe, à prévenir ou à repousser toute tentative de la Hollande ou de la Belgique ayant pour but de renverser le *statu quo* à l'aide de la violence.

La conférence déclare au roi des Belges, après un préambule analogue, que, s'il n'acquiesce pas au protocole, les cinq puissances se trouveront dans la nécessité d'adopter des mesures promptes et efficaces pour en assurer l'exécution.

On comprend que la différence dans les termes de la communication adressée séparément au gouvernement Belge et à celui du roi Guillaume provient de la position différente où le traité des vingt-quatre articles avait mis les deux puissances et des

• mesures adoptées en exécution de ce traité. Cette différence s'était même fait sentir dans les délibérations de la conférence qui avaient précédé la signature du *conclusum*; et à cet égard, voici en substance quels étaient l'opinion et le langage des représentants des cours du Nord qui défendaient les intérêts du roi Guillaume : « Les trois cabinets de Prusse, d'Autriche et de Russie ont, disaient-ils, réuni tous leurs efforts pour faire obtenir au roi des Pays-Bas les conditions les plus favorables; mais la Hollande n'a aucun droit acquis par traité, ni vis-à-vis de la Belgique, ni vis-à-vis des cinq puissances, et si les trois cours ont déclaré vouloir la soutenir dans l'appel qu'elle avait fait à la proposition des vingt-quatre articles, elles sont fondées sans doute, à cet égard, sur l'obligation que la Belgique a contractée envers elles le 15 novembre 1831. Mais cette obligation demeurerait sans effet lorsque les deux autres puissances (la France et l'Angleterre), qui avaient des droits communs, et par leur position une influence plus directe sur la Belgique, refusaient d'en faire usage. Ce fut ce qui en grande partie paralysa leurs efforts. Toutefois leurs concessions ont été motivées surtout sur la conviction bien arrêtée dans l'esprit des ministres des trois cours du Nord : que la négociation venant à être rompue et la Hollande replacée sous le coup mortel du *statu quo*, il ne saurait plus jamais se former une combinaison qui pût faire retrouver des conditions pareilles à celles qui lui étaient pro-

« posées en ce moment, et que ces conditions ne
« pourraient que s'aggraver à chaque nouvelle tentative. »

Malgré tout, on n'était pas encore persuadé que le roi Guillaume consentirait à accepter les nouvelles conditions : aussi les cinq puissances se montrèrent-elles d'accord pour triompher de toute résistance à l'exécution de leurs volontés, que la résistance vînt du roi Guillaume ou du roi Léopold. Celui des deux qui voudrait s'y soustraire en courant aux armes, serait considéré comme perturbateur de la paix publique, et serait traité en conséquence.

Tel était le langage que la conférence faisait tenir aux cabinets de La Haye et de Bruxelles, au moment où les forces des deux parties contendantes se trouvaient réunies sur leurs frontières respectives. L'animosité n'était pas moins grande d'un côté que de l'autre. Les Hollandais avaient encore présent à la mémoire le succès dont avait été couronnée leur pointe sur Louvain; les Belges avaient à cœur d'effacer le souvenir de la honte de leur défaite. D'un moment à l'autre la rencontre de quelques patrouilles pouvait amener une collision.

Les places fortes de première ligne avaient été mises sur un pied respectable de défense; Anvers, Termonde, la citadelle de Gand, Ostende et tous les forts situés sur les frontières de la Flandre-Zélandaise étaient armés et approvisionnés; on avait fait de grands travaux pour fortifier la citadelle de Liège.

Au reste, les forces étaient à peu près égales; l'ar-

mée belge, organisée sur le pied de guerre, comportait le chiffre de 110,000 hommes.

Le total général des forces du roi des Pays-Bas devait être de 121,500 hommes. Mais il n'y avait tout au plus que 60 à 70,000 hommes sous les armes.

Il y avait réellement quelque chose d'absurde dans cet énorme déploiement de forces militaires de deux petits états à qui les grandes puissances de l'Europe défendaient de tirer un coup de canon ou de brûler une amorce. Plût à Dieu qu'on en eût été quitte pour le ridicule ! Mais à côté de ce ridicule il y avait le côté désastreux, pour la Hollande surtout, qui dépensait en pure perte plusieurs millions dont se grossissait sa dette nationale.

Ces préparatifs militaires étaient appuyés d'une vive excitation morale en Belgique. Dans les chambres, du haut de la chaire, on appelait le peuple belge à la résistance; une association nationale pour la défense du territoire et de l'honneur national s'était formée en Belgique et avait ses délégués à Paris.

Cependant cette exaltation se calma peu à peu, et l'acceptation des conditions proposées par la conférence de Londres eut enfin lieu, et de la part de la Belgique et de la part de la Hollande, le 19 avril 1839. Il n'y avait, comme il a été dit, que peu de modifications apportées au traité des vingt-quatre articles; la question territoriale était restée intacte et telle que l'avait décidée le traité. La Belgique avait offert de payer 60 millions pour conserver les du-

chés de Limbourg et de Luxembourg, mais cette proposition n'avait pas été regardée comme acceptable par la conférence. Les changements ne portèrent donc que sur les questions financières et de navigation intérieure. La dette à la charge de la Belgique fut diminuée. De 8,400,000 florins de rente, elle descendit à 5 millions de florins, et la Belgique fut en outre déchargée du paiement des intérêts échus ¹.

Ainsi, après huit ans de résistance, où en était arrivée la Hollande? Le roi Guillaume et son système soutenu avec tant d'opiniâtreté, qu'avaient-ils obtenu? La dette publique était augmentée de 3 millions de florins de rentes, dont la Belgique était déchargée. En outre, les sommes que la Belgique aurait dû payer pendant ces huit années étaient complètement perdues.

1. Pour prouver que cette solution pacifique n'avait pas été désirée par toutes les puissances, et que, loin de là, la Russie entre autres, avait espéré voir surgir de la question hollando-belge une rupture entre la France et l'Angleterre, ce qui eût été la guerre, on peut citer le passage suivant d'un écrit intitulé : *Sur les moyens dont la Russie peut disposer pour rompre l'alliance entre la France et l'Angleterre*. Cet écrit, daté du mois d'avril 1834, a été publié dans le *Port-foglio*, n° 14.

« Soit amour-propre blessé, qui l'éloigne d'une conduite prudente, soit détermination arrêtée de posséder tout ce qu'elle eut naguère ou bien de périr plutôt tout entière, la famille d'Orange veut et voudra toujours ce qu'elle voulait il y a trois ans, ou un équivalent. Elle a de plus le pouvoir de forcer l'empereur Nicolas à y participer, et d'entraîner par contre-coup la Prusse avec elle. Le résultat de cette complication ne saurait être de réaliser essentiellement le succès de ses vœux, mais au moins il pourrait en démontrer, jusqu'à l'évidence la plus absolue, l'entière impossibilité.

« La paix, dans la question belge et hollandaise, ne peut être entre les deux pays que le résultat d'une collision complètement violente sous toutes ses faces ; jusque-là, si ce n'est pas la guerre ou tout à fait la guerre, ce ne

C'était là le glorieux résultat vers lequel on s'était obstiné à marcher avec tant de persévérance! Aussi disait-on publiquement, qu'en calculant ce que ces huit années avaient coûté de sang et de trésors à la Hollande, il fallait désespérer de l'avenir financier de ce pays. Toutefois les feuilles publiques, tout en ne cachant pas la triste situation qu'on s'était faite volontairement, cherchaient à relever les esprits, en représentant qu'il restait à la Hollande du courage et des ressources, et qu'il fallait avoir confiance dans l'avenir.

La suite des événements va nous montrer si cette confiance a été bien justifiée et si la position financière de la Hollande s'est améliorée.

On s'était assoupi en Hollande dans une quiétude phénoménale sur l'issue de la lutte entre le roi des Pays-Bas et la conférence de Londres; on

« sera jamais la paix ou tout à fait la paix. En tout état de cause, une telle
« position se maintient ainsi lorsque l'une des parties le désire; mais elle ne
« saurait durer, car nul ne peut la désirer éternellement, et le plus adroit en
« pose les bornes à sa convenance.

« Le roi des Pays-Bas ne peut consentir à se déshonorer volontairement
« comme homme, et plus encore comme souverain. Cependant, ce serait la
« conséquence d'une transaction amiable, telle qu'on prétend la provoquer
« entre les deux états. La séparation et la liquidation des anciennes finances
« communes sont tout à fait impossibles, à moins que le roi des Pays-Bas
« ne demeure stigmatisé et signalé à l'infâme appellation de roi banquerou-
« tier. Il n'y doit pas consentir, il n'y consentira jamais; c'est une chimère
« que de l'imaginer. Il est dans cette position où un roi, comme un autre
« homme, placé entre l'honneur et sa perte, doit préserver à tout prix au
« moins les apparences de l'un, ou subir l'autre, plutôt que de transiger. »

« Ce mémoire, dit l'éditeur anglais du *Port-foglio*, a été écrit évidemment
« par quelqu'un qui, au moins, connaissait bien les sentiments du cabinet
« russe. »

avait espéré... Dieu sait quoi. Mais quand un jour, au lieu des avantages dont on s'était bercé, il se trouva que l'on avait semé les millions pour ne recueillir que des déceptions et des humiliations, alors la nation se sentit remuée par un profond sentiment d'irritation; alors aussi on voulut demander un compte sévère de tant de trésors gaspillés en pure perte. Et ce compte, à qui pouvait-il être demandé, sinon aux ministres qui avaient été chargés des négociations diplomatiques et de la gestion des finances. Mais ces hommes, dressés depuis longtemps à la tactique gouvernementale de leur souverain, vinrent déclarer avec une impudeur sans pareille : qu'ils n'avaient été que les instruments passifs et obéissants du chef de l'État; que c'était la politique de celui-ci qu'ils avaient été chargés de faire prévaloir, et que si la responsabilité ministérielle existait, elle ne pouvait être interprétée que par une responsabilité du ministre envers le souverain. En tenant cet indigne langage, les ministres savaient parfaitement qu'ils ne seraient pas désavoués par le roi Guillaume. Celui-ci n'avait jamais voulu admettre que la responsabilité ministérielle pût être interprétée d'une autre manière; et à l'appui de cette assertion, nous pouvons citer le fait suivant. Il peint si parfaitement l'esprit et le caractère du roi Guillaume et la politique si constamment suivie par lui, que personne ne sera tenté de douter de la véracité de ce que nous allons rapporter ici.

En 1820, lors de la discussion du budget décennal,

au sujet duquel le roi Guillaume eut à lutter contre une partie de la représentation nationale, il eut avec l'auteur de cet écrit la conversation suivante :

« On se trompe grandement, disait-il, en voulant
« comparer la constitution du royaume à celle de
« l'Angleterre ou de la France, et quand on s'ima-
« gine que l'influence des États-généraux est aussi
« grande que celle du parlement ou de la chambre
« des députés. J'ai le sentiment de ma force; aussi, en
« bien des occasions, je les ai laissés faire; il faut bien
« leur accorder cette petite satisfaction, étant bien
« assuré qu'au bout du compte je serai toujours le
« plus fort, tout en restant dans les bornes que la
« loi fondamentale impose à l'autorité royale.

« La seconde chambre, tout en parlant d'observa-
« tion religieuse de cette loi, s'en écarte continuelle-
« ment. C'est ce qui a fait principalement ma force
« l'hiver dernier, à l'occasion du budget décennal.
« J'étais sûr qu'ils devaient finir par où ils ont fini:
« plus ils s'écartent de la loi, plus on trouve de fa-
« cilité à arriver avec eux où on le désire.

« J'aurais peut-être pu me servir de moyens plus
« énergiques, sans craindre que la partie bien pen-
« sante de la nation ni de l'Europe m'eussent blâmé;
« car la seconde chambre a mis tous les torts de son
« côté. J'étais en règle; mais je ne crois pas qu'il soit
« prudent de déployer ses forces d'une manière trop
« précipitée. Il est préférable de les garder en réserve
« pour les grandes occasions. D'ailleurs, cela réveil-
« lerait trop fortement l'attention. Il vaut donc

« mieux les laisser dans l'illusion de leur pouvoir,
« bien sûr que je suis qu'à la longue ils finiront
« toujours par faire ce que je veux.

« Vous en avez vu la preuve dans l'arrêté que j'ai
« pris touchant la forme à observer à l'avenir quand
« un membre de la seconde chambre désirera don-
« ner sa démission ¹. L'expression de la volonté
« royale a été reçue par la chambre avec une sou-
« mission parfaite, et personne n'a songé à s'y oppo-
« ser. Ils souhaitent tant de trouver un intermé-
« diaire entre eux et la royauté! C'est pourquoi
« ils affectent toujours de parler du gouvernement
« et de s'en prendre aux ministres, cherchant à évi-
« ter par là d'entrer en contact avec le roi.

« L'art. 75 de la loi fondamentale est formel ; il

1. On sait que les membres des États-généraux sont élus par les états provinciaux et que c'est de ceux-ci que ces membres tiennent leur mandat. Toutefois, par un étrange renversement d'idées, une fois admis à l'assemblée des États-généraux et après avoir prêté serment au roi, celui-ci prétendait qu'un député aux États-généraux ne pouvait renoncer à son mandat qu'après avoir reçu sa démission du gouvernement. Tout ce qu'il y a d'illogique dans cette étrange argumentation saute aux yeux. Cela n'empêcha pas la chambre de se conformer à la volonté royale, et ce n'est que tout dernièrement qu'on a enfin compris tout ce qu'il y avait d'absurde dans cette prétention de la couronne. Aujourd'hui, un député aux États-généraux peut déposer son mandat sans aller en demander la permission au souverain. Il n'est pas étonnant d'ailleurs que les députés n'y regardassent pas alors de très-près, puisque dans le nombre il y en avait quelques-uns qui en étaient encore à l'A B C des principes constitutionnels. En veut-on la preuve ? J'ai entendu un membre de la deuxième chambre, élu par les États de la province..... témoigner au greffier de cette province sa surprise de n'avoir pas encore reçu du gouvernement sa nomination comme membre de la deuxième chambre ; à quoi ce greffier répondit d'un air quelque peu railleur : « Mais, « sauf votre permission, monsieur, vous serez muni d'un mandat qui vous « sera délivré par les États qui vous ont élu. »

« ne fait pas mention de ministres ni d'un ministère;
« il ne parle que de la faculté attribuée au roi d'é-
« tablir des départements ministériels : ni leur
« nombre, ni leurs attributions ne sont fixés. Il
« dépend uniquement de moi de placer à la tête de
« ces départements qui bon me semblera, même
« de n'en pas établir du tout si telle est ma volonté;
« car, d'après la loi fondamentale, le pouvoir exécutif
« réside dans le roi et émane uniquement de lui
« sans intermédiaire quelconque, et les agents qu'il
« emploie n'ont d'autre autorité que celle qu'il veut
« bien leur confier. C'est par conséquent s'écarter de
« l'esprit de la loi fondamentale, que de parler sans
« cesse de cette responsabilité ministérielle et d'un
« ministère, en tâchant d'effacer le roi et de l'écarter
« des débats. C'est bien là un aveu tacite de leur
« faiblesse. Ils craignent tant de me voir..... » Ici la
conversation fut interrompue, mais un froncement
de sourcils très-prononcé vint achever la phrase; puis
il reprit : « Aussi longtemps que j'aurai le sentiment
« intime de ma force cachée et de leur pouvoir ap-
« parent en même temps que de leur faiblesse réelle,
« je ne les redouterai pas le moins du monde ¹. »

1. Ces paroles du roi rappellent ce que dit M. le baron Vincent, gouverneur général de la Belgique en 1814, après un grand étalage du libéralisme du nouveau souverain qui allait régner sur les Pays-Bas. « Cet homme, dit M. le baron Vincent, est trop libéral pour être roi, et trop roi pour être sincèrement libéral. »

Un autre trait qui peint l'esprit et le caractère du roi Guillaume I^{er}, c'est qu'un jour il s'évertua à faire comprendre à l'auteur de ces lignes, que, sous le point de vue politique, son pouvoir royal, comme roi constitutionnel, était plus circonscrit que l'autorité possédée par ses ancêtres, en leur triple

C'est ainsi que le roi Guillaume cherchait à inculquer ses principes à ceux qui l'approchaient; et s'il n'a pas toujours réussi à faire fructifier dans leur esprit ces hérésies constitutionnelles, ses efforts aussi ne furent pas constamment infructueux. Qui ne se rappelle qu'en 1825, lors de la nomination d'un ministre jeune encore, un Belge, homme d'esprit et quelque peu railleur, disait, en parlant du nouveau commis à portefeuille : « Ah ! ce ministre que le roi s'est plu à former ! »

Il y a quelque chose de révoltant dans l'accaparement des talents et de l'intelligence d'hommes supérieurs au profit d'un homme qui croit tout pouvoir rapporter à lui-même, par cela seul qu'il occupe une position élevée dans l'échelle sociale. Tout esprit viril, tout cœur haut placé se révolte à l'idée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

qualité de stadhouder, de capitaine et d'amiral général, dans la république des Provinces-Unies. Bien qu'au premier aperçu ceci puisse paraître un paradoxe insoutenable, il n'en est pas moins vrai que l'autorité politique des stadhouders, jointe à leur autorité militaire comme capitaines et amiraux généraux de l'union, formaient un faisceau de puissance tel qu'elle pouvait être comparée à celle d'un roi constitutionnel, avec cette différence toutefois, que ce dernier pouvoir est défini par la loi constitutionnelle de l'état, tandis que le pouvoir des stadhouders, dans la république des Provinces-Unies, était quelque chose de si mal défini qu'il fournissait l'occasion à celui qui en était investi d'étendre son autorité à tout, sans qu'il fût possible de lui prouver qu'il franchissait les bornes légales où s'arrêtait son pouvoir. Pour un homme comme l'ex-roi Guillaume, ceci pouvait à la vérité avoir grand attrait; mais hâtons-nous de le dire aussi : pour tirer tout le parti possible de cette position, il ne fallait rien moins que le talisman du nom d'Orange, talisman dont la magie avait été immense dans les premiers âges de la république, mais qui de nos jours a considérablement perdu de son charme, et non sans de justes motifs.

Louis XIV et Napoléon ont poussé ce système d'acaparement de l'intelligence humaine à leur profit jusqu'à ses extrêmes limites ; mais aussi faut-il être juste à leur égard et convenir que, si Louis XIV et Napoléon se sont emparés, dans un but égoïste, de tout ce qu'un homme peut donner de grandeur, de zèle, de talent, à une individualité, eux à leur tour communiquaient à la masse une gloire qui rejaillissait en partie sur les instruments humains qu'ils faisaient mouvoir.

Mais, en retour de cette absorption complète de l'homme dans l'individualité royale, que pouvait-on attendre du roi Guillaume ? Pas le moindre petit reflet glorieux ! Rien qui pût consoler de l'immense sacrifice de s'annihiler moralement à son profit. Ce ne pouvait être qu'un ignoble marché, où il n'y avait à gagner que de l'avilissement et de l'ignominie, en s'associant à un gouvernement qui n'a été qu'un long mensonge. Et cependant, combien d'hommes en Hollande se sont montrés empressés d'accepter un pouvoir auquel il n'était possible d'arriver qu'à la condition de passer par cette dégradation intellectuelle.

Voilà ce qui explique en grande partie les maux qui pèsent aujourd'hui sur ce pays, et la nullité dans laquelle la nation est tombée ; car, par une anomalie bien inconcevable, il n'y a pas de peuple qui aime plus à parler de son passé que le peuple hollandais et qui cependant ait rompu plus complètement avec ce glorieux passé. Le roi Guillaume est parvenu à

éteindre en Hollande toute espèce de grandeur morale; il ne visait pas à commander à des esclaves, non; mais il ne voulait régner que sur des instruments qui ne rendissent que les sons qu'il lui convenait d'entendre. Un des hommes qui a joui le plus longtemps de la confiance du roi, en sa qualité de secrétaire d'État, a fait dire de lui : « C'est une cloche qui ne rend de son que lorsque le roi frappe dessus. » Et ce ministre était bien véritablement le ministre selon le cœur du roi Guillaume.

Du reste, la conversation que nous venons de rapporter, expression sincère des sentiments du roi Guillaume, fut pour l'auteur de ces pages un trait de lumière. A mesure que le roi parlait, il lui semblait que toute la duplicité de la conduite qu'il allait tenir par la suite se déroulait devant ses yeux, et dès ce moment l'homme lui fut dévoilé. Ce fut donc sans surprise qu'il vit paraître le message adressé par le roi à la deuxième chambre, le 11 décembre 1829, dans lequel on retrouve absolument les mêmes pensées, exprimées sans doute avec moins de laisser-aller que dans une conversation, mais d'une manière aussi entière et aussi décidée. Et, pour le dire en passant, ce message fut à cette époque très-goûté en Hollande, parce qu'alors on y marchait contre les Belges au cri de guerre : *Vive le roi quand même!* Mais cet imprudent message devint plus tard le tocsin de l'insurrection dans les provinces méridionales; ce furent les *ordonnances de juillet*

de la maison d'Orange; elles lui coûtèrent la Belgique.

Cependant, quand on vit en Hollande où conduisait cette irresponsabilité ministérielle vis-à-vis de la nation, une clameur violente s'y éleva. Alors on comprit qu'il était plus que temps de mettre un terme à un système gouvernemental si fécond en résultats désastreux; alors les Hollandais demandèrent à grands cris la réforme de la loi fondamentale, l'introduction de la responsabilité ministérielle dans le droit public, et plusieurs autres modifications destinées à mettre des bornes à l'autorité royale, là où, de principe conservateur, elle dégénérât en abus. En un mot, les Hollandais, rendus plus sages par les rudes leçons de l'expérience, tinrent en 1839 le langage qu'on avait entendu tenir aux Belges dans les années 1828 et 1829. C'était certes un spectacle curieux que celui de ce peuple, exigeant impérieusement ce qu'il avait repoussé peu d'années auparavant; et cela pourquoi? parce que alors les Belges le demandaient; pas autre chose.

A la vue de ce changement de ton et de langage en Hollande, un homme qui avait vécu loin du théâtre où se passaient des choses si peu explicables et si peu conformes aux simples notions de la raison la plus vulgaire, étonné, émerveillé, mais plus que tout cela profondément indigné, adressa la lettre que l'on va lire à un personnage qui, à cette époque, n'avait pas encore été appelé à jouer un rôle poli-

tique, et qui par conséquent pouvait être considéré comme ayant conservé la faculté de prononcer sur ces matières une opinion impartiale.

« Permettez, Monsieur, que je vienne vous de-
« mander quelques explications, relativement à l'es-
« pèce de féerie dont la Hollande offre le spectacle
« à l'heure qu'il est.

« Tout ce que je lis dans les journaux me paraît
« être infiniment sage et raisonnable, et les États-
« généraux ne demandent au chef de l'État que ce
« qu'ils sont en droit d'exiger. Mais quand je réflé-
« chis sur ce qui se passe à La Haye, il me semble
« que tout à coup me voilà rajeuni de dix ou douze
« ans, et je me trouve transporté à l'époque de 1828
« et 1829, à cette époque mémorable où les députés
« belges demandaient au gouvernement ce que les
« députés hollandais lui demandent aujourd'hui.
« Alors toutefois ceux-ci accusaient leurs collègues
« de n'être que des factieux et des ennemis du gou-
« vernement.

« Douze ans se sont écoulés depuis lors; nous
« avons été fatalement témoins d'une foule d'événe-
« ments funestes; nous avons assisté au déchire-
« ment du beau royaume des Pays-Bas; nous avons
« été spectateurs d'une lutte prolongée qui a aug-
« menté notre dette d'une manière effrayante; et
« tout cela, pour arriver à quel résultat? pour en-
« tendre demander en 1840 par les Hollandais, ce
« qu'en 1828 et 1829 les Belges demandaient au gou-

« vernement : un gouvernement représentatif qui
« ne fût pas une amère déception.

« A cette époque de néfaste mémoire, le roi refu-
« sait de se rendre aux vœux émis par ses sujets des
« provinces méridionales, et il était fort, car il pou-
« vait compter sur l'appui et l'assentiment des Hol-
« landais. Il triompha donc, si triomphe il y a à
« jouer un jeu où l'on perd la moitié de son
« royaume.

« A l'heure qu'il est, même lutte entre le roi et
« la représentation nationale de la partie du royaume
« qui est restée soumise à son sceptre. Mais sur qui
« s'appuiera-t-il aujourd'hui pour se soustraire aux
« demandes justes et raisonnables des États-géné-
« raux ; car il n'a plus son système de bascule à sa
« disposition, comme à l'époque de la réunion des
« deux pays. Cédéra-t-il ou ne cédéra-t-il pas ? Quelle
« est l'opinion générale à cet égard en Hollande ?

« L'unanimité qui s'est manifestée sur toutes ces
« questions de droit public dans la deuxième
« chambre me prouve qu'il y a unanimité à cet
« égard dans le pays. Bon Dieu ! ces hommes sont
« donc bien changés depuis ! changés du blanc au
« noir !

« Pour celui qui a vécu au milieu des passions
« politiques soulevées en Hollande depuis les événe-
« ments de 1830, ce changement peut paraître moins
« étonnant peut-être ; mais à coup sûr il y a quelque
« chose de merveilleusement inconséquent pour ce-

« lui qui, comme moi, a vécu en observateur loin
« de ce théâtre. Et si c'est là le fruit de l'expérience,
« convenons, Monsieur, qu'elle a été bien chère-
« ment achetée, une révolution et une dette écri-
« sante sur les bras.

« Le tableau de la situation financière tracé par
« quelques membres des États-généraux est-il exact?
« J'espère que non; s'il en était autrement, on n'au-
« rait qu'à se voiler la tête pour ne pas voir passer
« la hideuse banqueroute.

« Hélas! Monsieur, tout cela ne peut que finir
« très-mal! Cassandre je fus en 1828 en quittant la
« Hollande, et je le suis malheureusement encore
« aujourd'hui! — Nous avons chez nous un *homme*
« qui, je crois, a juré d'enterrer ce que ses ancêtres
« avaient, pour ainsi dire, créé à l'aide de la Provi-
« dence!!

« Février 1840. »

Il fut répondu à cette lettre :

« Il est vrai que la différence est bien grande
« quand on prend, comme vous le faites, les années
« 1830 et 1840 pour points de comparaison : alors
« royalistes *quand même*, conservateurs absolus,
« serviles même si vous le voulez, aujourd'hui op-
« posants, quasi-libéraux, demandant la respon-
« sabilité ministérielle, exigeant que le budget soit
« une vérité, etc., etc. Pour expliquer ce revire-
« ment, on doit se rappeler qu'en 1830 le royaume
« (de belle mémoire) était comme divisé en deux

« camps. Les Hollandais, sentant leur infériorité à
 « plusieurs égards et mus par un instinct de conser-
 « vation, serraient les rangs autour de l'étendard gou-
 « vernemental. Après les événements destructeurs
 « de 1830, les Hollandais, blessés dans leur fierté,
 « ne virent qu'un affront national à venger sur
 « des ennemis irréconciliables; et le gouvernement,
 « regrettant le passé, se servit de cet enthousiasme
 « pour opérer, si possible, une restauration quel-
 « conque. De là le refus des arrangements proposés
 « par les puissances médiatrices, arrangements beau-
 « coup plus avantageux que ceux auxquels on a dû
 « se soumettre en 1839, après avoir mis à l'enjeu 200
 « à 300 millions. La colonie de Java, en promettant
 « de faire couler un nouveau Pactole pour la mère-
 « patrie, devint en quelque sorte un auxiliaire dan-
 « gereux, en ce que, pour ouvrir ses sources, elle
 « commença par demander des capitaux énormes,
 « dits d'exploitation ¹. Enfin les yeux se dessillèrent

1. Il est même à supposer que ces mots *capitaux d'exploitation* n'étaient qu'une heureuse expression propre à déguiser l'emploi véritable des fonds demandés, à en juger au moins par ce qui suit. Au moment où le roi Guillaume I^{er}, tout plein de l'idée de reconquérir la Belgique, mettait tout en œuvre pour arriver à la réalisation de son projet, M. le général Van den Bosch, ex-gouverneur général des Indes-Orientales, revint dans la mère-patrie. Le roi lui fit part de ses projets et de la persuasion où il était qu'en poursuivant ce but avec persévérance on l'atteindrait certainement. Toutefois, il ne put pas lui cacher que la position financière du royaume était pour lui un grand obstacle, l'entretien d'une armée sur le pied de guerre occasionnant des dépenses auxquelles ne pouvait suffire le revenu du pays. M. Van den Bosch, homme d'un caractère exalté, adopta avec enthousiasme les idées du roi Guillaume, et revenant d'ailleurs des Indes avec une opinion très-exagérée des ressources de la colonie, il engagea le roi à ne pas considérer la gêne

« peu à peu, et au moment où le gouvernement vit le
« fond du coffre-fort, fut aussi à bout *la crédulité*
« *aveugle et la patience illimitée* que prêchait
« M. Beelaerts, ministre des finances, célèbre par
« les lois et les budgets qu'il vit rejeter à l'unani-
« mité, son vote seul excepté.

« Voilà où nous en sommes. Que nous apportera
« l'avenir ? Dieu le sait ; quant à moi, je pense que,
« si nos finances peuvent être sauvées, tout s'ar-
« rangera encore passablement bien ; car chez nous
« on est assez indifférent sur ces théories constitu-
« tionnelles, et le principe démocratique n'est pas
« à craindre. Mais les finances sont-elles encore à
« sauver, me demanderez-vous ? Je le croirais bien ;
« mais pour cela il faudra pouvoir et oser prendre

financière comme un obstacle, et l'assura que la colonie était à même de fournir amplement aux besoins d'une pareille entreprise. On comprend combien le roi dut être encouragé par une assurance semblable, donnée par un homme qui venait de gouverner la colonie pendant plusieurs années. Il marcha donc plus hardiment que jamais dans le système de persévérance qu'il avait adopté, et compromit ainsi, grâce à M. Van den Bosch, le sort de la colonie aussi bien qu'il avait compromis déjà celui de la mère-patrie.

Vis-à-vis de la colonie le roi ne fut pas seul coupable, et le conseil, aussi bien que le gouverneur général, peuvent être accusés au moins d'une indigne faiblesse, d'une funeste complaisance pour la volonté royale. Une loi fut proposée pour faire un emprunt de 280 millions. Ces millions, dont la mère-patrie garantissait les intérêts, devaient être employés à soutenir le système de persévérance ; mais, pour justifier l'emprunt et dissimuler en même temps l'usage auquel on le destinait, on avança que ces 280 millions avaient été dépensés pour la colonie. Bien que la colonie n'eût pas profité de la plus minime portion de ces dépenses, le conseil et le gouverneur de la colonie consentirent à attester cet impudent mensonge. La loi proposée fut acceptée, l'emprunt fait, et l'on peut voir aujourd'hui quels moyens le gouvernement n'hésitait pas à employer, quels complaisants serviteurs venaient en aide à son industrie financière.

« des mesures hardies , couper dans le vif pour ar-
« rêter la gangrène, et jeter de nouvelles bases pour
« reconstruire un autre édifice au lieu de celui qui
« menace ruine ; et pour cela, il faut de bons ar-
« chitectes, des hommes nouveaux à la place de
« ceux qui se trouveraient trop gênés par leurs an-
« técédents.

« Voilà quelques idées sur lesquelles vous pou-
« vez méditer, et que vous complétez par la con-
« naissance que vous avez acquise des hommes et
« des choses en Hollande.

« Février 1840. »

Le résultat de la méditation, et de la connaissance
des hommes et des choses acquise en Hollande, fut
la lettre suivante :

« Votre réponse m'a fourni un ample sujet de
« méditations, qui, à coup sûr, n'étaient pas gaies ;
« car , si pour sauver ce qui menace de faire nau-
« frage , si pour arrêter la gangrène, il faut couper
« dans le vif , et jeter de nouvelles bases pour re-
« construire un autre édifice, aux lieu et place de
« celui qui menace ruine , si, en un mot, il faut
« des hommes nouveaux en place de ceux qui se
« trouveraient trop gênés par leurs antécédents, je
« tiens le mal pour incurable. Celui qui devrait
« s'entourer de ces hommes nouveaux (le mot nou-
« veau doit être ici synonyme d'indépendant) les
« déteste trop cordialement pour se servir d'eux.
« Il croirait abdiquer, et, tant qu'il régnera, rien ne

« pourra le faire renoncer à sa funeste manie de
« tripoter, car son règne n'a été jusqu'à ce jour,
« qu'un long, qu'un misérable, qu'un odieux tri-
« potage.

« J'ai vu cet homme de trop près pour ne pas
« être pénétré combien son esprit est étroit, ses
« vues courtes, sa raison illogique, et son esprit su-
« perlativement retors, ennemi de toute espèce de
« franchise et de grandeur morale. C'est au point
« que celle d'autrui l'offusque, et qu'il ne veut
« avoir sous sa main que des esprits de la taille du
« sien. Son cœur n'est pas mauvais, mais l'âme est
« d'une trempe commune. Il a manqué sa vocation;
« il aurait dû être avoué ou avocat, de mauvaises
« causes bien entendu; car les sentiers tortueux de
« la chicane et de la ruse sont préférables à ses yeux
« au grand chemin de la loyauté et de la droiture
« en affaires.

« Voilà pour l'homme! Il a joué son jeu; il l'a
« mal joué, et il s'en consolera en pensant qu'après
« tout le proverbe qui dit : « Qui casse les œufs
« les paie », ne lui est pas applicable. Il en sera
« quitte en faisant pénitence sur le dos d'autrui.

« Mais que des hommes sages et réfléchis, qu'un
« peuple qui passe pour calme et peu enclin à se
« laisser follement entraîner à faire des extrava-
« gances, que ces hommes et ce peuple aient pu
« s'associer aveuglément à une entreprise qui de-
« vait les conduire à leur ruine, c'est là ce qui me
« passe.

« Pendant quinze ans, qu'ai-je entendu en Hol-
« lande? Maudire la réunion de ce pays à la Bel-
« gique. Le jour luit enfin où la Providence rompt
« ce « mariage mal assorti » (phrase sacramentelle
« de l'époque dont j'ai l'honneur de vous entrete-
« nir); et de ce jour , et pendant près de huit ans,
« on se montre, dans cette même Hollande, dis-
« posé à se dessaisir de son dernier écu pour re-
« faire ce qu'on avait tant de fois exécré, maudit.

« Le dépit, la fierté blessée, la haine de peuple
« à peuple, toutes ces passions ne sont pas aussi te-
« naces, et surtout aussi généreuses. Si la vengeance
« est douce jusqu'à un certain point, elle ne l'est
« que par calcul. Je conclus de là qu'il dut y avoir
« autre chose au fond de cette longue, de cette im-
« perturbable persévérance. Il y avait, je crois, le re-
« gret d'avoir perdu ce qu'on n'avait pas su appré-
« cier au temps où on le possédait. Il y avait le be-
« soin, l'impérieux besoin pour vivre, de refaire ce
« que la Providence avait accordé, en 1815, comme
« une planche de salut , bienfait méconnu jusqu'au
« moment où cette planche nous échappait. J'aime
« à donner cette interprétation aux efforts, aux sa-
« crifices qui ont été faits en Hollande depuis 1830;
« car, considérés sous ce point de vue, ils ont un
« côté rationnel qui les explique, qui les excuse
« même; mais alors aussi, c'est un *meâ culpâ* formel
« de la conduite antérieure, que les réformes que
« l'on demande aujourd'hui au pouvoir viennent
« corroborer.

« Si je ne devais voir, dans cette exubérance de
« sacrifices, qu'un caprice, l'esprit de vengeance,
« une haine aveugle; si au fond de ces sacrifices ne
« se trouvait pas un immense regret du passé et
« d'avoir perdu ce que la Providence avait accordé,
« pour refaire une nouvelle vie à ce qui avait été
« grand jadis, mais qui était tombé, parce que tout
« ce qui existe sur terre doit se modifier à la longue
« pour ne pas périr ; si, dis-je, au fond de ces sacri-
« fices énormes je ne retrouvais pas cet immense re-
« gret du passé, alors je devrais dire : que l'Athénien
« de l'antiquité, que le Français de nos temps mo-
« dernes ont trouvé leurs maîtres, en fait de légè-
« reté et d'inconséquence, dans nos graves et froids
« Hollandais.

« Voilà les idées, Monsieur, que m'a suggérées
« votre lettre. »

Février 1840.

A cette seconde lettre il fut répondu verbalement. On dit : que ce n'était pas un regret du passé, mais que cela avait été une aberration nationale de se laisser conduire à ce point par le chef du gouvernement. A cela, quelle autre réponse pouvait-on faire, que de dire : *Quem Jupiter vult perdere priùs dementat.*

Il fallut enfin céder à l'opinion publique et lui accorder ce qu'elle réclamait; la révision de la loi fondamentale eut donc lieu dans le courant de l'année 1840. Une assemblée des États-généraux, con-

voqués en nombre double, fut appelée à coopérer avec la royauté à cette révision. La royauté défendit pied à pied le terrain qu'on voulait lui enlever, mais dut néanmoins céder sur les principaux points en litige. Malgré tout, aux yeux des hommes sages et clairvoyants, la révision ne fut qu'un replâtrage dont les résultats devaient être complètement illusoires, parce que le gouvernement saurait bien toujours se conduire à l'égard de la représentation nationale, de manière à se jouer des restrictions apportées à la prérogative royale. La suite n'a que trop prouvé la justesse de ces dernières prévisions; car, dès le lendemain de cette révision, la voix publique en proclamait l'insuffisance et en demandait une nouvelle, en vertu de laquelle la base du droit public en Hollande reposerait sur l'inviolabilité de la personne royale; elle réclamait le gouvernement de l'État à l'aide d'un *ministère* responsable, et, par une conséquence naturelle de cette responsabilité ministérielle, le droit attribué à la couronne de dissoudre les chambres. Mais, à cette époque, le roi ne voulait pas admettre le principe d'un ministère responsable; et, d'un autre côté, il est douteux que la deuxième chambre eût consenti à accorder au roi le droit de dissolution, de peur de se suicider elle-même. L'intérêt général fut donc sacrifié, d'une part, à l'intérêt du roi, et de l'autre, à l'intérêt des membres des États-généraux, qui craignaient de perdre leurs places. Toujours est-il qu'à cette occasion on inséra dans la loi fondamentale la responsabilité ministérielle

individuelle, ce qui est une garantie morale, mais complètement illusoire sous le point de vue politique, la responsabilité politique n'ayant une signification réelle qu'autant que tous les ministres sont solidaires, car cela seul constitue la responsabilité du ministère. A l'avenir, chaque ministre isolé devait être dans l'impossibilité de se couvrir du manteau royal pour échapper à la responsabilité de ses actes personnels. La loi fondamentale, malgré ses modifications, resta à peu près ce qu'elle était, frappée de nullité politique ; car on se rappelle le mot de lord Brougham, qui demandait un jour si la responsabilité ministérielle y était inscrite ; et sur la réponse négative, dit : « Dans ce cas-là votre constitution n'est que zéro multiplié par zéro. »

Ce fut au milieu des préoccupations que durent faire naître dans l'esprit du roi Guillaume, et la conclusion peu satisfaisante pour lui de la question hollando-belge, et le résultat dû à la révision de la loi fondamentale, que ce prince eut encore à s'occuper de trouver un ministre qui voulût bien se charger de débrouiller le chaos des finances du royaume. Plusieurs refus l'avaient fort découragé. Les coffres de l'Etat étaient à sec, et la position financière pouvait être comparée à celle où se trouva le royaume en 1810, lorsqu'il fut réuni à l'empire français. A cette époque, Napoléon trancha dans le vif. Il réduisit l'intérêt de la dette publique au tiers. Cette banqueroute des deux autres tiers parut être le seul moyen de se tirer d'embarras, au risque de

faire beaucoup de victimes. Encore si cette banque-route eût profité au pays ; mais hélas ! non. En 1840, on se trouva dans une position aussi désespérée qu'en 1810. Et cependant, de 1815 à 1840, la paix n'avait pas été troublée en Europe ; la Hollande seule avait vécu pendant près de dix ans dans un état de guerre onéreux, pour satisfaire aux besoins de vengeance et aux désirs ambitieux de Guillaume I^{er}. Mais le tout était de trouver un homme assez hardi pour accepter le portefeuille des finances dans l'état critique où elles se trouvaient. Le roi Guillaume jeta les yeux sur M. Rochussen ; et celui-ci ne recula pas devant l'immensité de la tâche qu'on lui proposait ; mais il fit ses conditions, langage qui dut paraître un peu nouveau pour le roi Guillaume. C'était là une conséquence naturelle du nouveau principe qui avait été introduit dans la loi fondamentale. M. Rochussen, ministre des finances, allait être responsable d'une toute autre manière que ses devanciers ne l'avaient été. Les conditions que M. Rochussen mit à son acceptation se résumaient dans ces deux mots : *franchise* et *publicité*, deux choses qu'on avait eues en horreur jusqu'à ce jour quand il s'agissait de questions d'argent vis-à-vis de la représentation nationale. M. Rochussen déclara au roi que, désormais, il fallait que les finances de l'Etat ne fussent plus une énigme pour le pays, et que ceci ne pourrait s'obtenir qu'en initiant complètement les États-généraux à la situation financière, et que, par conséquent, son premier soin se-

rait de publier un *compte rendu* à l'ouverture de la session. Tout cela fut accordé, parce qu'à cette époque le roi était dans le plus grand embarras, et qu'il lui fallait un ministre des finances à tout prix; mais ce fut pour lui de véritables fourches caudines sous lesquelles il dut passer.

Ainsi, vers la fin de l'année 1840, le roi Guillaume se trouvait en présence de l'issue fatale de sa longue obstination dans la question hollando-belge, de la responsabilité ministérielle, qui lui avait toujours été si antipathique, d'un budget, qui désormais devait être *une vérité*, selon l'expression de son nouveau ministre, et de ce compte rendu de l'état des finances dont le menaçait le même ministre qui, dans l'intérêt de sa propre responsabilité, voulait établir une ligne de démarcation bien nettement tranchée entre l'administration précédente et celle dont il allait être le chef.

Tout cela réuni produisait probablement sur l'esprit du roi Guillaume l'effet d'un cauchemar, qu'il ne sentait pas la force de supporter plus longtemps. Aussi, tout à coup prit-il la résolution d'abdiquer.

Les âmes grandes et fortes et les petits esprits sont souvent portés à faire des actes imprévus. Telle fut, entre autres, l'abdication du roi Guillaume. Cependant, nous ne pensons pas que ce soit le cas de dire ici, que cette démarche fut due aux inspirations d'une âme grande et forte. Loin de là, ce fut un acte de faiblesse qui vint couronner un règne entier de duplicité et d'aveuglement. Ce qui donne à la déter-

mination du roi Guillaume un caractère de faiblesse évident, c'est l'époque choisie par lui pour accomplir cet acte. Deux ans plus tôt, sans doute, avant l'acceptation d'aucun traité, d'aucune transaction, on aurait pu voir dans son abdication la suite d'une conviction, erronée peut-être, mais profonde; on aurait pu croire qu'il se serait dit : « J'ai résisté tant « qu'il m'a été possible à une chose que je regarde « comme injuste. J'ai la conviction que je suis dans « mon droit, et je verrais plutôt tomber ma main « que de signer un acte qui y porte atteinte. Puis- « que la nécessité est là, qui me défend de soutenir « plus longtemps ma conviction, je me retire. » Mais pouvait-on prêter de pareilles idées à celui qui avait tout accepté, et qui venait, après toutes les concessions faites, déposer le fardeau du gouvernement, non plus devant la force et la violence, mais en présence des explications toute pacifiques que lui demandaient les États-généraux, reculant en quelque sorte devant ces deux mots que le nouveau ministre avait inscrits sur sa bannière : *Franchise* et *publicité*.

Les Pays-Bas ont assisté au spectacle de deux abdications : celle de l'empereur Charles-Quint et celle du roi Guillaume I^{er}. L'abdication du premier fut entourée de tout l'éclat grandiose qui avait marqué le règne de ce grand monarque; l'abdication de l'autre fut empreinte de toute la mesquinerie qui avait été un des caractères saillants de son gouvernement. Voici en quels termes l'historien Wagenaar rapporte l'abdication de Charles-Quint :

« Il y avait déjà longtemps que ce prince se dispo-
« sait à donner à l'Europe le spectacle imposant de son
« abdication. L'empereur, enfin résolu de céder tous
« ses états à Philippe son fils, fit revenir ce prince
« d'Angleterre, où il n'essuyait que des dégoûts. Phi-
« lippe fit, le 8 septembre 1555, son entrée à Bruxelles,
« où les États des différentes provinces des Pays-
« Bas avaient eu ordre de se rendre pour le 14 oc-
« tobre. Le 25 suivant avait été fixé pour la céré-
« monie de l'abdication. Pour donner plus d'éclat à
« cette solennité, l'empereur parut sur son trône,
« entouré de plusieurs princes et princesses de sa
« maison et des chevaliers de l'ordre la Toison,
« dont il commença par résigner la grande-maîtrise
« à son fils. Ensuite il ordonna à Philibert de
« Bruxelles, membre du conseil d'Etat, de déclarer
« à l'assemblée les motifs qui l'obligeaient de céder
« le gouvernement des Pays-Bas à son fils. Philibert
« de Bruxelles parlait encore, lorsque Charles-Quint
« se leva tout à coup, appuyé sur l'épaule de Guil-
« laume, prince d'Orange, et tenant un papier à la
« main. Il énuméra en français, avec plus de di-
« gnité que d'ostentation, les grandes choses qu'il
« avait exécutées depuis l'âge de dix-sept ans; il rap-
« pela neuf voyages en Allemagne, six en Espagne,
« sept en Italie, quatre en France, dix dans les Pays-
« Bas, deux en Angleterre, deux en Afrique, et onze
« sur mer. Ne pouvant plus, dans le déclin de son
« âge, défendre la religion ni l'État, le désir du bien-
« être de ses sujets l'engageait, disait-il, à se faire

« remplacer par son fils. Il recommanda fortement
« que la foi catholique fût maintenue dans toute sa
« pureté. Il ajouta que si, par erreur, il avait com-
« mis quelques fautes durant le cours d'une adminis-
« tration longue et tumultueuse, il en demandait
« pardon à Dieu et à ses sujets, et priait son fils
« de les réparer. Pour reconnaissance du sacrifice
« qu'il lui faisait, il demandait à Philippe de n'avoir
« en vue d'autre objet que le bonheur des peuples.
« En répétant qu'il avait toujours conservé une affec-
« tion particulière pour les Pays-Bas où il avait reçu
« la naissance, et en déclarant qu'il avait toujours
« respecté leurs privilèges, il assura à son fils que,
« s'il se modelait sur cet exemple, la nation lui res-
« terait toujours fidèle et ne l'abandonnerait jamais;
« mais que, s'il agissait autrement, il ne manquerait
« pas de préparer sa ruine et de ternir sa gloire.
« Puissiez-vous, dit-il, avoir un fils à qui vous ré-
« signiez le sceptre avec le même plaisir que je goûte
« à vous le remettre. Charles ne parut jamais si
« grand que dans cette occasion où il renonçait aux
« grandeurs. Philippe tomba à ses genoux et lui de-
« manda sa bénédiction. Antoine de Perrenot,
« évêque d'Arras, fit en son nom un discours, où
« il exposa la reconnaissance de Philippe envers
« son père et ses sentiments de bienveillance pour
« ses peuples. Jacques Maas, pensionnaire d'Anvers,
« fit, au nom des États, des protestations de fidélité
« et d'attachement au nouveau souverain. Le lende-
« main, les députés des États vinrent chacun à

« leur tour recevoir et prêter le serment d'inauguration. »

La seconde abdication dont les Pays-Bas furent le théâtre, eut lieu dans le mois d'octobre 1840. Un jour le roi Guillaume se rendit dans son château du Loo, situé au milieu des bruyères de la Gueldre. Là, il fit appeler près de lui ses fils et petits-fils, et, dans cette réunion de famille, dans ce huis-clos parfait, le roi Guillaume transmit le royaume des Pays-Bas à son fils le prince d'Orange, ainsi qu'un riche fermier aurait pu transmettre de son vivant sa propriété rurale à son premier-né. En pareille circonstance, la présence du notaire eût été requise pour légaliser l'acte de cession du fermier à son fils; mais comme, dans la réunion de famille du Loo, il ne s'agissait pas de la transmission de propriété d'un domaine rural de famille, mais d'un royaume peuplé de trois millions d'habitants, les ministres et les membres du conseil d'État furent appelés à assister à l'acte de transport comme témoins légaux. Cela fait, le roi Guillaume I^{er}, qui s'était levé roi, se coucha simple comte de Nassau; et son fils, qui s'était levé prince héréditaire, se coucha le soir Guillaume II, roi des Pays-Bas. Le règne de celui-ci commence; l'histoire met sa puissante main sur le règne de l'autre; le roi est mort, l'homme reste; voilà ce que c'est qu'une abdication.

Si l'on considère la forme suivant laquelle s'accomplit cette abdication, tout cela peut paraître infiniment patriarcal; mais c'était à coup sûr peu

constitutionnel. Puisque enfin le roi des Pays-Bas avait reçu, en 1815, le serment des États-généraux, et avait prêté le sien devant cette assemblée, ce qu'on avait reçu à la face de la nation à cette époque, encore aurait-il fallu le remettre à la face de la nation au moment de descendre du trône. Tout homme ayant le cœur un peu haut placé ne pourra voir dans la forme adoptée pour cette abdication qu'un outrage sanglant fait au peuple des Pays-Bas.

Du reste cet événement ne fit, pour ainsi dire, aucune sensation en Hollande, et voici les réflexions d'un témoin oculaire sur l'effet produit par l'abdication : « En présence du grand événement qui vient
« de se passer dans notre petit pays, et de ses conséquences et dépendances, une chose frappante,
« et qu'on ne saurait croire si on ne la voyait, c'est
« la parfaite froideur de la nation pour l'homme
« qui a voulu la gouverner, sans entendre fort ce
« métier difficile, surtout de nos jours. Ce peuple
« qui, malgré son calme apathique, était remué si
« fortement au nom seul d'Orange, a vu le roi quitter le gouvernement et transmettre le pouvoir à
« son fils avec la plus profonde indifférence. Parle-
« rais-je de la forme donnée à ce grand acte de renoncement au pouvoir ? elle m'a semblé digne
« du reste, c'est-à-dire la moins convenable qu'il fût
« possible d'y mettre. En se retirant à l'écart pour
« mettre à exécution, sans avoir voulu entendre
« même le moindre avis, une résolution aussi importante, une résolution dont la tranquillité du

« pays pouvait dépendre (ce pays, à la vérité, ne
« s'en est point ému), on a bien l'air d'être honteux
« du passé ; et n'est-ce pas dire : Sauvez-vous comme
« vous pourrez ; pour moi, je me sauve tout seul.
« Et puis ajoutez à cela ces proclamations froides
« et insignifiantes ¹, qui n'ont d'autre caractère que
« celui d'être peu constitutionnelles ; car, en vérité,
« dans un système d'absolutisme et de royauté de
« droit divin, on n'aurait pu traiter la chose plus
« en famille. Disons sur cela : que la fin couronne
« l'œuvre, et qu'on n'a pas calculé plus que par le
« passé les conséquences de ce qu'on allait faire. »

Mais si, dans le parallèle que nous avons établi
au sujet de cette abdication, nous avons trouvé
une si énorme distance entre Charles-Quint et Guil-
laume I^{er}, il est incontestable qu'entre Guillaume I^{er}
et Philippe II existe plus d'un point de rapproche-
ment. Tous deux ils régnèrent sur la totalité des
Pays-Bas ; Philippe II perdit les provinces du nord,
Guillaume I^{er} celles du midi ; et cela par les mêmes

1. Passe pour froides et insignifiantes, mais ce qui leur donne un carac-
tère épigrammatique, c'est le passage où il est dit : « Nous pouvons avec
« satisfaction reporter notre vue sur la période de près de vingt-sept ans
« pendant laquelle nous avons gouverné notre patrie et le grand-duché de
« Luxembourg.....!! » A moins toutefois que ce contentement intérieur ne
provint de l'état prospère de sa cassette particulière, qui faisait un immense
contraste avec le vide des coffres de l'État.

Quant au passage où le prince d'Orange est désigné comme le *successeur
légitime de nos couronnes royale, grand-ducale et ducale*, il est curieux à
placer en regard de l'art. 29 de la loi fondamentale qui dit : « le roi des
« Pays-Bas ne peut porter une autre couronne. » Si l'on tient à l'observa-
tion de la loi fondamentale, il faut convenir que d'après cet article il y en
a deux de trop.

causes, à près de trois siècles de distance. Philippe II voulait violenter la liberté de conscience, détruire l'hérésie; Guillaume voulut, non-seulement s'immiscer dans les questions religieuses qui étaient étrangères à la communion dont il faisait partie, ce qui le rendit odieux aux catholiques; mais surpassant en ceci Philippe II, il éprouva le besoin de dominer les consciences, au point de devenir le persécuteur de ses coreligionnaires dissidents. Chacun eut recours aux moyens de répression de son temps, Philippe II aux échafauds et aux bourreaux, Guillaume I^{er} aux gendarmes et à la police correctionnelle. Enfin Philippe II et Guillaume I^{er} supportèrent l'un et l'autre avec impatience l'intervention des États dans les affaires du gouvernement; l'un et l'autre ils visèrent à étendre le pouvoir royal au-delà des bornes qui lui avaient été assignées par la constitution. Des revers semblables, provenant des mêmes causes, ne prouvent-ils pas que, vis-à-vis les peuples des Pays-Bas, le pouvoir royal ne vient en aide à celui qui l'a entre les mains, qu'autant qu'il l'exerce dans de justes limites, et qu'au-delà de ces limites ce pouvoir devient une arme contre celui qui s'en sert imprudemment.

Voilà donc le roi Guillaume II en possession, à titre onéreux, de la couronne des Pays-Bas; car il ne faut pas oublier de signaler ici que, si le roi Guillaume I^{er} transmet à son fils tout le fardeau de la royauté, il eut la précaution de ne lui en transmettre qu'une partie des bénéfices. L'ancienne loi fon-

damentale avait statué que le revenu de la couronne serait de 2,500,000 florins (art. 30). L'article suivant disait encore : « Si le roi Guillaume-Frédéric d'Orange-Nassau en fait la proposition, il peut lui être par une loi assigné des domaines en toute propriété, jusqu'à concurrence de 500,000 florins de produit, lesquels seront déduits des revenus déterminés à l'article précédent. » Le roi Guillaume I^{er}, usant de cette faculté, se fit assigner des domaines jusqu'à concurrence de 500,000 florins de produit, et ces domaines allèrent s'engouffrer dans ses spéculations; mais lorsqu'il résigna la couronne, il crut que ce qui était bon à prendre était bon à garder, et par conséquent une des conditions de son abdication fut qu'il conserverait la jouissance de ce revenu de 500,000 florins, condition d'autant plus onéreuse pour le nouveau roi, que, par suite du déchirement du royaume des Pays-Bas, le revenu de la couronne, lors de la révision de la loi fondamentale, avait été fixé à 1,500,000 florins seulement. Convenons que, jusqu'au dernier jour de son règne, le roi Guillaume fut un habile spéculateur; son abdication même lui fournit matière à spéculation.

Mais n'est-on pas en droit de se demander : si cette abdication eût été accompagnée de toute la dignité qui convient à la couronne et de tout le respect qui est dû par le souverain à la nation qu'il gouverne, n'est-on pas en droit de se demander, disons-nous, si d'aussi sordides conditions auraient

pu être imposées par l'ex-roi au roi régnant ? Évidemment non. Si en cette occasion un sentiment de pudeur n'eût pas arrêté le roi Guillaume I^{er}, la voix publique, la voix des représentants de la nation, lui eût fait entendre ces sévères paroles : « Vous « êtes parfaitement libre de renoncer à la couronne; « mais en la déposant vous devez transmettre à votre « successeur toutes les prérogatives qui y sont attachées ; car vous n'avez pas le droit de retenir quoi « que ce soit de cette royauté, devenue pour vous « un fardeau trop pesant ¹. »

On s'attendit que, dès l'aurore du nouveau règne, les conseillers de l'ex-roi, ceux d'entre eux au moins qui avaient rendu de si mauvais services au pays, auraient suivi l'exemple de leur ancien souverain en rentrant dans la vie privée; mais pas le moins du monde; ils restèrent tous à leur poste, comme si rien n'était changé; et ce qui dut paraître incroyable surtout, c'est que le ministre considéré à juste titre comme le grand promoteur du message du 11 décembre 1829 se montra à cette occasion plus fidèle à son portefeuille qu'à ses principes politiques; car, après s'être fait le défenseur à outrance du dogme de la non responsabilité ministérielle, il resta ministre après que cette responsabilité eut été inscrite dans la loi fondamentale. N'agissant en cela, disait-il, que par respect pour cette loi fonda-

1. La clameur publique fut si grande à cette occasion, qu'elle força cependant l'ex-roi Guillaume à mettre son fils en possession de la totalité du revenu de la couronne.

mentale, et se pliant sans peine à tout ce qu'elle statuait. Ceci fournit tout d'abord matière à penser à un public étonné, et surtout très-peu édifié sur la manière dont cette responsabilité ministérielle serait comprise sous le gouvernement du nouveau souverain, puisque les ministres de l'ex-roi paraissaient si bien s'en accommoder.

Les actes du règne de Guillaume II se partagent en deux catégories très-distinctes : les actes de son gouvernement qui lui sont entièrement personnels, et ceux qui ne sont qu'une conséquence impérieuse, une suite, disons fatale, du règne de son prédécesseur.

Nous n'avons pas le projet d'aborder ici l'examen des actes qui peuvent être considérés comme appartenant exclusivement au gouvernement du roi Guillaume II. Nous les examinerons probablement dans la suite ¹. Guillaume II est arrivé au trône quand déjà il avait atteint à peu près la cinquantaine. Or, pour pouvoir juger un homme qui est parvenu à la couronne à une époque aussi avancée de la vie, il faut nécessairement le connaître et l'étudier sous le triple point de vue d'héritier de la couronne, de fils et de père. Cet examen nous mènerait beaucoup trop loin ici.

Dans ce moment, notre but est uniquement de passer en revue cette partie des actes du gouver-

1. L'auteur de ces pages a réuni les matériaux nécessaires pour la publication d'un écrit faisant suite à celui-ci, sous le titre : *Guillaume II, roi des Pays-Bas, jugé sous le point de vue d'héritier présomptif et de roi.*

nement actuel qui se rattache immédiatement au système de la *persévérance* suivi sous le règne de Guillaume I^{er}.

De même que M. Rochussen, en acceptant le portefeuille des finances, insistait sur ce point, que la limite fût nettement tracée entre l'administration financière qui l'avait précédé et celle dont il allait être chargé, et cela dans l'intérêt de son honneur et de sa réputation d'honnête homme, de même le roi Guillaume II doit désirer, de son côté, que la limite soit exactement tracée entre les actes qui émanent de sa politique personnelle et les actes qui ne sont que la suite nécessaire de la voie dans laquelle il avait trouvé l'État engagé à son avènement au trône. Faire la part de ces deux positions n'est que justice rigoureuse.

Ce serait donc une véritable injustice de vouloir imputer au roi Guillaume II l'état déplorable où se trouvent les finances du royaume, et de mettre sur le compte de ce prince que, depuis son avènement, le gouffre des déficits annuels ne se soit pas comblé comme par enchantement, et que, loin de là, grâce à de nouveaux déficits, l'État semble plus que jamais marcher vers la banqueroute.

Malgré les talents et le zèle du nouveau ministre des finances, celui-ci a eu à lutter contre des obstacles qu'il n'avait pu prévoir. Peut-être même, en acceptant le portefeuille, ne s'était-il pas douté de la plaie incurable qu'il se verrait chargé de guérir.

Comment l'eût-il pu sonder cette plaie financière, puisque, lorsqu'il fut appelé aux fonctions de ministre, tout ce qui touchait aux finances n'était que doute, obscurité, mystère? Quand il a vu de près cette lèpre hideuse, quand il a soulevé le voile qui couvrait cet arcane royal de Guillaume I^{er} 1, alors peut-être il a senti son courage ébranlé. Tout au moins son espoir pour un meilleur avenir a dû en recevoir une terrible atteinte; car enfin, que découvrit-on quand il fut permis de plonger les regards dans cet abîme? On découvrit alors : que, nonobstant les abondants subsides qui avaient été follement prodigués au gouvernement, les coffres étaient vides ; qu'il existait un déficit énorme, parce que le gouvernement avait fait une foule de dépenses à l'insu, ou sans le consentement des États-généraux ; que des sommes allouées pour des objets

1. Il ne faut pas s'imaginer que le désordre dans lequel le roi Guillaume avait plongé les finances du royaume échappât le moins du monde à la pénétration de ce prince, et que ce fût là un point sur lequel il se fit illusion à lui-même ; car, dès 1828 et 1829, la force de la vérité lui arracha un aveu qui était la condamnation formelle du système financier suivi par lui.

Jetant un regard sur l'avenir de son royaume et sur ce qui pourrait arriver à sa mort, plus ou moins prochaine, il dit ces mots remarquables : « Si je venais à mourir, je crois que la situation des finances offrirait d'immenses embarras à celui qui viendrait après moi ; car en réalité il n'y a que moi qui connaisse le système que j'ai adopté à cet égard. » Aveu candide si l'on veut, mais prédiction terrible que le roi Guillaume a vu s'accomplir de son vivant !

Peut-être, en disant ces mots, espérait-il que, si sa vie se prolongeait encore de quelques années, il parviendrait à mener à bonne fin ce qui lui paraissait une tâche impossible si, par sa mort, il la léguait à un successeur ; mais la prolongation de la vie du roi Guillaume, au lieu d'apporter un remède au mal, n'a fait que l'empirer, disons mieux, le rendre incurable.

spéciaux avaient été détournées de leur destination, et employées par le gouvernement à subvenir aux dépenses résultant du système qu'il avait suivi; enfin, il fut démontré que, non satisfait d'avoir gaspillé tant de trésors en pure perte, le gouvernement, dans sa détresse, avait eu recours à une foule d'expédients honteux; et qu'il n'avait pas même reculé devant l'énormité de détourner des fonds qui lui avaient été confiés à titre de dépôt. Et celui qui avait mis la main sur ce dépôt était... Qui?... le roi Guillaume!!...¹ heureux de trouver un ministre irresponsable qui voulût se prêter à un manque de confiance aussi flagrant. De là, par conséquent, impunité du délit. Mais si, dans cette circonstance, la vindicte publique n'a pu avoir son cours, du moins l'opinion publique se chargera de livrer le nom du coupable à la juste sévérité de l'histoire ?

1. *Algemeen Handelsblad*, 14 janvier 1843.

2. Si le roi Guillaume eût voulu admettre la responsabilité ministérielle, tous les actes de son gouvernement seraient retombés à la charge de ses conseillers; pas une accusation n'eût pu remonter jusqu'à lui; il se serait trouvé placé dans une sphère où il n'était pas possible de l'atteindre. Il n'a pas voulu admettre cette responsabilité ministérielle; il a dédaigné cette égide tutélaire des bons comme des mauvais princes; il a cru y trouver un avantage, il s'est trompé; son calcul a tourné contre lui. Mais comme nécessairement il doit y avoir quelqu'un de responsable, il est naturel qu'à défaut de ses ministres, cette responsabilité remonte jusqu'au roi Guillaume I^{er}, et on peut lui faire l'application de ce mot si vrai de M. de Custine, parlant de l'empereur de Russie : « La responsabilité est la punition du souverain absolu. »

Et c'est précisément là que réside la haute moralité de la question développée dans cet écrit. Si l'auteur se voyait traduit devant les tribunaux pour sa publication, c'est sur ce point uniquement qu'il établirait sa défense. Car,

Depuis les deux années que le roi Guillaume II règne et que M. Rochussen est à la tête des finances, le budget n'a pas été *une vérité* plus que sous le règne de l'ex-roi. Le chiffre des dépenses, pour l'année 1841, s'était élevé à 70,758,801 florins; celui pour 1842, à 71,040,853; mais les revenus ne se sont jamais élevés au point de couvrir les dépenses. Tous les revenus de l'État, et notamment l'excédant probable des Indes, avaient été exagérés par le ministre des finances. Tous sont par conséquent restés au-dessous du chiffre auquel ils avaient été évalués, et il en est résulté, pour les années 1841 et 1842, un déficit de près de dix millions de florins. Le déficit annuel n'était pas d'ailleurs la seule plaie de la Hollande. Elle avait, en outre, à payer les intérêts de sa dette publique, s'élevant à 38,994,000 florins. Par là était absorbée plus de la moitié des revenus. On comprit qu'il fallait en finir avec la Belgique, afin de la mettre en demeure de payer la part de la dette qui devait être à sa charge, 5 millions de rente. Et encore, qu'était-ce que ces 5 millions? Il n'en resterait

en admettant même que la responsabilité ministérielle ne résultât pas de la forme du gouvernement constitutionnel adopté dans les Pays-Bas, toujours est-il que la royauté ne pouvait pas y être ce qu'est l'autocratie en Russie : le gouvernement absolu d'un seul, sans contrôle quelconque, en un mot ce despotisme illimité qui implique obéissance illimitée et silence absolu de la part des sujets.

Il est désirable que le gouvernement des Pays-Bas se prononce sur l'esprit et la tendance de cet écrit. S'il le blâme, c'est qu'il est disposé à marcher sur les traces du gouvernement précédent. Si au contraire il l'approuve, ce sera du moins une preuve qu'il a à cœur d'adopter une marche plus franche et plus sincère, et de réparer, si la chose est possible encore, tout le mal qui a été fait.

pas moins à la Hollande à payer une rente de près de 34 millions. Ce fut alors qu'on songea à opérer la conversion des rentes 5 p. o/o; chose assez étrange du reste, et dont on n'avait pas d'exemple,..... une conversion volontaire et un déficit! Pour opérer cette conversion il fallait de l'argent; on résolut de capitaliser la dette belge et d'obtenir le paiement du capital. On mit alors autant de hâte à terminer qu'on avait mis de lenteur jusque-là, et la nécessité imposa de nouveaux sacrifices.

Le traité de 1839 n'avait stipulé que les points principaux qui mettaient un terme à la question hollando-belge. Si le traité de 1839 eût été soumis aux chambres, il n'y aurait eu aucune voix contre; et l'exécution, dont l'œuvre des commissaires aurait dû faire partie, aurait été abandonnée au pouvoir exécutif, qui aurait été dans l'impossibilité de franchir les limites tracées par ce traité. Mais on avait commencé par nommer des commissaires à Utrecht, Maëstricht et Anvers. Après de longues discussions, comme on vit qu'ils ne pouvaient s'entendre, M. Rochussen prit lui-même l'affaire en mains. Le traité de 1839 fut mis de côté, et on commença les nouvelles négociations, qui amenèrent la signature du traité du 5 novembre 1842.

Dans tous les traités il y a des stipulations générales, dont les détails restent à régler par des commissaires à nommer par les deux parties en vertu de ces traités, et c'était se placer sur un mauvais terrain que de recommencer *ab ovo*, par de nou-

velles négociations des plénipotentiaires, ce que des commissaires subordonnés auraient pu et dû régler, en vertu des principes et des stipulations du traité conclu en 1839. Mais comme celui-ci n'avait pas été soumis à l'approbation des chambres, le gouvernement se crut les mains parfaitement libres, et par conséquent autorisé à entamer de nouvelles négociations, qui amenèrent le traité du 5 novembre 1842. C'est ainsi qu'on se trouva en présence de deux traités, c'est-à-dire d'un second traité à ratifier encore, traité qui s'écartait de celui ratifié déjà, et qui, par suite du besoin qu'on avait de terminer, concédait plus que n'avait fait le premier.

Ce traité accordait à la Belgique, sur la question de la navigation intérieure, des avantages bien plus grands que celui de 1839, et diminuait encore de 200,000 florins la part déjà si réduite de la dette mise à sa charge.

Un cri de réprobation générale accueillit en Hollande la nouvelle de la conclusion de ce traité. Le commerce ne pouvait pardonner au gouvernement d'avoir réglé la question de la dette et celle de la navigation intérieure d'une manière trop favorable à la Belgique. Le commerce du Rhin surtout faisait entendre à ce sujet de vives réclamations, prétendant que ce traité faisait revivre l'état de choses antérieur à 1830, époque où la ville d'Anvers faisait une dangereuse concurrence à Amsterdam, et surtout à Rotterdam, principal dépôt du commerce rhénan, et que, pour prix des avantages concédés à la Belgique,

celle-ci ne donnait aucun équivalent. A Amsterdam fut signée, par les premières maisons de commerce, une pétition demandant instamment le rejet du traité par les États-généraux. Cependant le pouvoir, qui savait sans doute combien ce traité serait impopulaire, n'avait pas voulu en assumer la responsabilité sur lui seul; et pour se tirer de ce mauvais pas, il avait eu recours à une ruse qu'on pourrait presque appeler une escobarderie.

Un article de la loi fondamentale dit expressément que, lorsqu'il s'agit de l'échange ou de la cession de portions de territoire en temps de paix, le traité qui contiendra ces stipulations devra être soumis à l'approbation des États-généraux. Le gouvernement profita avec empressement d'une rectification de limites, insérée dans le traité, pour le soumettre à l'approbation des États-généraux, enfermés ainsi dans un dilemme embarrassant. D'un côté, il était évident que les négociateurs avaient fait des concessions auxquelles ne les obligeait pas le traité de 1839, et dans ce cas les États-généraux ne devaient pas approuver. Mais, de l'autre côté, ils savaient combien le gouvernement avait besoin que ce traité fût sanctionné, et ils craignaient, en refusant leur approbation, de le mettre dans le plus grand embarras. Il fut un moment question de séparer le traité en deux, et de ne s'occuper dans les États-généraux que de la partie relative au territoire, laissant les questions de finance à la responsabilité du gouvernement, qui semblait reculer lui-

même devant cette responsabilité. La motion de séparer les deux questions ne fut pas adoptée, et le gouvernement obtint que le traité fût approuvé dans son entier par trente-huit voix contre dix-huit.

Mais est-ce à dire qu'après ces sacrifices, qu'après avoir consenti à un traité aussi impopulaire que celui de 1842, la Hollande va voir relever son crédit, et que le gouvernement ramènera le pays à un état florissant ? Cela n'est pas croyable.

Il paraît démontré aujourd'hui : que le chiffre du revenu annuel ne peut être porté plus haut que 60 millions de florins ¹, et que, par conséquent, il faudra ramener les dépenses à ce même chiffre, à moins de vouloir continuer à marcher avec une fatale imprévoyance dans la voie des déficits an-

1. En 1805, sous le ministère de M. Gogel, cet habile financier porta le revenu de la république Batave à 51 millions de florins, jugeant que c'était là le chiffre le plus élevé auquel il dût être porté.

En 1814, après que la dette eut été réduite des deux tiers, le revenu de la Hollande fut porté à 38 millions $1/2$ de florins.

Sous la réunion de la Belgique et de la Hollande, 80 millions de florins furent inscrits au budget comme étant le revenu du royaume des Pays-Bas, dont la moitié pour la Hollande, 40 millions de florins.

En admettant donc que le revenu actuel puisse s'élever à 60 millions de florins, ce revenu serait de plus de 20 millions au-dessus de celui de 1814. Mais le budget des dépenses s'élevant à 70 millions, il y aurait déficit de 10 millions qui devraient être couverts par ce que les colonies rendent à la mère-patrie ; mais comme la rentrée de ces 10 millions est soumise à de nombreuses éventualités, on se trouverait toujours sous le coup d'un déficit, qui pourrait varier suivant les circonstances, mais qui serait toujours de plusieurs millions, comme on en a eu la preuve en 1841 et 1842.

D'après le *Journal de La Haye*, ce sont les vents contraires qui sont cause qu'en 1842 les produits coloniaux n'ont pas rapporté à la mère-patrie le prix auquel ils avaient été estimés. Avons-nous tort de dire que les éventualités jouent un grand rôle dans le revenu du royaume des Pays-Bas ?

nuels, et cela quand près de la moitié du revenu est déjà absorbée par les intérêts de la dette publique. N'est-ce pas là une situation financière désespérée; et l'homme d'état qui avait été consulté un jour par une auguste princesse sur l'état des finances des Pays-Bas, n'avait-il pas grandement raison de dire qu'à moins d'un miracle, et que les millions ne vinssent tomber du ciel pour éteindre la dette publique, on ne pourrait à la longue se soustraire à la nécessité de proclamer la banqueroute de l'état?

Par suite du traité de 1842, et des 5 millions environ mis à la charge de la Belgique, le chiffre de l'intérêt de la dette est réduit à 33 millions. Ceux-ci étant déduits des 60 millions qui peuvent être considérés comme le revenu normal et assuré, il reste 27 millions pour faire face à toutes les autres dépenses. Sur ces 27 millions, il faudra entretenir l'armée et la marine, payer l'administration de la justice, solder tout ce qui dépend du ministère de l'intérieur et de celui des affaires étrangères, enfin pourvoir au salaire des ministres des différents cultes protestants et du clergé catholique. Évidemment la chose n'est pas praticable.

Il faudra donc commencer par renoncer à avoir une armée et une marine, c'est-à-dire renoncer à se faire respecter en Europe. Dans cet état de prostration financière, toute entreprise énergique sera étouffée; rien de grand ne pourra s'effectuer; on vivra, pour mieux dire on végétera de la manière la plus misérable, car tout sera réduit aux propor-

tions d'un calcul mesquin; l'honneur national et les sciences, les arts et la littérature, toutes ces branches de l'intelligence humaine qui communiquent tant d'éclat au gouvernement qui sait les protéger avec une noble magnificence, seront réduits à n'être qu'une misérable question de chiffre; tout sera sacrifié au désir d'épargner quelques florins. Si une pensée grandiose vient à naître, malheur au génie qui l'aura conçue; car elle deviendra pour lui un effroyable cauchemar, une lutte incessante entre une conception noble et sublime, et l'impuissance qui condamne au néant. On se demande si un état réduit à un tel abaissement mérite encore de porter le nom d'État; si une nation placée dans de telles circonstances peut se vanter encore d'être une nation libre et indépendante. Peut-on appliquer les noms de peuple, de nation, de gouvernement, là où tout est faiblesse, décrépitude, vétusté? Non, certes; et déjà la mort a envahi ce corps social, car la vie ne s'y fait plus sentir que par d'affreux tiraillements; c'est une cruelle et lente agonie. On ne trouve là, ni moralement, ni matériellement, rien qui constitue le principe vital d'un état, la force, et avec elle la garantie de l'indépendance et du libre arbitre. Ce que les citoyens d'un pays ont le droit de réclamer de leur pays et du gouvernement placé à sa tête, c'est qu'au besoin il soit en mesure de lui accorder aide et protection. Or, quelle assistance peut-on attendre d'un gouvernement comme celui des Pays-Bas? Ne possédant pas la force nécessaire pour se faire res-

pecter, il est incapable de protéger ceux qui vivent sous ses lois. N'est-ce pas là, à vrai dire, un état de dissolution bien caractérisé, bien réel? Le lien entre les gouvernants et les gouvernés n'est-il pas rompu de fait, aussitôt que les derniers ne peuvent plus compter sur l'appui des premiers?

Peut-on dire que, dans une position semblable, on est placé sous l'égide protectrice d'un gouvernement? Non, on se retrouve presque dans l'état primitif; on n'est plus qu'un être isolé, qu'une faible individualité. C'est là le comble de l'abaissement; mais c'est aussi le comble du malheur pour une intelligence forte, virile : ne trouvant rien qui réponde à ses mâles conceptions, elle est condamnée à une impuissance désespérante, et il ne lui reste que le choix de pleurer près du cadavre de sa patrie, ou de se condamner à l'exil pour n'avoir pas ce cruel spectacle sous les yeux. Si, pour écarter ces lugubres pensées, l'esprit cherche dans le souvenir des gloires du passé une consolation aux misères du présent, cette étude, loin d'être un baume adoucissant, deviendra un nouveau sujet d'irritation et d'amertume; alors l'âme brisée, fuyant le souvenir du passé, et maudissant le présent, retombera sur elle-même de tout son poids, en déplorant l'heure où le ciel l'a créée pour l'abreuver de tant de dégoûts et d'humiliations. Mais que le gouvernement des Pays-Bas le sache bien, un état d'abandon et d'isolement semblable devient pour l'individu un état de guerre, et dans cette situation, si ses forces matérielles

lui font défaut, il est en droit d'avoir recours à toutes les ressources qu'il peut trouver dans son intelligence pour combattre les progrès d'un mal qui détruirait sa patrie et les siens.

Voilà donc ce que le peuple des Pays-Bas doit au système de *persévérance*. Et celui qui a attiré ce déluge de maux sur ses sujets a le triste courage de venir assister en quelque sorte à l'agonie de son pays, agonie qui fait un contraste frappant à côté des richesses personnelles qu'il a su acquérir par des moyens peu dignes, il est vrai, de la haute position où le sort l'avait placé ! A une époque où la royauté éprouvait un si immense besoin de se raffermir, en se rendant respectable aux masses, nul souverain n'a plus que le roi Guillaume contribué à affaiblir le prestige du pouvoir royal, en le traînant en quelque sorte à la suite des courtiers, sur le tapis vert de la Bourse. Était-ce là le moyen de rendre la royauté respectable¹, et cela dans un pays

1. Pour prouver combien la royauté a perdu de son prestige en Hollande, nous allons transcrire quelques passages d'un pamphlet qui vient de paraître à Amsterdam, et dans lequel on parodie le gouvernement de l'ex-roi Guillaume 1^{er}, et l'état déplorable où se trouve le pays.

Le style piquant et naïvement grotesque de ce pamphlet, qui contient tant de vérités, rappelle les scènes populaires des vieux peintres flamands, et on pourrait dire que c'est là du Teniers ou du Jean Steen littéraires.

Lettre de Jean-le-Franc, passager à bord du vaisseau, faisant eau, Hollandia, commandé par le capitaine Fromage. (Amsterdam, G. J. Ancona 1843.)

A bord du vaisseau *Hollandia*, errant à 52° de latit. nord et 25° de long. orientale, année 1843.

AMIS DE L'HUMANITÉ !

Vous savez qu'après que notre vaisseau eut été horriblement maltraité

où elle n'était qu'à son début, et où elle n'avait pas en sa faveur le prestige qui résulte d'un établissement séculaire ? Mais le char du pouvoir est sujet à verser. La maison d'Orange, qui a désarçonné tant de rois, le sait mieux que toute autre ; et les revers des autres faisant quelquefois faire un retour sur soi-même, le roi Guillaume songeait sans doute à amas-

par les Français, il fut radoubé tant bien que mal par les Anglais, et qu'à cette occasion nous reçûmes un nouveau capitaine dans lequel nous avions pleine confiance. Notre équipage subit une augmentation considérable ; nous reçûmes à bord des étrangers appelés *Buveurs-de-bière*, espèce de gens qui se sont toujours montrés dignes du nom de Belge, si bien qu'il nous fut extrêmement difficile de fraterniser avec ces nouveaux venus. Cependant l'espoir que le capitaine *Fromage* favoriserait en toute occasion ses anciens compatriotes, qui s'étaient toujours montrés très-attachés à ses ancêtres, nous inspira du courage, nous fit oublier le naufrage par lequel nous avions passé et nous encouragea à larguer les voiles : nous mîmes donc en mer. Notre capitaine avait choisi ses timoniers, parmi lesquels il y en avait de bons et de mauvais. Toujours est-il que le premier timonier (M. Van Maanen, ministre de la justice) ne valait pas grand'chose. Les *Buveurs-de-bière* le prirent en grippe dès les premiers instants, et criaient à qui mieux mieux « à bas cet homme ! qu'on le jette à la mer ! » Mais il n'en fut pas ainsi : le capitaine *Fromage* n'était pas disposé à se laisser imposer la loi, et nous applaudissions à sa fermeté. Nous nous imaginâmes que les *Buveurs-de-bière* ne criaient ainsi que pour nous taquiner. Mais après de longs pourparlers, des disputes et des menaces, les *Buveurs-de-bière* commencèrent à se mutiner. Ils soutenaient qu'on nous donnait plus de pain, de fromage et d'autres vivres qu'à eux ; et comme c'était justement le contraire, ces récriminations commencèrent à nous ennuyer considérablement. Un soir (c'était le jour de l'anniversaire de la naissance de notre capitaine et tout était préparé pour célébrer dignement cette fête) ne voilà-t-il pas que les *Buveurs-de-bière* se mettent en révolution, brûlant et saccageant tout ce qu'ils rencontrent, chassant les timoniers et tous ceux qui étaient au gouvernail, ainsi que certain galérien libéré, l'organe ou pour mieux dire la main droite de notre capitaine (un libraire Italien, rédacteur d'un journal salarié par le gouvernement), car tels étaient ses principaux soutiens. Le capitaine cria : « au secours ! au secours ! *Buveurs-de-café* ! venez à mon aide et détruisons ces *Buveurs-de-bière* ! » Nous qui n'entendions pas malice, nous nous réu-

ser des consolations personnelles et de famille pour les jours de disgrâce; sa prévoyance en ce genre est une preuve de plus de la fausse politique qu'il s'obstinait à suivre... Ses yeux se sont-ils ouverts aujourd'hui, ou, seul de son opinion en Hollande, croit-il encore que son système a été bon, utile, glorieux? Si le chapitre des illusions n'est pas ter-

nimes et nous nous préparâmes à donner une racée bien soignée à ces *Buveurs-de-bière*, et à les jeter à la mer s'il était possible. Ceci coûta la vie à bien des *Buveurs-de-café*. Quant au capitaine *Fromage*, il se blottit, avec ce qu'il y avait de plus précieux à bord, dans la cabine, et nous lui donnâmes à garder tout ce que nous possédions; tout notre avoir, tout notre sang fut mis à sa libre disposition. Il y en avait qui soutenaient que le capitaine *Fromage* donnait de cet argent aux *Buveurs-de-bière* pour les gagner à sa cause, mais ceux-là furent accusés d'être des malveillants. Dieu veuille que nous les eussions écoutés alors! tant de sang innocent n'eût pas été répandu en pure perte; mais nous étions frappés d'aveuglement; la suite ne l'a que trop prouvé.

Les *Buveurs-de-bière* voulurent à toute force un autre capitaine. Notre bâtiment fut tiré sur la grève; on le dépeça; d'un seul on en fit deux, sur le chantier *Britannia*. Ces deux petits bâtiments, ainsi rafistolés, furent envoyés en mer, à la grâce de Dieu. Les *Buveurs-de-bière* obtinrent un autre capitaine, et nous, nous conservâmes le nôtre. Rien ne fut épargné alors pour rendre le capitaine *Fromage* joyeux et content, et pour lui procurer une heureuse vieillesse. Nous étions ravis de nous trouver entre nous, et rendions grâce au ciel d'être débarrassés de ces satanés *Buveurs-de-bière*. Mais notre capitaine ne détestait pas autant la bière que nous l'avions cru, car, sous main, il travaillait à rattraper le petit vaisseau des *Buveurs-de-bière*; et plus d'un tonnelet rempli de notre or fut envoyé dans ce but à nos anciens compagnons de voyage. Tandis que le capitaine *Fromage* et les siens étaient à l'abri de toute atteinte dans la cabine, il nous laissait le soin de nous battre et de nous faire tuer. Il priait comme un saint, appelant à son aide le dieu de la vieille Hollande,

Et tendait vers le ciel de supplantes mains;

nous, nous nous battions comme des lions. Il faisait bonne chère et s'entraînait; nous, nous crevions de faim.

miné pour lui, il l'est au moins pour ceux qui l'ont le plus vivement soutenu dans cette voie de perdition. Nous en connaissons plus d'un qui, aujourd'hui, se dit aussi ardent adversaire du système de *persévérance*, qu'il paraissait zélé à le soutenir sous l'ex-roi. On dit même qu'il y a un homme qui s'est

Notre capitaine était vieux ; il avait une bonne femme ; du moins tout l'équipage l'aimait et l'estimait. Hélas ! la bonne femme vint à mourir, et je vous laisse à penser quelle lubie passa dans cette vieille cervelle. Il voulut à toute force se remarier. A la bonne heure ! Mais avec qui ? Avec une certaine Henriette, issue d'une race de *Buveurs-de-bière*, une femme née parmi ceux qui nous avaient fait tant de mal, qui avaient perforé notre pauvre vaisseau et qui avaient ainsi envoyé tant des nôtres au fond de la mer. Tout l'équipage resta stupéfait en apprenant ce ressouvenir de jeunesse. Nos ecclésiastiques s'évertuèrent à déconseiller au bonhomme cet étrange mariage, et des bénédictions montèrent pour eux au ciel, quand on sut qu'ils avaient réussi à faire déloger de son cerveau ces velléités amoureuses. Tout le monde eut pitié du pauvre capitaine ! Car enfin, disait-on, il est homme, l'esprit est prompt et la chair est faible. Mais tous aussi nous vantions sa force d'âme, d'avoir su triompher de lui-même en sacrifiant son amour au bien-être de l'équipage : il ne vint à personne l'idée qu'il nous vendait, qu'il nous trahissait et qu'il n'était qu'un misérable hypocrite. A peine les hommes de Dieu furent-ils partis qu'il rit de bon cœur de la crédulité de ces braves gens. Il accapara tout ce qu'il était possible de ramasser, nous mit nus comme des vers, appela son fils, l'installa capitaine du vaisseau qui faisait eau, mit pied à terre avec tout notre avoir et épousa cette Henriette, née parmi ces *Buveurs-de-bière* qui nous ont fait souffrir tant de maux ; puis après cela il a le cœur de venir nous dire, avec un air de saint : « Aux fêtes de Pâques, je reviendrai à votre bord pour y recevoir avec vous la sainte eucharistie ! » Tous les gens de l'équipage, bien que d'un naturel assez rude, sentirent un frisson leur courir par tout le corps en entendant cet abominable blasphème.

Que vous dirai-je à présent du fils ? A la vérité il s'est toujours montré garçon franc et loyal : il est honteux de la duplicité de son père. L'équipage l'aime ; mais que peut faire le pauvre brave homme ? S'il a quelques bons timoniers, il en a beaucoup cependant qui ont été de l'école de son père, et qui ne valent pas le diable. Ceux-ci ne visent qu'à s'emparer du peu de vivres qui nous restent à bord, et il arrivera, un de ces jours, à la première bonne occasion venue, qu'ils prendront terre et nous abandonneront à notre malheureux sort. Les bien intentionnés ne cessent de travailler

donné la peine d'écrire un mémoire très-détaillé et très-explicite, pour prouver qu'il avait entrevu tout ce que ce système avait de fatal, bien qu'il eût toujours agi et parlé dans le sens opposé, lorsqu'il était investi de la confiance du roi Guillaume I^{er}. Ne serait-il pas temps que ce mémoire fût publié ?

aux pompes, afin d'empêcher que notre pauvre petit vaisseau ne s'abîme dans les flots, mais il n'y a pas de jour qu'on ne découvre une nouvelle voie d'eau. Tout est confusion à bord ; le journal et les livres de mer sont en désordre, le chargement entier est pourri, et nous sommes à la veille, poussés par l'impitoyable faim, de tirer au sort qui sera sacrifié. Fasse le ciel que le sort désigne ceux qui cherchent notre porte certaine. Le canon d'alarme tire. Je termine ici ma lettre ; je la mettrai dans une bouteille et peut-être tombera-t-elle entre les mains d'un ami de l'humanité qui, sans demander de quelle nation ou de quelle religion nous sommes, nous considérera comme des pauvres d'esprit qui se sont laissé tromper et duper, et qui, hélas ! au moment suprême, ont senti tomber les écailles de leurs yeux en s'écriant : « Mon Dieu, pardonnez-nous, car nous ne savions ce que nous faisions. »

JEAN-LE-FRANC.

Ce curieux pamphlet, qui mérite à tant d'égards d'être sauvé de l'oubli, ne renferme-t-il point et l'histoire du règne de Guillaume I^{er} et la reproduction, sous une forme comique, des pensées exposées dans cet ouvrage ?

1. Aujourd'hui les plus ardents partisans du système de *persévérance* en sont venus au point d'avoir honte de leur conduite, et plus d'un, qu'on avait vu marcher avec une rare persistance dans cette voie de perdition pour le pays, vient hardiment déclarer qu'il a toujours blâmé ce système. Ceux qui croient par là se disculper aux yeux de leurs concitoyens se trompent ; ces indignes et tardives palinodies ne sont propres qu'à inspirer le plus profond dégoût pour ceux qui y ont recours et qui s'imaginent que par là ils parviendront à donner le change sur leur conduite politique antérieure. Il ne faut pas confondre ces hommes coupables avec les adversaires francs et loyaux du système de *persévérance*. L'un de ceux-ci a porté, sur l'écrit que l'on vient de lire, le jugement que voici :

Mai, 1843.

« J'ai lu votre écrit avec un véritable intérêt. Il m'a paru remplir parfaitement son but, en faisant bien connaître cet épisode curieux de l'his-

« toire contemporaine, les fautes des deux côtés et surtout le caractère de
« l'individu à la tête de l'une des parties contendantes. Aussi le discours tenu
« à vous même, et que vous citez, fait-il parfaitement connaître le person-
« nage et explique-t-il au mieux sa conduite à l'égard de ces pauvres États-
« généraux. Ce que vous faites encore ressortir au mieux, c'est l'inconsé-
« quence inconcevable de cette assemblée, travaillant à son insu à faire
« atteindre, si la chose eût été possible, un but entièrement contraire à ses
« véritables désirs. Une remarque encore que vous n'avez pas manqué de
« faire, c'est l'égoïsme du père nuisant au succès, encore possible un mo-
« ment, du fils, au moins à l'intérêt futur de la dynastie. Sur ce point, je
« crois cependant qu'il y a eu moins de jalousie individuelle que vieux pré-
« jugés princiers et de maison à l'égard de la France, comme aussi manque
« de courage politique. La conférence reçoit aussi dans vos pages quelques
« coups de patte, bien mérités par le mélange singulier de hardiesse et puis
« de faiblesse dont elle a fait preuve. Quant aux trois puissances du Nord,
« leur conduite aussi n'a été guère honorable alors, surtout peu franche,
« approuvant d'un côté ce qui se faisait en leur nom à Londres (il faut le
« croire pour leur honneur), et de l'autre faisant des vœux secrets dans un
« autre sens et se permettant des communications confidentielles à La Haye,
« bien propres à y encourager la résistance, en donnant des espérances qui
« excuseraient presque la marche que l'on y suivait. On n'y pourrait rien
« comprendre, si l'on ne savait qu'à cette époque, et peut-être même en-
« core, l'inclination et la crainte se livraient un rude combat dans ces âmes
« royales. Quoi qu'il en soit, cet *imbroglio* politique ne sera pas perdu pour
« l'histoire, ni surtout pour l'appréciation des hommes d'alors, et à cet égard
« votre écrit sera d'un grand secours.

« Mais, après l'avoir consciencieusement examiné et apprécié, je dois à la
« franchise d'une véritable amitié de vous dire : que tout autant que cet
« écrit m'a paru vraiment bon, bien raisonné, bien déduit quant à la ma-
« tière en elle-même, à la marche logique et à la distribution enfin du récit et
« des réflexions, tout autant je dois me refuser à approuver la forme que
« vous donnez à certains passages et le style par trop mordant de plusieurs
« endroits. Je voudrais surtout, en cas de publication, vous voir supprimer
« des épithètes, qui, quelque justes et méritées qu'elles puissent paraître, ne
« me semblent point à leur place dans un morceau d'histoire sérieux. La pre-
« mière qualité d'un historien doit être, sinon une impartialité complète,
« que je crois impossible, au moins un calme qui inspire la confiance pour
« ses récits. Tout ce qui a l'air d'être écrit *ab irato* détruit cette confiance et
« fait descendre l'histoire à la condition du pamphlet ; or, votre ouvrage est
« trop bien pensé, trop vrai, trop bon en un mot, pour que vous risquiez
« de lui voir attirer cette épithète. *Dixi.* »

Voici la réponse de celui à qui ces conseils s'adressaient :

« J'ai lu, avec la plus vive satisfaction, ce que vous me dites relativement à l'opuscule en question. Vous ne vous êtes pas trompé en le qualifiant du titre de pamphlet ; c'est dans cet esprit qu'il a été écrit. Mais vous désirez qu'il perde ce caractère, pour prendre celui de tableau historique ; eh bien ! il sera fait comme vous le souhaitez. Seulement, comme il n'est pas possible que je me corrige moi-même, je communiquerai votre lettre à un de mes amis, et en même temps je lui confierai le manuscrit sur la *Conférence de Londres et Guillaume 1^{er}*, en le priant de vouloir le modifier, de telle manière que de pamphlet il devienne morceau d'histoire. Celui à qui je confierai ce travail est un homme d'un âge mûr, un auteur ayant une réputation de modération et de sagesse bien établie, n'ayant jamais donné dans les exubérances du parti libéral et encore bien moins dans les rêves du parti républicain. Il se nomme M. Buchon ; son travail de suppression terminé, je donnerai le manuscrit à l'imprimeur. » (Mai 1843.)

M. Buchon consentit, de la manière la plus aimable, à accepter les fonctions de censeur ; il supprima dans le manuscrit tout ce qu'il crut nécessaire d'en faire disparaître. Bien plus, pas une ligne n'a été imprimée qu'elle n'ait obtenu son assentiment ; car il a eu la complaisance de se charger de la correction des épreuves, et c'était lui qui donnait le *bon à tirer*. Je saisis cette occasion de lui en exprimer ma vive reconnaissance.

L'auteur ne pense pas qu'un livre qui a été *revu*, corrigé, dulcifié, par un *autre*, puisse être considéré comme un ouvrage écrit *ab irato* ; c'est de l'indignation froide, de l'indignation raisonnée, de l'indignation calme, réfléchie et calculée. Mais ce mot *ab irato* ne pourra jamais être appliqué à un travail qui a été si largement critiqué et si sévèrement châtié par une main amie. Que certaines gens puissent se trouver sensiblement blessés par les vérités que cet écrit renferme, ceci n'est pas la faute de l'auteur, mais bien la faute de ceux qui se sont placés dans une position à ne pouvoir entendre ces vérités sans en ressentir un cruel désespoir et une profonde humiliation. Ce sont là les fruits de leurs œuvres ; mais ceci ne peut, en aucune manière, empêcher que la vérité ne fasse entendre sa puissante voix.

POST-SCRIPTUM.

Octobre 1843.

Depuis que ces pages ont été écrites, l'horizon politique et financier s'est considérablement rembruni en Hollande. Celui qui s'était présenté comme l'homme qui devait ramener l'ordre dans les finances du royaume et sauver l'État de la banqueroute, le ministre des finances, M. Rochussen, s'est retiré et a laissé à d'autres le soin de débrouiller le chaos financier, si tant est qu'il soit possible de trouver le fil qui puisse guider dans ce labyrinthe.

Pourquoi M. Rochussen a-t-il quitté le ministère? parce qu'il avait perdu la confiance de la chambre, et que celle-ci a rejeté le projet de loi sur la conversion des rentes; qu'elle a déclaré: que les budgets de 1844 et 1845 ne pouvaient être adoptés tels qu'on les lui avait présentés et qu'il y avait de grandes diminutions à faire, spécialement dans le chapitre relatif aux dépenses de la guerre; en résumé elle a réclamé d'importantes modifications, de manière à porter les dépenses au niveau des recettes et à sortir enfin du déficit.

Du reste, il faut bien le dire, cette mesure de la conversion des rentes, proposée par M. Rochussen,

était tout à fait illusoire dans ses résultats. Le capital de la dette se serait augmenté de 138 millions, et l'intérêt n'aurait été diminué que de 2,100,000 florins. Et comme en même temps on créait, pour couvrir le déficit de l'année 1842, une nouvelle rente produisant un intérêt de 400,000 florins, cette diminution de l'intérêt de la dette n'aurait été en réalité que de 1,700,000 florins; l'État n'en serait pas moins resté avec une dette énorme, absorbant plus de la moitié du revenu du royaume. C'était encore là un palliatif, mais non pas un moyen d'empêcher la banqueroute.

On ne saurait refuser de reconnaître à M. Rochussen de véritables talents. En matière financière il est, dit-on, très-remarquable; mais il ne faut pas non plus se faire illusion sur le peu de fermeté de son caractère, sur l'absence de fixité dans ses opinions et ses principes politiques, enfin sur son manque de connaissance des hommes, qualité plus nécessaire que jamais de nos jours dans un ministre responsable. La première et la plus grande erreur de M. Rochussen, c'est qu'ébloui apparemment par l'éclat du portefeuille de ministre, il ait accepté ces fonctions des mains de l'ex-roi, qui s'est servi de lui comme d'une dernière ressource. Par là, M. Rochussen s'est trouvé dans une fausse position à l'avènement du nouveau monarque. Placé, serré entre le père et le fils, il a voulu l'impossible : servir le dernier, et garder son poste sans trop désobliger l'autre, qu'il fallait pouvoir démasquer. Mais ici, ces mots : *Orange et la*

POST-SCRIPT

Depuis que ces exigences si con-
politique et finan-
bruni en Hollar-
l'homme qui, devenait impossible. M. Ro-
du royaume ; mais de là suivit l'impossibilité
ministre promesse faite au pays, celle de mettre
a laissancier franchement à nu, et de là aussi l'im-
financier possibilité de rejeter le lourd fardeau des fautes et
fil des illégalités commises, sur ceux qui en étaient véri-
tablement coupables. Il est vrai toutefois et juste de
dire que, pour cela, il aurait fallu non-seulement un
ministre des finances vierge, c'est-à-dire blanc comme
neige, M. Rochussen l'était dans toute l'étendue
du mot, mais un ministère entier marchant dans de
nouvelles et meilleures voies, et, pour cela, un
chef osant et voulant prendre un grand parti, indi-
qué par la marche du temps et par les circonstances
dans lesquelles on se trouvait. On ne le fit point.
Pourquoi ? Parce que M. Rochussen, en prenant
place à la table du conseil, et en jetant les yeux autour
de lui, ne pouvait les arrêter que sur de grands cou-
pables, sur des complices de l'ex-roi. Tous devaient
invoquer le *mystère* avec la maison d'Orange et

er à étouffer le cri *publicité*, qui s'élevait de
e nation indignement trompée. On peut
e vers à M. Rochussen ministre des

nd rang, qui s'éclipse au premier.

t pu être un grand ministre,
e son pays, s'il eût possédé cette
indispensable pour avoir une inflexible
il avait commencé par exiger que l'on fit
on nette de tous ceux qui avaient trempé dans
les orgies gouvernementales du règne précédent, il
est plus que probable qu'il l'aurait obtenu, à l'aurore
d'un nouveau règne qui devait avoir à cœur de se
rendre populaire, et qui était salué comme une ère
de rénovation par le pays. Malheureusement M. Ro-
chussen ne sut pas se placer à la hauteur d'une
position si favorable. Le pays en subit la peine; mais
cette peine ne doit peser sur personne d'un poids
plus douloureux que sur M. Rochussen lui-même.
La Providence ne fournit pas tous les jours à un
homme l'occasion de se faire un grand nom, et si
cet homme laisse échapper cette occasion, quels ne
doivent pas être ses regrets de n'avoir pas su profi-
ter de ce sourire passager de la fortune!

Sous son ministère, on continua donc à glisser
dans la détestable ornière des palliatifs; on continua
à se traîner dans des voies tortueuses et obliques,
ne pouvant marcher sur le grand chemin de la vérité,

parce qu'il conduisait directement à un but qui était un objet de terreur pour la dynastie. En un mot, il fallut, bon gré mal gré, recourir à ces mêmes expédients auxquels le gouvernement précédent avait eu si fréquemment recours pour se tirer d'un embarras momentané, et cet expédient finit par créer un embarras perpétuel. D'un mal accidentel et passager il en est résulté, on le sait, un mal chronique et insurmontable. Le passage de M. Rochussen aux affaires ne prouve que trop cette affligeante vérité.

La royauté, par ses abus de pouvoir, avait mis les finances du royaume en problème. Qu'en est-il résulté? qu'aujourd'hui la crise financière dont on est menacé met à son tour l'État et avec lui la royauté en problème; car, à la vue du désordre dans lequel la royauté a mis les finances du pays, et de la perturbation qui doit inévitablement en résulter pour l'état social, on est autorisé à se demander si le principe monarchique a bien été réellement pour la Hollande un principe d'ordre et de conservation, en un mot, s'il a été un bien ou un mal pour ce pays.

Le passage de M. Rochussen aux finances fut signalé par deux mesures principales, empreintes l'une et l'autre d'un caractère qui prouvait jusqu'où allait à cette époque la détresse des finances du royaume: de la première, le traité du 5 novembre 1842 avec la Belgique, nous en avons parlé plus haut; l'autre est la loi qui vint frapper les détenteurs de la *dette différée*, et qui leur enleva tout à coup, moyennant une très-faible compensation, l'espoir

de voir passer cette partie de la dette en *dette active*, leurre dont on les avait bercés depuis 1814. Cette dernière mesure fut entachée d'un caractère de spoliation odieux, et peut même être considérée comme ouvrant l'ère de la banqueroute publique dans le royaume des Pays-Bas. Dans cette circonstance, le gouvernement, violant les engagements contractés par l'État avec les créanciers, se crut autorisé à invoquer une règle de morale toute particulière, par laquelle l'État, juge et partie, pouvait ainsi se déclarer spoliateur des droits acquis par les particuliers sur le trésor. Celui qui se chargea de prêcher cette doctrine subversive des règles les plus simples en matière de crédit public, fut un séide de M. Rochussen, l'avocat Van-Hall, qui plus tard devait recueillir le portefeuille que son ami venait d'abandonner. M. Van-Hall fit l'étalage de ses doctrines dans une brochure publiée sur ces matières (1). Dans cet écrit il invoquait l'omnipotence du pouvoir, et soutenait que les droits qu'on acquérait sur l'État n'étant acquis qu'en vertu d'une loi, une loi pouvait les détruire quand l'intérêt de l'État le demandait. Telles étaient les doctrines de probité gouvernementale que M. Van-Hall mit à la disposition de M. Rochussen, pour défendre la légalité de la mesure relative à la dette différée, et dont M. Rochussen ne se fit pas faute de profiter, pour délivrer le trésor des embarras résultant pour lui

(1) De Wettigheid van den maatregel omtrent de nitgestelde schuld gehandhaafd door, M^r. F. A. VAN-HALL.

des engagements contractés par l'État vis-à-vis des détenteurs de la *dette différée*. De là à la *répudiation* de la dette, mesure adoptée dans quelques-uns des États de l'Amérique du Nord, il n'y a qu'un pas. A partir du ministère de M. Rochussen, la banqueroute fut donc flagrante, au moins en ce qui concerne la *dette différée*. Et cependant M. Rochussen s'était posé en ministre réparateur des abus de la précédente administration ! Et cependant on en est encore à se demander en Hollande : La banqueroute est-elle inévitable, oui ou non ? Réponse : Elle est là, grâce à MM. Rochussen et Van-Hall. — La spoliation exercée à l'égard des détenteurs de la *dette différée* a résolu la question relative à la banqueroute. A l'heure qu'il est, ce n'est plus qu'une question de *plus* ou de *moins*, et nous ajouterons : On est fatalement entraîné vers le *plus*.

Après la retraite de M. Rochussen, la confusion politique et le désordre financier ne firent qu'augmenter. La confusion dans les principes politiques se manifesta au grand jour, à l'occasion de la nomination de deux ministres ; celui des finances et celui des affaires étrangères.

Pour succéder au ministre des finances, le roi avait fait choix de M. Van-der-Heim, homme très-capable, disait-on, surtout en matières financières, mais dont l'entrée aux affaires apporta une preuve certaine du peu de cas que le gouvernement faisait et de l'opinion publique et de la représentation nationale, et même des simples règles du bon sens.

Bien que la prise de possession du portefeuille par M. Van-der-Heim datât de quelques semaines, ce ne fut néanmoins que dans la séance du 7 août que l'arrêté royal de sa nomination fut porté à la connaissance de la seconde chambre. Cette communication provoqua, de la part d'un des membres de l'assemblée, cette question : Par qui l'arrêté royal a-t-il été contresigné ? Et on apprit alors, qu'au lieu d'y voir figurer le nom d'un ministre responsable, on n'y trouvait que celui du directeur du cabinet du roi. Deux membres de la chambre protestèrent aussitôt contre la violation des formes constitutionnelles, qui imposent le contre-seing ministériel, à défaut duquel la signature du chef de l'État est non avenue. Mais cet incident, tout extraordinaire qu'il puisse paraître à ceux pour qui les formes constitutionnelles ne sont pas un vain mot, ne sembla toucher que médiocrement la grande majorité de l'assemblée, qui se tint pour satisfaite de cet arrêté inconstitutionnel, de cet arrêté qui détruisait tout d'un coup toute idée de responsabilité ministérielle, ou même de ministère, pour y substituer le bon plaisir du souverain. Et ceci se passait trois ans après la révision de la loi fondamentale et l'introduction textuelle de la responsabilité ministérielle dans la constitution de l'État ! Pour la défense de cette façon de procéder, on allègue que c'était la faute de la loi fondamentale, qui n'était pas précise sur cette question ; mais alors aussi il serait plus que temps de songer de nouveau à une révision, afin de pré-

ciser ces questions, laissées dans le vague, soit par un oubli inconcevable, soit à dessein prémédité, pour plaire au pouvoir, qui ne laissera jamais passer l'occasion de les expliquer toutes en sa faveur, au risque même d'en faire ressortir une absurdité, ou une hérésie constitutionnelle. Mais que dire, en tout cas, d'une chambre qui traite aussi légèrement les garanties de liberté données à la nation, qui s'en montre si peu soucieuse, qui ne réclame même pas, qui se laisse mener au point d'accepter une défaite pour une raison valable? Que penser aussi d'un cabinet qui consent à recevoir dans son sein un homme entièrement étranger aux membres qui le composent? Car, en supposant que le roi eût consulté ses ministres sur l'opportunité de l'entrée aux affaires de M. Van-der-Heim, M. Van-der-Heim lui-même n'avait, avant sa nomination, parlé à personne des moyens qu'il comptait employer pour remédier au triste état des finances; il n'avait communiqué ses plans à aucun de ses collègues futurs. En sorte que les ministres, que le roi, que M. Van-der-Heim lui-même, ignoraient complètement si les projets de loi que le nouveau ministre des finances allait proposer ne seraient pas dans un désaccord absolu avec les vues du cabinet. Qu'en résulta-t-il? C'est que les projets exposés aux ministres, après l'installation de M. Van-der-Heim, furent accueillis par leur désapprobation unanime, et que, portés devant le conseil d'État, ils furent repoussés également à l'unanimité. M. Van-der-Heim, que ces deux échecs

n'avaient pas découragé, poussa sa pointe, et passa outre à la présentation devant la chambre de ses projets de loi sur le droit de succession en ligne directe, sur le revenu des immeubles, sur les rentes de la dette nationale et les traitements des fonctionnaires. Le premier de ces projets de loi avait été abandonné déjà par M. Rochussen comme trop impopulaire, et comme ayant rencontré la désapprobation de la majorité de la chambre. M. Van-der-Heim acquit bientôt la conviction qu'il ne serait pas plus heureux que son prédécesseur, et que toutes ses propositions ne seraient pas mieux reçues par la chambre qu'elles ne l'avaient été par ses collègues et par le conseil d'État. Il dut se retirer; mais voici ce qui détermina principalement sa retraite. M. Van-der-Heim, homme doué d'un caractère résolu et ferme, tenait à défendre son système devant la deuxième chambre, au risque même d'y éprouver une défaite; mais, dans ce moment décisif, le cœur faillit aux autres ministres. Ils crurent pouvoir intervenir; et, sortant ainsi des limites de leur responsabilité toute personnelle, ils s'opposèrent à ce que M. Van-der-Heim engageât la lutte parlementaire, dans l'appréhension, dit-on, qu'un échec dans la chambre ne ramenât inmanquablement la question de la révision de la loi fondamentale, question qui faisait sur le cabinet l'effet de la tête de Méduse, chaque fois qu'elle apparaissait de près ou de loin, et dont le gouvernement ne voulait entendre parler à aucun prix. Qu'arriva-t-il alors? On vit un ministre personnellement responsable, obligé

de battre en retraite vis-à-vis de la volonté collective de ses collègues, mais nullement devant la volonté du ministère, puisque, d'après la loi fondamentale, l'être de raison, appelé *ministère responsable*, n'existait pas, et ne pouvait faire entendre sa puissante voix pour arrêter un ministre qui marchait dans une voie opposée à celle adoptée par le cabinet. Mais, dans cette circonstance, la force logique du fait triompha de l'absurdité de la loi écrite, et ce qui se passa à cette occasion est à coup sûr l'argument le plus convaincant, qu'il est indispensable d'admettre le principe d'un ministère homogène responsable; car, chose étrange! on vit un ministre, personnellement responsable de ses actes, se retirer devant la volonté d'un cabinet irresponsable; se retirer, non pas devant une manifestation constitutionnelle, mais devant une violence morale exercée sur lui par ses collègues. Voilà où en est, pour le moment, le gouvernement constitutionnel dans les Pays-Bas. Quelles contradictions! quelle confusion d'idées surtout, grand Dieu!

Alors, en désespoir de cause, le roi n'ayant pas un homme qui fût capable de prendre, ou qui fût résigné à accepter le portefeuille des finances, chargea le ministre de la justice de remplir l'*interim*, afin de soutenir devant la chambre les discussions qui allaient s'ouvrir sur la fixation des budgets des années 1844 et 1845.

Ici, on se retrouve en présence de ce même M. Van-Hall, qui avait été l'un des prôneurs de la

spoliation légale exercée à l'égard des détenteurs de la *dette différée*. Il avait été récompensé de son zèle à soutenir M. Rochussen par le portefeuille de la justice. Certes, il n'y avait pas là de quoi rassurer les créanciers de l'État sur l'avenir qui les attendait. M. Van-Hall sera-t-il plus heureux que M. Rochussen et que M. Van-der-Heim? On l'attend à l'œuvre.

Mais voici bien un autre fait, qui prouve d'une manière irrécusable à quel point est grande la confusion qui existe entre le pouvoir exécutif et législatif, confusion qui, à la longue, doit inmanquablement entraîner après elle le désordre et l'anarchie. A l'heure qu'il est, ce désordre et cette anarchie ne règnent, à la vérité, que dans les esprits; mais déjà on peut prévoir l'instant où de désordre intellectuel il prendra le caractère d'anarchie matérielle; ceci est dans la force des choses.

Voici, entre autres, ce que l'on rapporte comme un fait digne de toute croyance. Cette même deuxième chambre, qui, dans plus d'une circonstance où elle aurait pu faire preuve de vigueur et d'énergie, s'était montrée servilement humble (et elle venait d'en fournir une nouvelle preuve en donnant son assentiment à la nomination inconstitutionnelle de M. Van-der-Heim), cette deuxième chambre, disons-nous, était animée dans d'autres instants de velléités audacieuses, qui n'allaient à rien moins qu'à porter atteinte à la prérogative royale.

A tort ou à raison, M. de Kattendyke, ministre des affaires étrangères, s'était abstenu de défendre

devant la chambre le traité conclu avec la Belgique. Il avait peut-être cru que le traité du 5 novembre 1842, si impopulaire en Hollande, n'étant pas son œuvre, mais celle du ministre des finances, il pouvait laisser à celui-ci le soin de défendre son propre ouvrage devant l'assemblée des États-Généraux. D'autres en auraient peut-être fait autant à sa place; mais alors aussi on cesse d'être ministre. Ce furent, par conséquent, M. Rochussen et son collègue, M. Van-Hall, ministre de la justice, qui soutinrent tout le poids des débats qui eurent lieu, à cette occasion, dans l'assemblée. Mais le silence observé par M. le ministre des affaires étrangères blessa la chambre à tel point, qu'elle se décida alors à faire une démarche très-inconstitutionnelle auprès du roi : elle se crut autorisée, dit-on, à provoquer auprès de la couronne le renvoi du ministre des affaires étrangères. Le roi, pris au dépourvu, se réfugia en quelque sorte sous l'égide des promesses dilatoires. Il n'osait probablement pas se montrer blessé de cette atteinte étrange portée à la prérogative royale, parce que, quand de part et d'autre les pouvoirs constitués ont la conscience qu'ils sortent de leurs attributions respectives pour se livrer à des empiétements, ils se mettent par là même dans l'impuissance de défendre vigoureusement leur prérogative. Comment reprocher aux autres ce dont on se rend coupable soi-même? Le roi donc eut recours à une réponse dilatoire. On assure que, pour ne pas heurter ouvertement les chambres,

il promit de faire choix d'un nouveau ministre des affaires étrangères, à l'époque où s'ouvriraient les discussions sur les budgets des années 1844 et 1845. Ce moment étant arrivé, la chambre, forte de la promesse qu'elle avait su arracher à la faiblesse royale, revint à la charge, insistant, dit-on, avec ténacité sur l'urgence de confier le portefeuille des affaires étrangères à d'autres mains qu'à celles de M. de Kattendyke; et ce fut, assure-t-on encore, à la suite des démarches inconstitutionnelles de la deuxième chambre pour provoquer son éloignement du cabinet, que M. de Kattendyke se décida à offrir sa démission au roi, qui l'accepta.

Pour le remplacer, le roi, qui parut quelque temps très-embarrassé, fixa son choix sur M. de la Sarraz, lieutenant-général d'artillerie, très-distingué dans son armé, mais totalement étranger, comme on le pense bien, aux négociations diplomatiques et à tout ce qui est du ressort d'un ministre des affaires étrangères. Mais, outre la bizarrerie de ce choix, on vit se renouveler encore la même violation des formes et des principes constitutionnels qu'on avait reprochée au gouvernement lors de la nomination de M. Van-der-Heim. Le nouveau ministre des affaires étrangères fut présenté aux chambres avec un arrêté royal de nomination ne portant encore que le contre-seing du directeur du cabinet du roi, et dépourvu également de la signature d'un ministre responsable. A n'en pas douter, le roi, qui avait fait preuve de complaisance envers la

chambre en se séparant de M. de Kattendyke, comptait qu'à son tour la chambre se montrerait complaisante envers la couronne en ce qui concerne le contre-seing ; et ceci ne manqua pas d'arriver , en dépit des réclamations de quelques membres de l'opposition , qui protestèrent plus énergiquement que la première fois , à la vue de cette obstination à imprimer le caractère de bon plaisir à la nomination d'un ministre. La grande majorité de la deuxième chambre fut d'avis, qu'il ne valait pas la peine de s'émouvoir pour si peu de chose. Tout se termina au gré de la couronne, qui, aujourd'hui, est en possession de deux précédents, lesquels désormais lui tiendront lieu, en pareille matière, de droit et de logique, jusqu'à ce qu'une nouvelle révision de la loi fondamentale vienne statuer sur cette lacune de la constitution.

Quant au désordre financier, il ne s'est que trop manifesté pendant la dernière session. Cette session, qui avait été annoncée comme devant produire les résultats les plus satisfaisants en régularisant l'état financier du royaume, et comme devant clore l'ère des déficits, n'a produit au contraire qu'un surcroît d'embarras pour le gouvernement. Rien de ce qui devait être réglé ne l'a été d'une manière satisfaisante ou définitive; les principales questions sont restées dans le provisoire, faute de pouvoir s'entendre sur les moyens d'en sortir; enfin, le budget des dépenses pour 1844 et 1845, s'élevant à 70 millions par année, a été accepté, tandis qu'on a refusé une partie des voies

et moyens proposés pour élever les recettes au niveau des dépenses. Ainsi, déjà se présente la perspective d'un déficit de plus de cinq millions par année, si le gouvernement et les chambres ne peuvent s'entendre sur l'impôt nouveau à créer pour combler le déficit. Cet impôt, qu'à bon droit on peut qualifier d'*impôt-problème*, puisque son mode d'assiette et son produit n'existent que dans l'imagination de celui qui a voulu à toute force établir la balance entre les dépenses et les recettes; cet impôt *en l'air* auquel une imagination ingénieuse avait donné d'avance un chiffre idéal, aurait, disait-on, l'immense mérite d'élever le total du revenu, en 1844 et 1845, de manière à produire un surplus de 5,250 florins sur les dépenses. On peut juger d'après cela jusqu'où allait l'art de grouper les chiffres dans celui qui était chargé des finances de l'état. Cette jonglerie du ministre n'avait qu'un seul mérite, celui de son extrême nouveauté en matière financière; mais elle ne fut pas du goût de la deuxième chambre, qui comprit qu'elle se couvrirait d'un immense ridicule, si elle consentait à accorder son vote à un compte de recettes fondé sur des calculs aussi problématiques. La recette fantastique due au génie inventif de M. Van-Hall dut donc faire place à la certitude d'un découvert.

Bien plus, on peut affirmer que le budget tout entier est encore à l'état de problème; car il est sorti mutilé des mains de la chambre, qui a refusé sa sanction à trois chapitres des dépenses. La session

prochaine aura donc à s'occuper du vote de ces trois chapitres , en ce qui concerne les dépenses , et du vote de l'impôt destiné à couvrir le déficit. On le voit , ce budget ne présente rien de fixe sur quoi puisse s'asseoir une espérance solide de voir disparaître le déficit pour les années 1844 et 1845. Ainsi, d'une part, perspective d'un déficit de dix millions sur les années 1844 et 1845, et de l'autre certitude d'un déficit de quarante millions provenant de l'accumulation des déficits des années précédentes, auxquels il devient indispensable de faire face avant toute autre chose. On prévoit que ce n'est qu'à l'aide d'une augmentation de la dette qu'on parviendra à combler cet arriéré.

Comment un tel état de choses finira-t-il ? Beaucoup de personnes croient que le mal est incurable (1). Ils en trouvent la cause dans le manque d'énergie de

1. Ceux qui professent cette opinion s'appuient sur la maxime : qu'une chose usée et qui a fait son temps, doit tomber, et que rien ne peut empêcher cette chute. Cet axiome, aussi vieux que le temps, est applicable aux corps politiques comme aux corps physiques. L'histoire nous en fournit d'éclatants exemples. L'empire des Mèdes et des Perses, l'Égypte, la Grèce, Carthage et Rome, ont eu leurs jours de splendeur et de gloire. Cependant, quand le jour de leur chute est venu, rien n'a pu l'empêcher. Le peuple hollandais ne peut raisonnablement nourrir la prétention d'être à l'abri de ces catastrophes fatales qui ont fait disparaître les plus puissants empires ; seulement ces chutes étant presque toujours retardées ou hâtées par une grande cause déterminante, on pourrait établir que les événements qui eurent lieu en Hollande en 1813, et qui, à cette époque, ont été considérés comme le commencement d'une ère nouvelle de bonheur et de prospérité pour ce pays, n'ont été en définitive que le commencement de la fin.

A l'appui de cette opinion, nous plaçons à la fin de cet ouvrage une lettre écrite en 1838, et dans laquelle les pensées rapidement exposées dans cette note sont développées sous les points de vue historique, politique et philosophique.

la nation , résultat, selon eux , de la politique de la maison d'Orange. Cette maison, disent-ils, a su merveilleusement mettre en pratique la leçon de nivellement gouvernemental donnée par ce roi de Rome à son fils, lorsque, se promenant dans un champ, il faisait tomber les têtes des pavots les plus élevés. Ce que Tarquin obtenait par le nivellement physique , la maison d'Orange l'a demandé au nivellement moral , le pire de tous, parce qu'il use les ressorts moraux, qui sont le principe de vitalité et de grandeur d'un peuple. Décidément, les princes de la maison royale des Pays-Bas sont mus par une aversion instinctive contre toute grandeur intellectuelle ; ce sentiment est chez eux plus que de l'aversion, c'est une espèce de terreur. Aussi, ont-ils constamment eu soin de ne s'entourer que de nullités, bien sûrs que dans cette classe d'hommes on trouvera toujours des complaisants et des adorateurs serviles. C'est à l'aide de ce système dissolvant que ces princes ont fait, pendant un quart de siècle, une guerre sourde au gouvernement constitutionnel ; pour établir sur ses ruines le bon plaisir du souverain. La maison d'Orange n'est malheureusement que trop bien parvenue à son but. L'ex-roi avait successivement éliminé de son conseil tout homme assez audacieux pour avoir une opinion résultant d'une conviction forte qui ne permet pas qu'on transige avec elle. Il ne lui fallait pas des hommes, mais des créatures (1) ;

1. A côté de ceci il est piquant de placer l'anecdote suivante, dont la parfaite authenticité est garantie par l'auteur de cet écrit.

Un homme se promenait un jour sous des ombrages solitaires, ayant un

et Dieu sait s'il a été bien servi à cet égard. De là aussi en grande partie l'état de prostration et d'abaissement dans lequel se trouve le pays. Voilà ce que le peuple hollandais doit à une famille, dans laquelle on remarque malheureusement l'absence de plusieurs qualités royales et gouvernementales, mais qui pèche surtout par un défaut de logique et de droiture dans l'âme, défaut qui semble exclure aussi tout sens moral. A cet égard, ce qui s'est passé déjà pendant le règne de Guillaume II a suffisamment prouvé, que le règne du fils n'était que la doublure, la prolongation de celui du père. Si de ces deux défauts réunis on rapproche l'esprit de courtoisie et la soif des places lucratives et des honneurs futiles, dont le peuple hollandais paraît dévoré depuis que le prince monarchique a fait de ces fiers républicains de très-humbles courtisans du pouvoir, on ne s'étonnera plus qu'il se soit rencontré tant de complaisants serviles, là où il aurait fallu des hommes à l'âme

livre à la main. Tout à coup il se trouve face à face avec le roi Guillaume I^{er}. Celui-ci arrête l'homme au livre pour lui demander le sujet de sa lecture : « C'est le *Testament politique* du cardinal de Richelieu, Sire! — Ah! c'est « à cette source que monsieur va puiser ses leçons de politique. » Puis le roi ajouta : « Je pourrais donc faire de vous un Richelieu? » Ces derniers mots furent prononcés avec un air de complaisance, qui prouvait une foi plus que robuste dans l'omnipotence royale. « Je ne le crois pas, Sire, » reprit l'homme au livre; « car j'ai toujours cru qu'un Richelieu se faisait lui-même. » Puis les deux interlocuteurs reprirent chacun leur chemin. Mais l'homme au livre ne put s'empêcher d'établir un parallèle entre ces mots : « *Je pourrais donc faire de vous un Richelieu,* » et ces mots plus modestes de Charles-Quint à un grand d'Espagne : « *Je puis faire dix grands comme vous, et pas un Titien.* »

Mais supposons un instant que le roi Guillaume eût possédé le don de faire un Richelieu, il est plus que douteux qu'il eût voulu subir sa tutelle.

fortement trempée pour résister au machiavélisme de la maison d'Orange. C'est ainsi que le pays a été conduit vers l'abîme, dans lequel il paraît devoir immanquablement s'engloutir.

Malgré ces désolantes réflexions et ce décourageant tableau, d'autres cependant espèrent encore. Ils croient que les ressorts moraux ne sont pas encore usés au point qu'une réaction salutaire ne devienne possible. Le moyen indiqué par eux est une nouvelle révision de la loi fondamentale. Mais cette fois, ce ne serait plus un replâtrage de l'ancienne loi fondamentale, ainsi qu'on l'a fait en 1840, au grand désappointement de la nation, mais une révision radicale qu'il faudrait, substituant un *tout* neuf et logiquement coordonné à un *tout* usé qui pêche par son esprit et par sa lettre, et par une foule de dispositions illogiques et contradictoires. Voici quels seraient, suivant eux, les principaux points sur lesquels devrait porter cette révision.

On demanderait d'abord, pour la représentation nationale, un système électoral fondé sur des bases vraies et judicieusement coordonnées; puis l'établissement d'un ministère homogène, et partant d'une responsabilité ministérielle, non plus individuelle, mais embrassant le ministère tout entier; et, comme conséquence de ce principe, d'abord l'inviolabilité de la personne royale, puis le droit de dissolution attribué au roi, afin d'établir dans les rapports mutuels du roi avec les représentants de la nation un

équilibre réel, essence d'un gouvernement vraiment constitutionnel.

Si, en même temps qu'on poserait ces premières et importantes bases, on s'occupait activement de simplifier l'administration là où elle est trop compliquée, de refouler d'une part l'esprit provincial, et d'accorder de l'autre plus d'indépendance aux administrations rurales et communales, on parviendrait nécessairement à amener des économies, à obtenir une grande simplification, en un mot, à tirer le pays de l'état de gêne où il se trouve.

Telle est du moins l'esquisse, en traits larges et généraux, des principales idées qui, selon l'avis de quelques personnes, pourraient servir de base à une nouvelle modification de la loi fondamentale. Par là on espérerait arriver à substituer la vérité constitutionnelle au mensonge constitutionnel qui a conduit le pays vers un abîme. Mais il faut dire : que ces réformes, proposées depuis longtemps, auraient eu une influence bien plus grande et plus heureuse sur la marche des affaires, si dès le commencement de son règne, Guillaume II s'en était fait le provocateur. Aujourd'hui, on ne pourra plus s'empêcher d'y voir, non plus l'acte volontaire d'un roi qui comprend les besoins de son peuple et veut y satisfaire, mais un acte de justice trop longtemps différé, et enfin arraché à un pouvoir aveugle et entêté. Si, lors de l'avènement du nouveau monarque, on pouvait croire de semblables mesures utiles, praticables et non compromettantes pour la royauté,

les événements qui se sont succédé depuis cette époque ont dû nécessairement modifier les opinions à cet égard, en enlevant à ce grand acte le caractère de spontanéité qu'il aurait fallu lui conserver pour que le pouvoir royal ne parût pas avoir la main forcée. Trois années se sont écoulées depuis cette époque, et trois années sont trois siècles dans le temps où nous vivons; on ne brave pas impunément l'opinion publique pendant un temps aussi long.

D'ailleurs, on est en droit de supposer, quelque raisonnables et logiques que puissent être ces idées, qu'elles seraient accueillies en haut lieu avec un superbe dédain. Sans être un Louis XIV, on s'imagine parfois pouvoir aller sur ses brisées. Mais si ces illusions peuvent avoir du charme, Dieu veuille que le désillusionnement ne soit pas terrible pour celui qui s'imagine qu'au xix^e siècle on peut encore rêver impunément ces mots : *L'État c'est moi*. En acceptant les idées si sages, émises relativement à la nécessité d'une révision de la loi fondamentale, comme paratonnerre qui peut garantir des éclats de la foudre, ne croirait-on pas signer un acte d'abdication ?

Toutefois, comme l'opinion publique, tant dans la chambre qu'en dehors de cette assemblée, s'est vivement préoccupée, durant le cours de la dernière session des États-Généraux, de la nécessité de cette révision de la loi fondamentale, il est plus que certain qu'il faudra en venir là un jour, et force sera d'adopter alors les idées que nous venons de résumer.

CONCLUSION.

Quant au point de vue européen de cet écrit , le voici :

Aussi bien que la question d'Espagne, que la question de Grèce, que la question d'Italie, etc., la question de Hollande peut devenir une question européenne, puisqu'elle peut devenir une question révolutionnaire. La révolution est là moralement, quand le mécontentement a gagné toutes les classes de la société, et que tout espoir d'amélioration semble interdit. Il ne faut plus alors qu'un accident fortuit pour la faire descendre matériellement dans la rue.

Nous avons déjà cité ces mots d'un des hommes d'État les plus remarquables de la Hollande : « Le « désordre dans les finances est notre plus grand « ennemi , un ennemi qui nous ronge intérieure- « ment , un ennemi qui est capable de bouleverser « tout l'état social , un ennemi qui pourrait créer la « révolution et l'anarchie. » Or, en présence du désordre épouvantable des finances en Hollande, il serait à craindre que le jour ne vînt où la maison régnante se croirait autorisée , pour vaincre les difficultés de la position où le gouvernement se trouve

placé, à avoir recours à une intervention étrangère ; en un mot , que des événements analogues à ceux dont la Hollande a été le théâtre en 1786, ne fussent à la veille d'amener une armée prussienne dans ce pays. Eh bien ! c'est pour que l'Europe, et la France en particulier, soient bien informées du véritable état des choses en Hollande que ces lignes ont été écrites ; c'est pour que l'on sache comment a été amené cet état de choses, et qui l'a amené ; c'est enfin pour épargner à la Hollande cette dernière humiliation d'une intervention étrangère , venant maintenir par la force des armes un régime politique qui n'a enfanté que désastres sur désastres !

C'est à la France surtout à veiller à ce qu'à l'aide des baïonnettes prussiennes on ne cherche pas à perpétuer un état de choses qui devient de plus en plus intolérable. Si le mal qui ronge la Hollande est au nombre de ces maux qui peuvent encore se guérir, la question doit rester exclusivement une question domestique entre *la nation* et *le roi* ; car l'intervention armée d'une puissance étrangère ne serait que le complément de la ruine d'un pays déjà obéré de dettes, écrasé d'impôts. L'odieuse présence de l'étranger lui enlèverait toute chance de salut... s'il en est encore !

Voici ce que l'histoire nous apprend relativement à cette intervention des armées prussiennes en Hollande, en 1787.

Le stathouder Guillaume V étant rentré triomphant à La Haye , à la suite des baïonnettes prus-

siennes, ce prince épancha sa reconnaissance dans une lettre au roi de Prusse, dans laquelle on remarque ces passages :

« C'est uniquement à Votre Majesté que je dois mon
« rétablissement dans l'exercice de mes charges dans
« cette province... Je la supplie de vouloir bien épar-
« gner cette province (la Hollande) et de ne pas en
« exiger des contributions que le droit de la guerre
« la met en droit de demander. Il n'y a que peu
« d'endroits qui se soient défendus. Dans les autres
« villes et places, les armées de Votre Majesté ont été
« reçues comme amies. Votre Majesté mettrait le
« comble à ses bontés en usant de clémence à cet
« égard, et je regarderais toujours cette faveur comme
« faite à moi-même. » (30 septembre 1787) (1).

A la même époque, Georges III, roi d'Angleterre, écrivait au même prince stathouder, pour l'engager à user impitoyablement de son triomphe vis-à-vis des adversaires que les forces prussiennes l'avaient aidé à terrasser. Voici quelques passages de cette curieuse correspondance confidentielle entre le roi de la Grande-Bretagne et son parent le prince d'Orange. Georges III écrivait le 28 septembre 1787 :

« Je ne doute pas que vous ne persuadiez à vos
« amis de détruire toutes les mesures qui ont été
« projetées ces sept dernières années, et alors je pour-
« rai être le sincère allié de la république, ainsi que
« je suis le véritable ami de la maison d'Orange. »
— Et encore : « J'ose me flatter qu'on prendra toutes

1. Archives de la maison d'Orange.

« les mesures nécessaires pour déplacer les magis-
« trats mal intentionnés... C'est mon amitié pour
« vous et votre famille qui m'oblige d'ouvrir mon
« cœur et de vous prier de suivre les conseils de la
« prudence, et non ceux d'une trop grande clé-
« mence. » (2 octobre 1787.) — Puis enfin : « Je ne
« doute pas que vous ne sentiez la nécessité de faire
« céder vos sentiments de clémence à la nécessité
« de voir que la réforme dans la république soit
« complète, pour prévenir le retour des malheurs
« qui ont presque détruit la république et votre
« famille. » (15 février 1788) (1).

Bien que les conseils donnés par le roi d'Angle-
terre aient été religieusement mis en pratique par
le stathouder Guillaume V, ceci n'empêcha pas,
quand le moment de la réaction fut arrivé (1795),
que ce prince ne trouvât que des lâches dans ses par-
tisans, qui avaient pourtant été si braves lorsqu'il
n'y avait rien à craindre pour eux, protégés qu'ils
étaient par les baïonnettes prussiennes. Ce prince et
sa famille n'eurent alors d'autre ressource que de
fuir honteusement une terre qu'avaient illustrée des
princes d'Orange tels qu'un Maurice, un Frédéric-
Henri, un Guillaume III. C'est ainsi que s'abâtar-
dissent les races les plus illustres, et qu'un nom
glorieux devient un pénible fardeau, pour ceux qui
sont appelés à le porter et pour le pays qui associe
ses destinées à la destinée de ceux qui le portent.

Eh bien ! si de nos jours les événements politiques

1 Archives de la maison d'Orange.

amenaient une intervention prussienne en Hollande, les conseils d'une sévérité impitoyable ne viendraient pas de Londres , mais du cabinet de Saint-Pétersbourg. L'empereur Nicolas, si fier d'avoir foulé aux pieds la constitution du royaume de Pologne, ne se ferait pas faute de donner le conseil à son beau-frère le roi des Pays-Bas , d'en finir chez lui avec le régime représentatif, et de mettre en place le gouvernement absolu du souverain.

Ainsi la question serait engagée, sur le terrain de la Hollande, entre la France et la Russie. C'est donc à la première, à la France de 1830, à veiller à ce que la Hollande soit conservée dans les rangs des gouvernements constitutionnels de l'Europe, et qu'elle n'aille pas grossir le nombre des ennemis de cette forme de gouvernement.

L'ex-roi Guillaume I^{er} vient de descendre dans la tombe au moment où je livre ces pages à l'impression. Elles peuvent en quelque sorte être considérées comme un document explicatif des projets de loi proposés tout dernièrement par le ministre des finances aux États-Généraux (1).

1. Ce n'est pas la circonstance de la mort de l'ex-roi des Pays-Bas qui a amené la publication de cet écrit; mais c'est l'apparition de la *loi de salut et d'amour* de M. le ministre chargé, par *intérim*, du portefeuille des finances; c'est la lecture de ce tissu d'abominations fiscales et la création de ces commissions inquisitoriales, qu'à bon droit on pourrait appeler, en matière d'im-

N'y a-t-il pas quelque chose de providentiel dans cette mort, qui vient coïncider avec ce cri de détresse financier qui s'élève en Hollande et force le gouvernement des Pays-Bas à recourir à un nouvel impôt aussi écrasant qu'immoral ? Car, s'il est adopté comme ressource *in extremis*, pour sauver l'État d'une banqueroute complète, nul doute aussi que, pour se soustraire à ce surcroît de charge, les faux serments vont pulluler dans ce malheureux pays.

pôt, les *cours prévotales de monsieur Van-Hall*, qui ont fait sur l'auteur de ces pages l'effet de la dernière goutte d'eau qui fait déborder le vase.

D'après l'aveu de tous ceux qui ont lu le manuscrit de cet ouvrage, il a le mérite d'être *vrai*. Son auteur s'attend par conséquent à entendre s'élever contre lui un concert d'invectives, de la part des *séides* et des courtisans du feu roi Guillaume I^{er}. Ils crieront anathème contre l'auteur de ces pages; mais il s'en consolera facilement. Bien mieux, il pourra, jusqu'à un certain point, le tenir à honneur; car il y a des haines qui honorent. L'auteur déclare ici : qu'il a toujours *exécré* le système de *persévérance*, d'abord parce qu'il était absurde en lui-même, mais bien plus encore, parce qu'il était *pervers*. Oui, il y avait *perversité* à tout sacrifier à un système uniquement fondé sur le désir ardent de voir fondre sur l'Europe les maux d'une guerre générale. Tandis que toute l'Europe civilisée (et ceci implique qu'il ne peut être question ici de la Russie) faisait des vœux ardents pour la conservation de la paix, le roi Guillaume, et avec lui la Hollande, puisqu'elle s'associait à son système, faisaient des vœux pour la guerre. C'était là un vœu impie. Grâce à Dieu, le ciel ne l'a pas exaucé; mais si ce vœu a pu être considéré pendant un temps comme éminemment patriotique en Hollande, à coup sûr, il était marqué du sceau de la réprobation universelle; car il était *anti-européen*.

Aujourd'hui la main de Dieu semble peser sur la Hollande parce qu'elle s'est associée au vœu criminel du roi Guillaume I^{er} et de ses conseillers. Rarement l'histoire a offert une plus grande, une plus haute leçon de moralité aux peuples et aux rois. L'auteur de cet écrit professe, par conséquent, l'antipathie la plus profonde pour ceux qui ont conseillé le système de *persévérance*, ou qui seulement y ont applaudi. Entre lui et ces hommes, il existe un abîme; ces hommes fussent-ils ses parents au degré le plus rapproché, il ne peut voir en eux que des ennemis de leur pays.

Tout ce luxe de mesures vexatoires du fisc, ces commissions inquisitoriales qui auront le droit de pénétrer dans le domicile des citoyens pour estimer leur avoir, ces peines demandées par la loi contre ceux qui éprouveront une juste et légitime répugnance à se soumettre au rôle odieux et avilissant d'inquisiteurs de leurs concitoyens, toutes ces mesures fiscales enfin proposées par un gouvernement qui semble en délire, sont autant d'attentats liberticides; c'est une hécatombe de ce que l'homme possède de plus précieux, sa liberté et sa dignité, offertes sur la tombe encore béante de Guillaume I^{er}. Après un tel règne il ne fallait rien moins qu'un tel sacrifice ! Le gouvernement parviendra-t-il à l'arracher aux États-Généraux ?

Mais quoi de plus révoltant aussi, selon nous, que d'entendre parler de tous ces millions entassés dans les coffres du feu roi, tandis que ceux du royaume sont complètement vides.

L'offre même de participer pour dix millions dans le nouvel emprunt projeté, faite peu de temps avant sa mort par le feu roi, est, selon nous, marquée au coin de l'impudeur; car cette offre seule indique l'énormité de la fortune personnelle de ce prince. Aussi serait-on tenté d'admettre ce que disait spirituellement un journal : « Il avait juste la « dette de la Hollande, avec cette différence, que ce « qui était au passif chez elle était à l'actif chez lui. »

Mais à côté de la pénurie publique et de l'amoin-
drissement des fortunes particulières en Hollande,

ce développement effrayant de la fortune de la maison régnante ne pourrait-il pas devenir dangereux pour la liberté publique? Celui qui se trouve dans la position d'acheter beaucoup de consciences ne trouvera-t-il pas un grand nombre de consciences vénales toujours prêtes à se vendre? Et quels seront les résultats de cet encan, si dégradant pour l'humanité? Un pouvoir sans frein, une dépendance entière à côté d'une autorité illimitée. Ce sera, en un mot, le despotisme capricieux d'un seul, ou l'autocratie russe, sous le masque hypocrite d'un gouvernement soi-disant représentatif. Les Pays-Bas offriront la répétition de ce que l'on vit un jour à Rome. Ce sera Rome et le sénat romain sortant des mains d'Auguste qui les avait façonnés au pouvoir impérial, pour aller s'avilir sous Tibère (1). Le théâtre sera bien moins vaste à la vérité, mais le spectacle n'en sera pas moins dégradant pour cela.

Si l'obséquiosité des États-Généraux n'était chose reconnue, on serait tenté de croire que l'adresse de la deuxième chambre au roi, à l'occasion de la mort de son père, n'est qu'un long, un amer persiflage. Comment ne pas éprouver un dégoût profond, en

1. Il est bien entendu que ceci est dit sans comparaison entre les personnes; Guillaume 1^{er} ne rappelle pas plus un Auguste, qui donna son nom à son siècle, que le fils de Guillaume 1^{er} ne rappelle le fils adoptif d'Auguste. Il n'y a rapprochement qu'entre les situations. Quand on lit l'adresse des États-Généraux au roi, à l'occasion de la mort de son père, on se rappelle ce que Tacite dit, en parlant des actes du sénat romain à l'occasion de la mort d'Auguste : « Heureux celui qui à cette époque pouvait trouver une flatterie qui eût encore le mérite de la nouveauté! »

lisant dans cette adresse le passage suivant : « Nous
« ne cesserons de reconnaître avec gratitude tout le
« bien qui s'est opéré durant le règne du prince que
« Dieu a rappelé à lui. » Le bien qui s'est opéré durant
le règne de Guillaume I^{er} ! On croit rêver en lisant
ces mots. En vérité, il faut qu'une assemblée soit
bien imbue du génie courtisan pour oser prononcer,
à la face d'une nation courbée sous le fardeau d'in-
tolérables impôts ; une phrase dont l'évidence des
faits démontre la fausseté.

En dépit de tout le fatras adulateur que l'on
trouve presque à chaque pas dans cette adresse,
nous croyons être mille fois davantage dans le vrai,
en disant que l'histoire du règne de Guillaume I^{er},
réduite à sa plus simple expression, est renfermée
dans ce peu de mots : « Il a appauvri, endetté ; ruiné
l'État qu'il a gouverné pendant un quart de siècle,
et il a énormément enrichi sa famille. »

Voilà l'épithète qui devrait être gravée sur la
tombe de ce roi spéculateur.

Ses dépouilles mortelles vont être déposées à côté
de cet autre Guillaume I^{er} qui disait : « Les peuples
ne sont pas faits pour les rois, mais ceux-ci pour les
peuples. » Mais aussi l'histoire nous apprend que
ce Guillaume I^{er} mourut pauvre et endetté, laissant
à peine à ses nombreux enfants de quoi soutenir
l'éclat de leur rang (1).

1. À l'heure qu'il est, les enfants de Guillaume I^{er} sont probablement
très-occupés à partager entre eux les millions provenant de l'héritage pa-
ternel.

Les héritiers de Guillaume I^{er}, dit le *Taciturne*, n'eurent pas à s'occuper

de ce soin, tant s'en faut ; car à la mort du prince, sa veuve et ses enfants furent obligés de faire un appel à la munificence des États de Hollande. En veut-on la preuve ? Voici quelques exemples qui montrent l'état de pénurie où se trouvait alors cette famille d'Orange, qui se trouve placée aujourd'hui à la tête de tant de millions.

20 juillet 1584. — Sont alloués 16,000 florins pour subvenir aux frais des funérailles du prince.

23 août. — Sont alloués 2,000 florins par mois au comte Maurice pour l'entretien de sa maison.

22 septembre. — Sont alloués à madame la princesse douairière, si elle consent à rester en Hollande avec les cinq enfants, 2,000 florins par an pour l'éducation des enfants, et 6,000 florins par an pour l'entretien de sa maison.

11 octobre. — Sont alloués 9 à 10,000 florins pour solder les mémoires des fournisseurs de la maison du feu prince.

9 janvier 1585. — Dispositions relatives au paiement des dettes contractées par le comte Maurice, pendant les deux années qu'il a passées à l'université de Leyden.

Même date. — Une pension annuelle de 1,200 florins, à prendre sur l'hoirie, est allouée à mademoiselle Anna de Nassau.

4 juillet 1585. — La vaisselle plate, les tapis, le linge, et les meubles du feu prince, seront vendus au profit des officiers de sa maison.

3 juin 1589. — Madame la princesse douairière ayant demandé une assistance pécuniaire, on lui alloue pour une fois 4,000 florins,

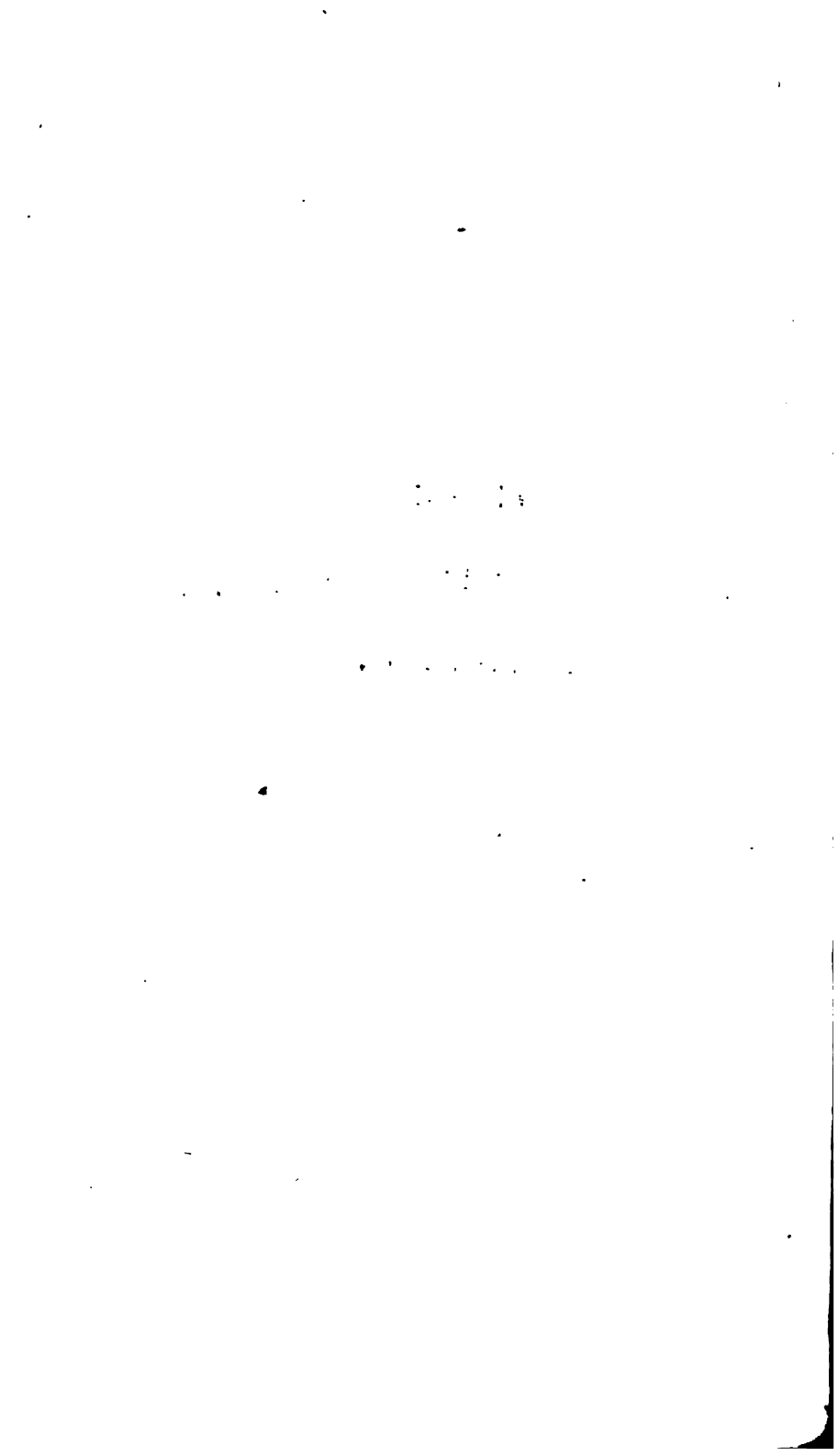
13 septembre 1593. — Sont alloués, pour l'entretien de mademoiselle Amélie de Nassau, fille du feu prince, 2,500 florins par an.

En voilà bien assez pour se convaincre que Guillaume I^{er}, dit le *Taciturne*, n'avait ni spéculé à la bourse, ni tripoté dans les actions industrielles. Mais *autre temps, autres mœurs*, dit l'adage.

1

LETTRE
SUR L'AVENIR DU ROYAUME DES PAYS-BAS,

ÉCRITE EN AVRIL 1830.



LETTRE

SUR L'AVENIR DU ROYAUME DES PAYS-BAS.

AVRIL 1838.

MONSIEUR,

Vous m'avez demandé mon opinion sur l'avenir de ce petit pays qui eut nom d'abord de république des Provinces-Unies, ensuite de république Batave, puis de royaume de Hollande; qui pendant trois ans a été effacé du rang des peuples indépendants; qui renaquit de ses cendres en 1813, sous le nom de Provinces-Unies; qui peu de temps après fit partie du royaume des Pays-Bas, et qui, depuis sa séparation d'avec la Belgique, est redevenu ce qu'il était en 1813, sauf le nom de royaume qu'il a conservé, avec un roi à sa tête au lieu d'un prince souverain.

A peine étais-je né que la république des Provinces-Unies vit terminer son existence politique; je ne puis juger de son gouvernement et de ses institutions que d'après ce que l'histoire nous en apprend. J'étais trop jeune pour avoir pu apprécier le gouvernement de la république batave; j'ai un sou-

venir confus d'enfance de la royauté de Louis Bonaparte ; la réunion à l'empire français m'est parfaitement présente à la mémoire , et j'ai été à même de juger et d'apprécier comme témoin les événements qui se sont passés depuis 1813 jusqu'en 1830.

J'ai toujours considéré la réunion des anciennes Provinces-Unies et de la Belgique sous le même sceptre comme une combinaison politique sage ; malheureusement l'exécution de cette pensée de haute politique européenne a été confiée à des mains inhabiles. Après quinze années de tiraillements et de querelles entre les Belges et les Hollandais , la séparation eut lieu d'une manière violente, et je crois que, lorsque deux peuples se séparent avec ce degré d'animosité mutuelle , il ne faut plus songer à un rapprochement amical. Il n'y aurait que la conquête qui pourrait rendre au roi des Pays-Bas ce qu'il a perdu ; mais je ne crois pas que la Hollande soit de force à aller conquérir la Belgique, bien que l'on ait fait accroire aux Hollandais, après les événements de 1830, que cela serait fort praticable , et qu'à cette occasion on leur ait fait entrevoir, probablement dans le but d'exciter leur zèle, la Belgique reconquise par leurs efforts, comme un autre pays de *la généralité*, qui serait exploité au profit de la Hollande. Ce qui s'est passé depuis sept ans nous a démontré tout ce que ces beaux projets avaient de chimérique. Ces châteaux en Espagne se sont réduits en fumée ; mais si on a acquis à cet égard des notions plus exactes et plus raisonnables, elles ont été achetées bien chèrement,

et l'expérience acquise à ce prix est un trésor véritablement ruineux.

A moins donc d'un événement que je ne puis qualifier que du mot de miraculeux, je ne prévois point que cette réunion puisse se refaire; ainsi l'avenir du royaume des Pays-Bas me paraît n'avoir désormais rien de commun avec la Belgique, sauf les rapports de bon voisinage de peuple à peuple.

Je sais que dans le système actuel de la politique européenne il faut être puissant avant tout pour avoir voix au chapitre, et que tout ce qui est petit et faible n'est là que pour recevoir l'impulsion des grandes cours. C'est, à mon avis, une position fort humiliante, non-seulement pour le souverain, mais aussi pour les sujets, et cela seul me dégoûterait de vivre comme citoyen dans un petit état, et bien plus encore d'être employé par le gouvernement d'une petite puissance, dépourvue de la faculté de se faire respecter, car il n'y a que des humiliations à recueillir dans ce métier. Je sais que sur ce point il y a des personnes qui sont sous le charme d'illusions peu raisonnables, et qui, comme la grenouille de la fable, croient pouvoir se faire aussi grosses que le bœuf; mais quand on n'éprouve point ces illusions, il ne reste que le sentiment de l'humiliation, qui est odieux.

Le seul moyen de sortir de cet état de nullité serait d'agrandir le royaume des Pays-Bas sur sa frontière orientale, soit aux dépens de la Prusse, soit aux dépens du Hanovre. Ceci, dans tous les cas, ne pour-

rait se faire que par suite d'une guerre générale, et à l'aide de bons et solides alliés qui missent le roi des Pays-Bas à même de dépouiller la Prusse d'une partie de ses provinces rhénanes, ou le roi de Hanovre de cette portion de territoire qui s'étend jusqu'au Weser. Dans la supposition qu'on en vienne un jour là, je crois que l'hypothèse de l'agrandissement aux dépens du Hanovre serait préférable à la première ; car le même obstacle qui a fait échouer, en grande partie, la réunion entre la Belgique et la Hollande, la question religieuse, pourrait se reproduire entre les populations catholiques des anciens évêchés de Munster et de Cologne, qui s'accommoderaient probablement tout aussi peu de leur réunion à la Hollande protestante, que celle-ci serait disposée à se montrer accommodante à l'égard des catholiques de ces contrées.

Quoi qu'il en soit, ce ne sera pas la Prusse qui facilitera au gouvernement des Pays-Bas la conquête d'une portion du Hanovre. Aussi longtemps que la Prusse ne sera point de force à réunir le Hanovre à sa domination, le cabinet de Berlin sera vivement intéressé à le maintenir dans l'état actuel, dans l'espoir d'en faire sa proie plus tard. Ce ne pourrait donc être que la France et l'Angleterre qui se prêtassent à mettre le roi des Pays-Bas en possession du territoire qui s'étend jusqu'au Weser, ou au delà de ce fleuve.

Mais en étudiant l'histoire des peuples en général, il m'est apparu une vérité ; c'est qu'il y a des

peuples et des sociétés politiques qui sont destinées à agrandir leur domination par des réunions de territoire successives, tandis que d'autres peuples paraissent être privés de cette faculté par des causes diverses. Ceux-ci, voyant l'impossibilité physique ou le danger de s'agrandir aux dépens de leurs voisins, ont tourné leurs efforts vers des conquêtes lointaines. La position insulaire de l'empire britannique a forcé le gouvernement anglais à aller faire des conquêtes dans d'autres hémisphères.

Sur le continent européen, l'histoire m'indique deux peuples qui ont possédé d'immenses ressources, et qui n'en ont point profité pour étendre leur territoire : Venise et la république des Provinces-Unies.

La première eut des pays tributaires dans la mer Méditerranée, et sur le littoral de l'Adriatique ; mais le territoire de la république fut toujours fort circonscrit.

Il en est de même de la république des Provinces-Unies. Dans cette guerre de quatre-vingts ans, qui, à tout prendre, fut conduite avec tant d'avantage contre les deux branches de la maison d'Autriche, pourquoi la république ne chercha-t-elle point à faire des conquêtes qui étendissent son territoire ? Pourquoi, au contraire, tous ses soins furent-ils dirigés à en faire de lointaines, soit dans les Indes orientales, soit dans le Nouveau-Monde ? C'est que le gouvernement des Provinces-Unies avait la conviction que des conquêtes, qui tendaient à agrandir

le territoire de la république sur le continent européen, étaient contraires à son intérêt, soit comme pays exclusivement marchand, soit comme État exclusivement protestant. Nul doute que, si les États-Généraux l'eussent voulu, la république eût pu s'agrandir sur sa frontière du midi, et qu'une partie de la Belgique eût pu leur échoir en partage. Mais leur intérêt ne les portait point à s'adjoindre un pays catholique, et le commerce de la Hollande trouvait bien plus d'avantage à voir Anvers entre les mains des Espagnols, sauf à interdire tout commerce à cette ville, que de se l'approprier, au risque d'en faire une rivale dangereuse pour Amsterdam et Rotterdam. Les mêmes motifs, c'est-à-dire la même jalousie commerciale, ont probablement empêché la république d'étendre sa domination vers le nord de l'Allemagne; là, on rencontrait Emden d'abord, puis Brême, qui auraient pu attirer vers elles une partie du commerce de la province de Hollande. Jalousie commerciale d'une part, crainte de voir diminuer la prépondérance politique et religieuse du calvinisme de l'autre, tels furent les deux mobiles qui firent préférer aux États-Généraux de se resserrer dans les limites étroites des sept provinces, plutôt que d'étendre le territoire de la république, dans la crainte de rencontrer des rivaux, soit commerciaux, soit religieux, dans ceux qu'ils auraient pu admettre dans leur société politique.

Prépondérance exclusivement commerciale et protestante, tel était le but que nos ancêtres eurent

en vue lorsqu'ils signèrent, en 1648, le fameux traité de Munster, qui mit fin à la longue lutte pour l'indépendance avec l'Espagne.

Voilà bientôt deux siècles que ce traité fut signé. Après maintes et maintes modifications politiques, la république a disparu, et ce même pays se trouve aujourd'hui transformé en royaume. Mais, si les institutions politiques et la souveraineté y ont subi des changements extraordinaires, l'esprit des populations s'y est, pour ainsi dire, conservé intact; on y remarque encore le type primitif, et le Hollandais est toujours jaloux et de son commerce et de sa foi protestante. Tout agrandissement de territoire qui aurait pour résultat de porter atteinte à ces deux points capitaux (et je ne vois point qu'il puisse en être autrement) sera toujours vu de mauvais œil en Hollande. Nous en avons eu la preuve à l'occasion de sa réunion avec la Belgique; car, bien que les Hollandais fissent fi de cette réunion et la crussent plus favorable à la Belgique qu'à la Hollande, l'avenir leur apprendra peut-être combien leur erreur a été grande en dédaignant cette planche de salut, qu'un concours extraordinaire de circonstances était venu leur offrir, à point nommé, pour leur faciliter les moyens d'entrer dans une voie nouvelle, en se ralliant franchement à un système nouveau qui avait des chances d'avenir pour les deux pays.

Mais il ne s'agit point ici de ce qui serait raisonnable, de ce qui serait sage; il s'agit ici d'un fait

existant, d'une opinion dominante en Hollande, et qui, tant qu'elle subsistera, rendra toute espèce d'agrandissement de territoire un sujet perpétuel de disputes entre les populations des anciennes Provinces-Unies et les populations qu'on pourrait leur adjoindre.

Il faudrait donc commencer par y changer les hommes et les idées; il faudrait faire entendre aux Hollandais que, tout étant changé autour d'eux, ils doivent nécessairement se modifier aussi sur certains points, et que, vouloir se traîner dans cette vieille ornière, c'est se traîner vers une perte que je crois être inévitable, bien qu'elle puisse ne pas être encore aussi prochaine.

Connaissez-vous l'histoire de la ville de Staveren en Frise? Cette ville était, au moyen-âge, une ville anséatique considérable; Amsterdam n'était alors que bien peu de chose. Staveren déchut graduellement de sa prospérité ancienne; bref, elle était réduite, il y a quelques années, à un tel état de décadence et de misère, qu'il fut question de la rayer du nombre des villes de la province, et de décider qu'elle ne serait plus considérée que comme un bourg ou un village. Je crains bien que l'histoire de la ville que je viens de vous citer ne devienne un jour applicable à Amsterdam. Je ne le verrai point; mais il est très-possible que nos arrière-neveux le voient; car la grande prospérité d'Amsterdam ne date que de l'époque de la ruine du commerce d'Anvers, et les temps sont passés où la Hollande était en état

d'imposer, comme condition *sine quâ non*, la clôture de l'Escaut à ses voisins, et de frapper de stérilité un fleuve que la Providence semblait n'avoir créé que pour être une source féconde de richesse et de prospérité pour les contrées qu'il traverse. L'histoire ne nous apprend-elle pas que, sous la domination des princes de la maison de Bourgogne et sous celle des premiers souverains de la maison d'Autriche, le commerce principal des Pays-Bas avait fixé son siège à Anvers et à Dordrecht, et qu'il fallut une révolution, suivie d'une guerre de quarantevingts ans avec l'Espagne, pour porter Amsterdam, malgré les inconvénients de sa position, au point de splendeur commerciale qu'elle atteignit dans le courant du xvii^e siècle ?

La voix d'Amsterdam a été puissante dans les conseils des rois. La paix du continent ou la guerre ont souvent dépendu des décisions de cette puissante cité marchande ; un oui ou un non d'Amsterdam était respecté comme un oui ou un non des plus puissants monarques. Mais Carthage et Syracuse, à l'époque de leur gloire, ont aussi fait trembler le monde ancien. Et aujourd'hui, que reste-t-il de ces cités ? Rien que des ruines.

Persone plus que moi ne rend justice aux grandes choses exécutées par nos ancêtres. L'histoire de ce petit pays, connu sous le nom de Provinces-Unies, est réellement fabuleuse ; les siècles à venir ne pourront croire qu'avec d'aussi faibles moyens, avec un territoire aussi exigu, les habi-

existant, d'une opinion *peu favorisées de*
qui, tant qu'elle *choses aussi grandes,*
d'agrandir *de la république, son*
de dispo *son influence dans les*
Provir *Providence, tout cela est phénoménal; il a*
leur *incroyable de circonstances pour*
qu'elle arriva à ce degré de splendeur et de puis-
sance où on la vit vers le milieu du xvii^e siècle; il
ne fallut rien moins que la décadence de la monar-
chie d'Espagne, les guerres religieuses qui désol-
èrent l'Empire, les guerres civiles et les dissensions
politiques qui réduisirent, à cette même époque, la
France et l'Angleterre à une faiblesse extrême, et,
partant, à une grande nullité politique en Europe.
C'est à la réunion de toutes ces différentes circon-
stances que la république fut redevable de son ra-
pide accroissement, et qu'elle dut la prépondérance
politique dont elle jouit pendant un temps en Eu-
rope. Elle brilla d'un grand éclat, moins par sa
puissance réelle que par sa puissance relative; mais,
aussitôt que ses grands et redoutables voisins eurent
mis ordre à leurs affaires, elle vit diminuer sa pré-
pondérance. Ses capitaux lui tinrent lieu de force
réelle pendant un temps; mais une force fictive de
ce genre ne peut durer qu'aussi longtemps que les
coffres de l'État regorgent d'argent et que le crédit
est bien établi. Enfin, la paix d'Utrecht vint mettre
un terme à cette carrière de gloire. Depuis lors, la
république pencha vers son déclin, et un système
de neutralité, rempart ordinaire des faibles, succéda

à la participation aux luttes politiques du xvii^e siècle.

Voyez cependant ce que les Provinces-Unies étaient encore, en 1713, à l'époque de la paix d'Utrecht, et ce qui restait de cette splendeur en 1813. En 1713, la république avait toutes ses colonies; elle avait une force navale considérable, un commerce étendu, et son crédit était solidement établi, bien que sa dette publique fût une lourde charge pour l'État. Que restait-il de tous ces avantages en 1813? Les Provinces-Unies avaient perdu, à peu de chose près, toutes leurs colonies; leur marine était, pour ainsi dire, anéantie; au lieu de crédit, on venait d'avoir une banqueroute, et le commerce, s'il n'avait pas entièrement abandonné ces contrées, s'était ouvert de nouveaux débouchés; car l'Europe entière s'était lancée dans une carrière dont le monopole avait été, pendant un temps, entre les mains des Hollandais. Et cependant les Hollandais de 1813 s'imaginaient bonnement être encore ce qu'avaient été leurs pères; ils rêvaient le retour de cette ancienne prospérité commerciale, et comptaient voir revivre le bon temps d'autrefois!

Je doute que les vingt-cinq années qui se sont écoulées de 1813 à 1838 aient amélioré la situation de ce pays; je crois, au contraire, que nous pourrions bien donner le triste spectacle d'une seconde banqueroute d'ici à peu d'années. Deux banqueroutes successives, et cela dans l'espace de moins

d'un demi-siècle, vous conviendrez que la chose serait effrayante, et ne prouverait point en faveur de la sagesse du gouvernement. Si tant est que nos colonies rapportent un bénéfice réel à la mère-patrie, toujours est-il que nous ne les possédons qu'à titre précaire et sous le bon plaisir de l'Angleterre, qui nous en dépossédera quand bon lui semblera. Notre force navale est réduite à bien peu de chose. Bref, nous sommes, à l'époque actuelle, l'ombre pâle et faible de ce que nous étions il y a un siècle. Et cependant la Hollande, dans son illusion, se croit toujours une puissance formidable, commerçante, maritime et politiquement protestante ! Aussi longtemps que ces illusions ne seront point complètement détruites, aussi longtemps que la Hollande ne s'apercevra point que de l'ancienne Hollande il ne reste qu'un nom glorieux, je crois qu'il ne faut rien attendre de bon pour l'avenir de ce peuple. On ne gouverne point une nation uniquement par des souvenirs : vouloir à toute force se modeler sur un passé détruit et qui ne peut plus revenir, c'est courir après une ombre insaisissable ; mais, avec la connaissance que j'ai du caractère de ces hommes, j'ai l'intime conviction qu'ils courront toujours après cette chimère favorite, comme un malade atteint d'un germe mortel court après la santé et finit par trouver son tombeau sur la route.

L'action de la royauté, bien que puissante en Hollande à beaucoup d'autres égards, est dominée par l'esprit marchand et l'esprit calviniste. Nous en

avons vu la preuve pendant la réunion avec la Belgique. Le Hollandais imputait à crime au roi Guillaume la prospérité toujours croissante d'Anvers et la décadence qui commençait à se faire sentir pour Amsterdam. Le roi Guillaume était représenté comme une espèce d'apostat par les fervents calvinistes, parce qu'il régnait sur des provinces catholiques et qu'il allait le dimanche au spectacle à Bruxelles. J'ai entendu toutes ces exagérations, mais malheureusement je n'ai pu m'en émerveiller; j'eusse été bien plus étonné d'entendre un langage plus raisonnable. Le gouvernement pourra mettre la main sur tout impunément en Hollande, et il n'a que trop prouvé qu'il osait et pouvait le faire; mais l'arche sainte, l'égoïsme mercantile et le rigorisme puritain, seront des obstacles qu'il ne surmontera jamais, et qui pourraient entraîner sa perte s'il se croyait assez fort pour les braver. Il doit le subir, ce joug; il y a déjà sacrifié, bon gré mal gré, la Belgique: c'est tout dire; car, sous l'empire de ces deux puissances inexorables, esprit marchand et esprit protestant, il a été obligé de marcher dans une voie qui a amené pour lui la perte de la Belgique. S'il y persévère, ces idées erronées deviendront le germe mortel qui, en se développant, anéantira le peuple hollandais et son gouvernement. De quel genre sera la mort de ce peuple? Je l'ignore. Finira-t-il, de guerre lasse, par se jeter entre les bras d'une puissance qui puisse lui communiquer une nouvelle vie et une nouvelle existence politique? Sera-ce la conquête qui mettra

un terme à ce qui existe aujourd'hui? La réponse à ces questions repose encore dans les secrets de la Providence. Nous n'assisterons probablement point à la fin du drame, et je m'en félicite; mais je crois qu'il est dans la force des choses que, tôt ou tard, la Hollande fasse partie d'une plus grande nation. Nous avons vu disparaître, de nos jours, beaucoup de petits états pour aller s'absorber dans des états plus considérables; ceux qui viendront après nous, verront peut-être, à leur tour, la Hollande payer le tribut de la faiblesse et de la décrépitude à la force et à la jeunesse d'un nouvel état.

Il y a deux siècles, le nombre des petites puissances était si grand en Europe, que leur masse réunie formait une force assez considérable pour pouvoir entrer en ligne de compte dans la politique générale. A cette époque, les grandes puissances croyaient quelquefois qu'il y allait de leur intérêt de courtoiser un évêque de Munster, un landgrave de Hesse, etc. Les efforts mis en jeu, et par Louis XIV et par Guillaume III, pour captiver l'amitié de tous ces petits princes et pour les rallier à leur cause, est un fait historique connu. L'Empire seul comptait alors, outre les électeurs, un nombre infini de petits États indépendants.

La chute de l'ancien Empire et la Confédération du Rhin mirent une fin à cet état de choses. Le congrès de Vienne a sanctionné ce système de suppression, et les petites puissances qui ont résisté à l'orage ne sont pas en assez grand nombre pour pouvoir,

en se réunissant, opposer une résistance sérieuse à leurs puissants voisins. Si on laisse subsister ces infiniment petits, c'est par grâce et faveur spéciale; mais à la première guerre générale, je ne doute point que les grandes puissances ne fassent une nouvelle main-basse sur les petites, et gare alors aux petits États qui seront enclavés dans les grands ou trop voisins d'eux. Chacun tâchera de s'adjuger la part qui lui conviendra le mieux pour s'étendre ou s'arrondir, et le prétexte sera le maintien de l'équilibre entre les grandes puissances; de manière que, si l'une s'agrandit, les autres voudront en faire autant, pour ne point diminuer en force relative.

Ces agrandissements ne pourront se faire qu'aux dépens des faibles et des petits. Cela aura, à coup sûr, l'avantage de simplifier considérablement la politique européenne; il y aura bien moins d'intérêts à ménager; par là aussi moins de sujets de contestations; l'Europe ne sera plus menacée de la guerre parce que tel ou tel petit potentat se trouverait intéressé à une conflagration générale. Quant aux petites nationalités qui iront se confondre ainsi dans de plus grandes, leur amour-propre de peuple en sera à coup sûr vivement froissé; mais, ce sentiment d'orgueil national mis à part, il est possible que leur existence n'en soit pas plus malheureuse pour cela; car elles participeront en retour aux avantages inhérents à la puissance, pourvu, toutefois, qu'il n'existe point de trop immenses divergences entre la nationalité absorbante et la nationalité absorbée; ainsi la partie

wallonne de la Belgique, réunie à la France, ne serait point malheureuse, car il y a similitude de mœurs et de langage entre ces contrées et la France; et les Pays-Bas (les anciennes Provinces-Unies), réunis à une grande nationalité allemande, n'éprouveraient point ce sentiment antipathique que les Hollandais ont éprouvé pour la réunion à l'empire français.

J'applique cet exemple et ce raisonnement aux autres petites puissances qui existent encore, soit en Allemagne, soit en Italie.

L'esprit du siècle tend évidemment vers l'établissement de grandes sociétés politiques. Une paix prolongée peut, à la vérité, maintenir encore pendant un fort long temps l'état actuel des choses. Mais il arrivera tôt ou tard un instant où cette paix sera rompue, soit par l'ambition d'un peuple, soit par celle d'un homme. Il ne faut pour cela qu'un autre Frédéric II, ou un autre Napoléon; et ce moment sera probablement celui de la chute de ce qui est faible et petit en Europe.

Quant à moi, je ne serais point éloigné de croire que, dans un siècle et demi, l'Europe sera partagée entre quelques grandes nationalités, telles que l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, la Russie, la Scandinavie, la Prusse, la Pologne, la France, et un empire ou royaume d'Allemagne, non l'ancien saint Empire reconstitué, mais un État composé de toutes les petites puissances qui bordent la mer du Nord et le Rhin, et qui réunies formeraient une grande puissance in-

termédiaire entre la France d'une part, et la Prusse et l'Autriche de l'autre.

Certes, le souverain de ce magnifique empire tiendrait entre ses mains la balance politique du continent.

Nous sommes d'origine germanique; nos mœurs et nos usages ont des rapports avec ceux de toutes ces populations allemandes. Je ne vois point que nous serions fort à plaindre de faire partie intégrante d'une aussi belle puissance, dans le sein de laquelle viendraient se confondre Hambourg et Anvers Cologne, Francfort, Manheim, Trèves, Stuttgart, Carlsruhe, et même au besoin la Suisse allemande¹.

Quant à moi, je donnerai fort les mains à ce projet, et je ne regretterai point, à ce prix, une nationalité qui est devenue un pénible fardeau; il en est d'ailleurs des peuples comme des anciennes familles, il est préférable de les voir s'éteindre avec le reflet de leur gloire historique, que de les voir traîner péniblement une existence obscure qui fait un contraste trop fâcheux avec les glorieuses époques de leur grandeur passée.

1. Ce n'est point là une utopie ni un rêve politique dont la réalisation soit impossible ou même improbable. Déjà on sent la nécessité pour la Hollande de la faire sortir de l'état d'isolement dans lequel elle est tombée, et on pense que ce serait là pour elle un moyen sûr de retrouver une nouvelle vie, peut-être une partie de l'éclat dont elle a brillé autrefois. La preuve s'en trouve dans l'article suivant publié par la *Gazette d'Arnheim*, du 29 novembre 1843, et tiré d'un journal allemand, sous le titre : *De la position des Pays-Bas, relativement à la Confédération Germanique et à l'union des douanes allemandes*.

Remarquons toutefois que la lettre parle de l'avenir et que l'article traite

de la situation présente ; mais le plan que cet article expose serait le premier pas vers l'avenir qu'on prophétise en quelque sorte à la Hollande. En un mot, l'union de la Hollande à la Confédération Germanique et son accession à l'union des douanes allemandes, pourraient être considérées comme un état transitoire et un acheminement vers la fusion de tous les peuples d'origine germanique en un seul et même corps. Voici la traduction de cet article.

« Le projet d'accession de la Hollande au système politique allemand doit paraître à beaucoup de gens, dans la disposition actuelle des esprits depuis ces dernières années, trop inattendu pour que nous soyons obligés de nous expliquer positivement à cet égard. Cependant si l'on ne veut pas, en Allemagne, se livrer à des illusions ou juger avec partialité, il faut que l'on rende hommage au développement historique et aux opinions nationales de notre pays, et que l'on n'estime pas trop peu notre situation politique, notre caractère comme peuple, et notre force vitale. C'est là même ce qui nous a déterminés à exprimer nos opinions dans une feuille allemande, tout persuadés que nous sommes de l'intérêt plus général qu'elles auraient excité en Hollande, et des bons résultats qu'elles eussent produits dans un pays naturellement appelé à les apprécier. D'abord nous reconnaissons franchement que les souvenirs d'une grande patrie commune, de commencements historiques communs aussi, sont chez nous, sinon complètement perdus, du moins très-affaiblis. De toutes les races de la Basse-Germanie (*Nederduitsche*), seuls nous avons conservé notre langue qui s'est développée dans une littérature non sans importance. Depuis les temps de Charles-Quint, la Hollande a cessé de faire partie de l'Empire germanique ; et pour le Néerlandais, la lutte victorieuse contre l'oppression espagnole est précisément le point le plus brillant de son histoire. Cette liberté courageusement conquise lui est précieuse ; il l'a maintenue dans la lutte des partis ; après qu'il eut secoué le joug français, elle est demeurée, même sous le gouvernement monarchique, dans l'esprit du peuple. Qu'a-t-il donc eu depuis à envier à la constitution politique de l'Allemagne ? — Une relation de parenté, sans autre lien plus solide, plus pratique, n'est pas dans le caractère hollandais : il faut donc discuter cette question, la possibilité d'accession à la Confédération Germanique, dans la pratique. Nous allons commencer par l'examiner au point de vue du droit public (politique). D'après l'interprétation qui a été donnée en Allemagne à l'acte fédéral, il se trouve dans celui-ci quelques principes et dispositions en opposition avec l'esprit et la lettre de notre loi fondamentale. L'art. 106 de celle-ci dit : « Le pouvoir législatif est exercé en commun par le roi et les États-généraux. » L'art. 122 : « Le consentement des États-généraux est exigé pour toutes les dépenses publiques. » Les art. 165 à 167 : « Personne ne peut être distrait de ses juges naturels. Dans le délai de trois jours, tout détenu devra être traduit devant ses juges légitimes. » L'art. 109 : « La milice ne pourra jamais, sans une autorisation par-

ticulière des États-généraux, être envoyée hors des frontières du royaume. » L'art. 25 garantit la liberté de la presse, et exclut toute censure. Il est évident que ces articles ne s'accordent pas tout à fait avec certaines dispositions fédérales qui restreignent beaucoup les droits politiques (*der Standen*), la publicité et la liberté de la presse. Aussi, il nous semble entendre cette objection : « Comment alors peut-on penser que nous nous soumettrons à une forme politique qui a encore besoin d'être développée, et qui est, dans un grand nombre de cas, une pierre d'achoppement parmi les Allemands eux-mêmes. » Certainement, de même que l'État impose aux particuliers des sacrifices et des obligations, une alliance doit en requérir aussi, que ce soit un État fédéral ou simplement une confédération d'États ; et pour qu'on se soumette volontairement à ces sacrifices, il faut que les avantages compensent les charges. Mais si notre Néerlande *telle qu'elle est*, ne peut prendre de place régulière dans la Confédération *telle qu'elle est*, cependant les difficultés que soulèvent les différences de législation ne paraissent pas insurmontables. Les restrictions apportées aux institutions libres n'étaient point dans les conditions primitives de l'acte fédéral. De même qu'elles ont été introduites par des circonstances particulières, elles peuvent aussi être ramenées par la suite des temps à la forme primitive. L'accession de la Hollande à la confédération serait, dans des circonstances favorables, par exemple dans un moment où elle deviendrait fort désirable pour l'Allemagne, facile à obtenir, sous la garantie de nos institutions actuelles. Ces mêmes restrictions de l'acte fédéral n'ont certainement jamais été mises en pratique dans notre province de Limbourg, qui cependant fait réellement partie de la Confédération, non plus que jadis dans le grand-duché de Luxembourg. Dans ces provinces, on ne reconnaît pas, pour ainsi dire, les dispositions de la Confédération, et les gouvernements n'ont aucun intérêt à changer cet état de choses. Quant à craindre que, par notre accession à la Confédération, nous perdions notre indépendance politique vis-à-vis des autres États, c'est une crainte tout à fait sans fondement. La Confédération est une réunion légale de peuples, une association d'États, mais n'est point un État fédéral. Quoi qu'il en soit de la possibilité de maintenir cette distinction concurremment avec un développement organique, il est certain que le pouvoir central de la diète n'exercera jamais, au détriment des États particuliers, une autorité entièrement souveraine, tant que l'Autriche et la Prusse seront de grandes puissances européennes, et en même temps membres de la Confédération. Elles ne se laisseront jamais lier les mains. Vis-à-vis de ces deux États, le reste des États confédérés forme un tiers ; ce tiers, s'il est uni, est également puissant, et il constitue ainsi un contre-poids naturel de puissance. Là il y a une place importante à prendre pour notre pays, et, pour notre gouvernement, une tâche utile à remplir. Et si cette place, négligée pour le petit État de Luxembourg, n'a été jusqu'ici d'aucune utilité, elle offre pour la Néerlande tout

entière une importance bien plus grande. Cette importance est fondée sur notre puissance commerciale, et c'est à ce point de vue que nous allons à présent considérer la question.

« L'extension qu'a prise l'union des douanes, et les avantages qu'elle assure à l'industrie et au commerce de ses membres font présumer que tout le reste des États du nord de l'Allemagne, d'ici à quelques années, y accédera. Alors les villes hanséatiques ne pourront plus demeurer en arrière, et l'union douanière pourra favoriser de toute manière l'importation des denrées coloniales par les bâtimens de ces villes. A cela se joint que, dès qu'un traité aura été conclu avec la Belgique, le commerce d'Anvers reflourira très-probablement, tant par la navigation d'entre Escaut et Rhin que par le chemin de fer de Cologne. Il est vrai que nos colonies et la navigation régulière du Rhin assurent à notre commerce de grands avantages sur nos rivaux; — mais il est à craindre prochainement que l'union douanière, dans la vue de favoriser son propre commerce maritime, ne charge de droits plus forts l'importation de nos denrées coloniales par le Rhin, ou bien qu'elle ne réussisse, au moyen de la canalisation de l'Ems et de la jonction de cette rivière avec le Rhin, à s'ouvrir une nouvelle voie de-commerce. L'union des douanes a pour principes de seconder avant tout le développement de l'industrie nationale, et de faire des questions financières une question secondaire, afin que le revenu des droits d'importation devienne une source féconde de ressources financières pour l'État : ce sont là ses deux premiers objets. Notre pays, qui doit sa naissance à la liberté du commerce, dont l'industrie, comparée à son commerce, a une importance bien secondaire, ne considère le droit d'importation que sous le point de vue du revenu public. Par le fait de l'accession à l'union douanière, nos finances n'auraient peut-être pas à souffrir, mais il nous faudrait admettre les produits manufacturés allemands exempts de droits, et probablement augmenter les charges de l'importation de nos denrées coloniales, ce qui élèverait notablement, pour les nationaux, le prix des premiers objets de consommation, tels que le café, le sucre, le thé. Enfin il nous faudrait souffrir qu'on établit, sur nos côtes et dans nos ports, une administration douanière sous une surveillance étrangère. A moins de la nécessité la plus pressante, la Hollande ne pourra donc jamais se décider à accéder à l'union des douanes. Mais discutons le cas de cette pressante nécessité.

« Si l'union douanière doit arriver à une puissance et à une extension telles qu'elle embrasse la Confédération Germanique tout entière, et qu'il entre dans ses intérêts de ne nous ouvrir ses marchés qu'à des conditions déterminées, — alors cela deviendrait pour nous une question d'existence. La Prusse, depuis qu'elle s'est placée à la tête de l'union douanière, s'est acquis une influence prépondérante sur les intérêts matériels et par suite sur le domaine entier de la politique allemande, et il est évident que cela n'a pu

se faire sans éveiller en beaucoup d'endroits des inquiétudes et des jalousies. En ce qui concerne l'Autriche, ce gouvernement éclairé paraît devoir se tenir à l'écart, tant que sa situation particulière actuelle, surtout dans les affaires de Hongrie, et que les débouchés de son industrie ne rendront pas son accession opportune. Mais dès que ses embarras présents seront surmontés, — et c'est, comme on le voit, ce dont elle s'occupe, — il est certain qu'elle agira près de la diète, pour que les affaires de douanes et de commerce en Allemagne ne soient plus l'objet secondaire de traités particuliers, mais qu'elles soient considérées comme matière d'intérêt général à régler par la diète, ainsi que d'ailleurs le prescrit positivement l'art. 19 de l'acte fédéral. Il n'est pas improbable non plus que le Hanovre et les villes hanséatiques n'attendent que ce moment pour traiter de concert. Cependant certaines idées, chères à l'opinion publique en Allemagne, par exemple, celle d'un pavillon commun, de traités de commerce communs, etc., mûriront chaque jour davantage; et dès lors il n'y aura plus de raison pour que la Confédération Germanique, dans son ensemble, ne figure pas comme puissance commerçante vis-à-vis de l'étranger, et ne conclue pas, en qualité de corps politique reconnu par les traités, des traités de commerce avec les puissances étrangères. La distinction intérieure des douanes particulières pour chaque État ne serait point pour l'étranger une objection sans réplique, dès qu'on voudrait s'entendre.

« De toutes ces éventualités, pas une ne nous est favorable; et le moindre mal qui pourrait nous en arriver, serait un abandon total des importantes relations de notre commerce à l'étranger. Notre intérêt est donc évidemment de nous tenir toujours bien instruits des intentions et des mesures du cabinet de Vienne à cet égard, et, en conservant la bonne intelligence avec nos voisins, d'être toujours en bons termes avec ce cabinet. La bonne harmonie avec l'Allemagne en général, — nous entendons meilleure qu'elle n'a été jusqu'ici, — paraît pour le moment suffisante, et elle manquera à notre gouvernement, tant qu'il n'entrera pas dans ses vues de songer sérieusement à frayer la voie aux moyens et aux ouvertures de rapprochement et à prévenir l'opinion publique de l'Allemagne en notre faveur par des avances franches. Ainsi on voit avec plaisir que, dans la dernière réunion de la commission pour la navigation du Rhin à Mayence, il a insisté fortement sur la nécessité de l'abaissement des droits, en quoi certainement sa bonne intervention ne peut être méconnue. »

« Si cependant un rapprochement plus grand et une plus grande union d'intérêts avec nos voisins n'est pas pour le moment à l'ordre du jour; si même parmi les voix nombreuses qui réclament aujourd'hui une révision de notre loi fondamentale, comme l'unique moyen de sortir de nos embarras, il n'y en a pas une seule qui mette expressément en avant les théories ci-dessus, — cependant cela ne saurait nous empêcher d'en rechercher les chances ultérieures et les derniers résultats; ce sera le sujet de quelques ob-

servations de détail que nous allons présenter sur ses conséquences politiques. Au point de vue spécialement militaire, la Hollande recueillerait de son accession à la Confédération Germanique, des avantages non stériles. Notre armée est constituée de telle sorte qu'elle répond aux exigences de la Confédération Germanique et fournit le contingent d'un pour cent de la population. Comme nous pouvons fournir, comme contingent, un corps d'armée complet de 25 à 30,000 hommes, il n'y aurait donc de ce côté rien à changer. La défense de la Hollande importe trop à la sûreté de l'Allemagne pour qu'il soit à craindre de voir enlever l'armée néerlandaise à sa destination naturelle, la défense du territoire national. D'un autre côté, notre système de défense se simplifie et il se bornera à ce point de renforcer et de tenir sur un pied respectable notre frontière méridionale. Les places de Maestricht et de Venloo, inutiles à la défense régulière de la Hollande, exigent de grandes dépenses d'entretien, et, en temps de guerre, une garnison nombreuse; c'est autant de force enlevée à notre armée : elles deviendront des places de la Confédération, servant à couvrir la ligne du Rhin inférieur. En temps de paix nous pourrions les occuper par nos propres garnisons. Le plus grand avantage cependant qui résulterait de l'accession au système de la Confédération Germanique, c'est la prospérité de notre marine. L'Allemagne manque de marine, tant pour la protection de son commerce, que pour l'établissement de colonies rendues nécessaires par les progrès de l'émigration. Alors seulement que nous y donnerons les mains, la fondation d'une marine allemande sera possible; car ce n'est pas l'affaire d'un instant que de se créer des relations de commerce étendues, des matelots et des ports. Que l'on y réfléchisse en Allemagne et que l'on ne nous refuse pas le rôle que le destin nous a assigné. Oui, notre marine doit par là gagner en puissance et en considération, car cette considération nous sera assurée par l'importance que l'Allemagne possède comme puissance continentale dans le système politique européen, et par cela même l'Angleterre aura à nous craindre. Sur terre, complètement protégés par le système fédéral, nous pourrions appliquer toutes nos forces à notre marine; bien plus, elle pourrait à elle seule tenir lieu du contingent que nous aurions à fournir. La possession et la défense de nos colonies en seront aussi plus assurées, outre qu'il sera plus facile, avec de bonnes troupes allemandes, d'exécuter des plans ultérieurs de colonisation. Notre vieille devise : *l'union fait la force*, commencera à faire sentir sa puissance; notre pays même recevra un nouvel élément vivifiant; mais il est apte aussi à le recevoir et il en est digne.

« Il est un point que jusqu'ici nous n'avons point encore touché; il faut bien prévoir que d'autres puissances européennes, surtout la France, voudront s'opposer à cette jonction de notre pays à l'Allemagne. Cette opposition sera fondée à peu près sur les mêmes motifs dont, il y a un an, on s'appuyé, d'un autre côté, les protestations contre l'union douanière de la France à la Belgique.

La France, cependant, n'ira point pour cela jusqu'à une levée de boucliers. Elle ne pourra tout au plus, pour contre-balancer cette alliance, que conclure avec la Belgique une union plus étroite. De droit contre nous, la France ne peut en faire valoir ; mais de plus, n'est-il donc pas juste que la Hollande et l'Allemagne cherchent à regagner, par une alliance plus étroite, ce qu'elles ont perdu en défense et en sûreté par la séparation de la Belgique. De tout cela, du reste, le moment choisi en décidera la plus grande partie. Toutefois, que l'Allemagne n'oublie pas qu'il est de son honneur de rétablir ce que l'année 1830 lui a fait perdre de sûreté contre la France. Quant à l'Angleterre, il y a de ce côté moins d'opposition à craindre pour notre accession à la Confédération qu'à l'union douanière. En cas de guerre, la première de ces mesures serait probablement bien accueillie à Londres.

« Pour résumer les résultats que fournissent les considérations ci-dessus, nous devons, en terminant, répéter l'opinion que nous émettions ; c'est-à-dire, que l'accession de la Néerlande à la Confédération Germanique présente des difficultés, et même des dangers pour nous, — mais qu'elle n'en est pas moins une condition du développement ultérieur de notre situation politique, et peut-être une condition nécessaire de l'avenir. Notre gouvernement doit donc se mettre exactement au courant des affaires de l'Allemagne ; il ne doit pas laisser perdre la part d'intérêt et d'influence qui lui appartient à cet égard ; il faut qu'il règle nos affaires intérieures et extérieures de telle sorte que nulle opposition trop grave, ou d'intérêts ou d'opinions, ne vienne mettre obstacle à un rapprochement éventuel. Mais aussi, en Allemagne, nous voudrions préparer l'opinion publique sur cette matière, qui de longtemps encore ne sera pas épuisée. »



LETTRE

A

GUILLAUME I^{ER},

ROI DES PAYS-BAS,

ÉCRITE EN 1838

PAR LE BARON SIRTEMA DE GROVESTINS.

Paris, ce 12 avril 1841.

La lettre qui suit a été écrite à une époque où le roi Guillaume I^{er} régnait encore.

Adresser des lettres à un souverain c'est, à vrai dire, perdre son temps et ses peines. Des hommes si haut placés ne daignent pas répondre aux questions qu'on pourrait leur faire ; bien rarement aussi se montrent-ils disposés à écouter les conseils qu'on pourrait leur offrir, même les plus sains et les plus désintéressés.

L'ex-roi Guillaume I^{er}, aujourd'hui¹ connu sous le nom de comte de Nassau, a, plus que tout autre souverain de notre époque, accueilli avec mépris et dédain les sages conseils qui lui ont été donnés pendant un règne de vingt-six ans. Pour ne pas avoir voulu les écouter, il a d'abord perdu la Belgique en 1830, puis il a été obligé d'abdiquer en 1840.

1. Le roi Guillaume I^{er} vivait encore au moment où fut publiée cette lettre en 1841.

Aujourd'hui que les soucis inséparables d'une couronne ne le préoccupent plus exclusivement, nous nous hasardons à lui adresser notre épître, en la publiant.

Peut-être ne lui paraîtra-t-elle pas tout à fait digne de mépris; peut-être même reconnaîtra-t-il, dans le langage de son auteur, celui d'un homme indépendant, d'un homme qui eût rougi d'être son courtisan, lorsque le vent de la prospérité soufflait pour lui, mais qui aurait bien davantage à rougir, si, après avoir été son complice, il venait élever une voix accusatrice contre lui, comme cette foule de Hollandais, qui, après avoir travaillé de concert avec ce monarque à ruiner leur pays, poussent l'impudeur jusqu'à se faire les accusateurs d'un homme dont ils ne sont en réalité que les complices, eux, qu'on a vus applaudir et concourir à une politique qui devait attirer un déluge de maux sur leur patrie!...

Né les a-t-on pas vus à l'œuvre, ces hommes? Leurs actes ne sont-ils pas burinés dans le bronze? Dieu merci! ils passeront à la postérité, pour que leur nom soit flétri.

Que ces hommes-là sachent au moins se taire; qu'ils se pénètrent de l'idée: que, si le règne de Guil-

laume I^{er} a fini misérablement , honteusement , ce prince n'est pas le seul coupable ; qu'une part de toutes ces misères , de toutes ces hontes , retombe à la charge de ceux qui, pendant nombre d'années, mirent leur gloire à vanter l'absurde politique adoptée par le roi des Pays-Bas.

Oui, ces hommes, par leur plate soumission, ont enhardi le roi Guillaume à ne pas reculer devant des actes insensés qu'il n'aurait jamais pu exécuter sans leur concours ! Que la postérité les voue au mépris ; mais que la génération présente leur demande un compte sévère de tant de bassesse, mise au grand jour d'abord, puis suivie d'une si odieuse, d'une si vile palinodie !

Baron Charles-Frédéric SIRTEMA DE GROVESTINS.



LETTRE

▲

GUILLAUME I^{ER},

ROI DES PAYS-BAS.

SIRE,

Lorsque votre auguste mère vous mit au monde, qu'on vous eut emmaillotté et couché dans votre berceau, on crut y avoir déposé l'héritier du stat-houdérat dans les Provinces-Unies.

Peu d'années avant votre naissance, naquit un autre enfant, qui était destiné à devenir un grand homme. Cet enfant, qui était-il? C'était le comte Gysbert Karel de Hogendorp.

Vous grandîtes l'un et l'autre à l'ombre du stat-houdérat de votre père Guillaume V, Sire. La carrière des armes vous attendait; la toge attendait le jeune de Hogendorp; et, lorsque l'un et l'autre vous fûtes parvenus à l'âge d'homme, on se plut à voir en vous le successeur des Guillaume I^{er}, des Maurice, des Frédéric-Henri, des Guillaume III, le digne héritier de la gloire que ces grands hommes avaient

léguee, comme un noble aiguillon , aux princes qui porteraient un jour le nom d'Orange. Dans Hogendorp, on aima à reconnaître les talents nécessaires pour remplir dignement la place d'un conseiller pensionnaire de Hollande. On espéra qu'il ferait revivre le temps où un Fagel et un Heinsius donnaient tant d'éclat à cet important ministère.

Le ciel en ordonna autrement cependant.

La république des Provinces-Unies s'écroula. L'exil devint votre partage, Sire ; et Hogendorp alla ensevelir ses talents dans une studieuse retraite. Était-ce un malheur ? Il est permis d'en douter. Qui vous connaît, Sire, qui a connu le comte de Hogendorp, frémit à l'idée de ce qui eût pu arriver, si vous, élevé au stathoudérat, et lui, en possession des fonctions de conseiller-pensionnaire de Hollande, vous vous fussiez trouvés en présence l'un de l'autre, comme les deux principales colonnes sur lesquelles reposait l'édifice politique des Provinces-Unies. L'imagination se reporte involontairement vers les temps néfastes où la république fut une arène dans laquelle s'entrechoquèrent l'ambition d'un Maurice et l'inflexible volonté d'un Barneveld.

Hogendorp, qui bien réellement posa la couronne sur votre tête, Sire, a été méconnu par vous comme sujet. Ne l'auriez-vous pas aussi méconnu, vous, n'étant que stathouder, et lui, ministre de l'assemblée souveraine des États de Hollande ?

Vous avez retiré votre confiance royale au comte de Hogendorp, peu de temps après votre élévation

au trône. Ses talents transcendants vous firent ombrage, et ces talents vous eussent peut-être sauvé, tandis que vous donnâtes votre confiance à un renégat politique qui, après avoir persécuté votre famille en 1795, lorsqu'il se prétendait l'apôtre de la liberté, se fit votre adorateur et celui de la royauté, pour vous faire éprouver qu'il est des hommes dont les services sont quelquefois plus à redouter que l'inimitié.

Où les conseils de cet homme qui, en 1795, demanda la proscription du nom d'Orange, et qui jeta les haillons du jacobinisme à la vue de la royauté d'origine étrangère qui fut imposée, en 1806, à la Hollande; où, dis-je, où les conseils de ce caméléon politique ont-ils réduit la maison d'Orange à l'heure qu'il est ?

Voyons ce que cette maison était au xvii^e siècle, voyons ce à quoi elle est réduite au xix^e siècle, depuis que l'ex-jacobin Van-Maanen a daigné lui accorder sa haute et puissante protection, au lieu et place de sa superbe inimitié.

Si l'on ouvre les annales de la république des Provinces-Unies et celles de la maison d'Orange au xvi^e siècle, qu'y voit-on ?

Ici je vais parler en historien. Je vais jeter un coup d'œil rapide sur l'histoire de votre auguste famille, depuis le jour, ce jour à jamais mémorable! auquel un premier rayon d'indépendance, perçant à travers le despotisme ténébreux du règne d'un Philippe II, vint éclairer les Pays-Bas.

Je vois d'abord Guillaume I^{er} levant résolument l'étendard d'une révolte légitime contre un roi de droit divin ; contre un roi maître d'une grande partie de l'Europe et de la presque totalité du nouveau monde ; un roi à la tête d'un empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais ; un roi qui avait pour lui l'appui de Rome et de la catholicité ; un roi qui possédait les trésors du Mexique et du Pérou ; un roi devant lequel plusieurs millions de sujets tremblaient, et qui voulait que Guillaume I^{er} et ses concitoyens tremblassent également devant cette majesté du trône, qui, jusqu'alors, avait été considérée comme une émanation, une représentation de la divinité sur la terre.

Qu'y voit-on encore ? Guillaume I^{er}, toujours ce même prince, conduisant ses concitoyens à l'indépendance à travers des torrents de sang, et cela grâce à des efforts surnaturels de prudence, de sagesse, de prévision, de calcul, et d'une politique à la fois profonde, souple et tenace, qui ont fait de lui l'un des plus grands hommes de son époque, le véritable fondateur de la grandeur de sa famille. On le voit, plaçant sa maison hors ligne, et l'élevant au-dessus de cette foule de petits princes allemands, parmi lesquels les Nassau n'avaient marché que d'un pas égal jusqu'aujourd'hui. Placée sur le théâtre des Pays-Bas, sur cette scène où le sang a toujours coulé sans interruption, soit sur les échafauds, soit sur les champs de bataille, la maison d'Orange grandit de toute la grandeur de la cause dont elle s'était faite le champion et le défen-

seur, elle combattait à la tête des peuples révoltés contre la légitimité et le droit divin d'un Philippe II, pour l'indépendance de la conscience en matière religieuse, et pour la liberté, fondée sur des droits nationaux, dans l'ordre politique.

Pour une si noble et si belle cause, il fallait un grand ; un illustre, un indomptable chevalier, et les peuples des Pays-Bas le trouvèrent dans Guillaume de Nassau-Orange, premier du nom.

Ainsi faisant, Guillaume I^{er} jeta les fondements de l'indépendance dans les Provinces-Unies ; il crut que la Providence lui avait réservé la tâche d'affranchir la totalité des Pays-Bas de la domination espagnole. Ici, il erra, et son erreur manqua de lui devenir fatale. Il entreprit une œuvre qui dépassait ses forces.

Dès l'aurore de la lutte entre les Pays-Bas révoltés et l'Espagne, il se forma deux intérêts distincts dans les provinces soulevées : celui des États du nord et celui des contrées du midi. Les premiers écoutaient la voix de Guillaume I^{er} comme celle d'un oracle ; les autres se méfiaient de ce prince. De la méfiance à la répugnance il n'y a qu'un pas ; et, quand Guillaume voulut s'entremettre dans les affaires des Brabançons, des Flamands et des Wallons, il ne rencontra que des hommes sourds à sa voix, indociles à ses conseils, et plutôt disposés à le traiter en ennemi qu'en libérateur.

Il est incontestable qu'il y avait, à cette époque, une tendance au morcellement des Pays-Bas, et que

quelques grandes familles indigènes visaient à s'y créer des établissements princiers. Le comte d'Egmond n'avait-il pas été accusé par la cour d'Espagne, à l'aurore des troubles de ces provinces, de vouloir se rendre indépendant dans son gouvernement de Flandre ? L'idée que la révolution ne servirait qu'à la grandeur de la maison d'Orange seule était odieuse aux Croÿ, aux Arenberg et à quelques autres grands du pays.

C'est à l'histoire qu'il faudrait demander la révélation de cette différence dans les sentiments qui animaient les populations des Pays-Bas. Mais les peuples, comme les princes, ont leurs arcanes impénétrables ; et si l'histoire donne comme certains, irréfragables, les efforts infructueux de Guillaume I^{er} pour se faire aimer des Brabançons, des Flamands et des Wallons, si elle démontre, jusqu'à la dernière évidence, que le prince d'Orange n'avait rien de bon à attendre dans ces contrées, elle ne nous révèle cependant pas le grand *pourquoi* ; ce *pourquoi* qui finit par tourner tout à l'avantage de l'Espagne, puisque ces contrées préférèrent se replacer sous la domination de l'autorité qui avait son siège à Madrid, plutôt que de vivre en frères avec les populations des Provinces-Unies des Pays-Bas, et de reconnaître le pouvoir politique et militaire qui échut en partage aux princes d'Orange ; sous le gouvernement républicain que se donnèrent les États composant la célèbre Union d'Utrecht.

Il y avait, dans ce fait, un grand et salutaire aver-

tissement. Les fils de Guillaume I^{er}, Maurice et Frédéric-Henri, le comprirent; et, dans cette longue guerre que ces deux princes soutinrent si glorieusement contre l'Espagne, il n'entra jamais, soit dans leurs projets, soit dans ceux des États-généraux, d'établir des relations intimes entre les Provinces-Unies et les Brabançons et les Flamands, qui étaient restés fidèles à la foi de Rome et étaient redevenus sincèrement Espagnols.

L'ouvrage que Guillaume I^{er} laissa imparfait dans les Provinces-Unies, Maurice le consolida avec son épée, et Frédéric-Henri y mit la dernière main. Suivant les traces de son frère et devancier, ce prince combattit d'abord sans relâche, jusqu'à ce que le moment de déposer les armes fût arrivé, en faisant accorder à la république une paix avantageuse par l'Espagne. Ce grand événement, ce dénouement d'un drame qui avait duré près d'un siècle, s'accomplit à Munster, l'an 1648. La cour de Madrid, à bout de tout, car l'Espagne était en voie de déclin, reconnut la république des Provinces-Unies. Bien plus, elle fut forcée de lui abandonner l'artère nourricière de ses provinces flamandes, et l'Escaut fut condamné à demeurer fermé au commerce des Pays-Bas espagnols. Il n'y avait que la puissance qui pût imposer à un peuple une condition aussi tyrannique; et, certes, ce fut là une preuve incontestable de la supériorité que les Provinces-Unies exerçaient alors sur l'Espagne. Le temps n'était pas éloigné où

celle-ci devait trouver des protecteurs dans d'anciens sujets révoltés.

A cette même époque, on peut dire aussi que la Hollande ne connaissait point de rivaux sur les mers.

La maison d'Orange recueillit une part immense de la grandeur de l'état auquel sa destinée était associée depuis près d'un siècle. Si les États-généraux allaient de pair avec de puissants souverains, les princes d'Orange allaient presque de pair avec les rois en Europe, et les filles des rois s'estimèrent heureuses d'unir leur sort à des princes aussi haut placés dans l'opinion universelle.

On croyait généralement cette grandeur de la maison d'Orange si solidement établie, que rien ne pourrait l'abaisser. La mort de Guillaume II (1650), au début de sa carrière, arrêta cependant une prospérité si rare et d'un genre si nouveau en Europe. Une existence plus que princière, presque royale, dans une république, était un spectacle inconnu jusqu'à ce jour. Gênes et Venise n'avaient rien offert de semblable. Les Médicis, à Florence, étaient partis de plus bas, mais ne s'étaient jamais élevés aussi haut. Ils régnèrent sur les beaux-arts, mais ne pesèrent point d'un poids aussi grand dans la balance politique, même au temps de leur plus grande puissance en Italie.

La mort de Guillaume II fut un coup funeste pour la maison d'Orange. Ses ennemis, tant à l'intérieur de la république qu'à l'étranger, se liguèrent contre

elle, et se promirent de perdre le rejeton au berceau des Guillaume et des Frédéric-Henri. La tâche offrait plus de facilité sous la longue minorité du prince d'Orange. De Witt et son parti employèrent cependant plus de vingt années à consolider leur ouvrage ; mais peu de semaines devaient suffire pour le détruire. Comme le phénix renaissant de ses cendres, Guillaume III se montra, à vingt-deux ans, à l'Europe et à sa patrie, entouré de tout l'éclat politique et militaire qu'on croyait détruit à jamais dans les Provinces-Unies.

L'année 1672 vit s'accomplir cette étonnante révolution : la chute du parti de Witt, et la proclamation du prince d'Orange par le peuple comme stat-houder et capitaine général de l'Union. Le souverain, les États, trop heureux de se conformer à la volonté d'un peuple en courroux, qui parlait en maître sur la place publique, et Guillaume III recevant des mains du peuple souverain ce que les États souverains avaient cru pouvoir lui contester pendant un temps, tels sont les traits caractéristiques de la révolution de 1672. Évidemment, le peuple fit un acte de souveraineté à cette occasion ; il le fit en faveur du prince d'Orange, qu'il éleva sur le pavois, ce qui le plaça plus haut dans l'opinion publique que n'avaient été placés ses prédécesseurs. Il y avait là un cachet qui donnait matière à penser aux grands de la terre, et qui était de nature à leur donner des insomnies.

La carrière de Guillaume III est un admirable

composé de sagesse, de prudence, de modération, d'utilité, de fermeté, de persévérance et de bonheur. Grand par la naissance, mais plus grand encore par son génie, la Providence lui offrit, dès son début sur la scène politique, tous les moyens nécessaires pour se faire un grand nom, et pour marcher d'un pas lent, mais sûr, vers une fortune dont les âges futurs conserveront le souvenir en le bénissant.

Sa terre natale a besoin d'un sauveur en 1672 ; Guillaume III est là, il la sauve.

La réforme demande un protecteur ; Guillaume III est là, il la protège.

L'Europe réclame un défenseur contre la puissance usurpatrice de Louis XIV ; Guillaume III est là, il défend le continent.

L'Angleterre implore un libérateur qui la délivre des excès des Stuarts ; Guillaume III est là, il met le pied sur le sol britannique, et l'Angleterre est libre.

Guillaume III est partout où il s'agit de faire le juste et l'utile. Tantôt sur le champ de bataille, tantôt au conseil des confédérés, tantôt dans son cabinet, son épée et sa plume ont défendu, à l'envi l'une de l'autre, les Provinces-Unies, la Grande-Bretagne et le continent européen. Pendant trente ans, l'action de Guillaume III se fait sentir, sans s'arrêter, partout et dans tout en Europe ; d'abord comme stathouder et capitaine-général d'une puissante république ; plus tard, dans sa double qualité de chef politique et militaire dans les Provinces-Unies, et de roi dans la Grande-Bretagne.

A l'époque de la grandeur de Guillaume III, la monarchie d'Espagne était en pleine voie de décadence; elle menaçait ruine de toutes parts. Alors l'héritier de Guillaume I^{er}, le sujet félon et rebelle du roi de droit divin Philippe II, vint en aide au roi légitime des Espagnes Charles II. Celui-ci se crut trop heureux d'accepter les secours d'un roi, qui, d'après les principes de certaines cours, ne pouvait être qualifié que du nom d'*usurpateur*. Mais le monarque anglais avait une bonne épée, et disposait de millions, qu'il consacra en partie à retenir ensemble les diverses parties de la monarchie du dernier roi d'Espagne de la maison d'Autriche.

Bien plus, il eût été permis à Guillaume III, dans la crise qui menaçait le trône d'Espagne, de profiter de l'état de délabrement où se trouvait la puissance espagnole. Il lui eût été facile d'étendre sa domination en Europe. A bout de tout, il arriva que la cour de Madrid, ne pouvant défendre plus longtemps ses provinces des Pays-Bas, offrit à Guillaume III de se charger de l'administration de ces belles contrées. Cet abandon équivalait à une renonciation de l'Espagne à ces provinces, qui fussent devenues ainsi la propriété des Anglais et des États.

Mais Guillaume III ouvrit, à cette occasion, les annales de sa maison. Que devait-il y lire? L'histoire des revers que son bisaïeul avait éprouvés, en essayant de se placer, au xvi^e siècle, à la tête des Flamands et des Brabançons.

Guillaume III ne fut pas tenté de retomber dans l'erreur qui avait manqué de devenir si fatale à Guillaume I^{er}. Il comprit qu'une entreprise semblable n'était bonne, tout au plus, qu'à compromettre sa réputation d'habileté. Il refusa, par conséquent, l'offre que le cabinet de Madrid lui faisait comme *in extremis*, et il fit donner le gouvernement général des pays-Bas à l'électeur de Bavière, sur l'amitié duquel il croyait pouvoir compter à cette époque. Guillaume III mit son épée à la disposition du roi d'Espagne; mais, à aucun prix, il ne voulut lui sacrifier sa gloire et sa réputation. Le grand homme ne se trompait point : entre les Flamands et les Nassau il y avait plus que manque de sympathie ; il y avait répulsion.

Guillaume III mourut entouré de gloire, d'une gloire solide et durable, qui devait encore grandir après lui aux yeux de la postérité.

Jamais prince d'Orange ne porta le lustre de cette maison plus haut; c'est pour elle une auréole qui brillera d'un éclat impérissable, et les âges futurs ne sont pas prêts à fournir à cette famille un tel ensemble de sagacité et de génie. Les circonstances le firent grand; pourquoi? parce qu'il possédait le grand art de dominer les circonstances, et que la généralité des hommes ne sait que les accepter avec une soumission docile.

Les Bourbons comptent leur Henri IV et leur Louis XIV; la maison d'Autriche, son Charles-Quint; l'Angleterre cite avec orgueil sa reine Éli-
sa-

beth ; la maison de Brandebourg, son Frédéric II : la maison d'Orange peut nommer son Guillaume III, et tous les princes de cette famille, présents, passés et à venir, n'ont qu'à incliner humblement leur tête devant celui qui procura à sa maison l'honneur insigne de la voir dépositaire de la couronne impériale de la Grande-Bretagne, et, avec elle, des libertés et immunités de l'Europe. Peut-on demander davantage à la gloire ? je ne le pense point ¹.

Pendant plus d'un siècle, à la suite de la mort de Guillaume III, la maison d'Orange fut réduite à sa couronne princière. La ligne de Guillaume I^{er} s'était

1. Qui le croirait ? ces titres de gloire sont en quelque sorte répudiés par les princes de la maison d'Orange-Nassau, aujourd'hui régnante dans les Pays-Bas. Et cela pourquoi ? On va le voir, et certes il y a là de quoi s'émerveiller. Le prince d'Orange, aujourd'hui Guillaume II, imputa un jour à crime à l'auteur de cet écrit, d'avoir consacré plusieurs années de sa vie à écrire l'histoire de Guillaume III, d'un prince, disait-il « qui n'a-
« vait pas craint de renverser le trône légitime de son beau-père. » Voilà où la maison d'Orange en est venue aujourd'hui : elle prend fait et cause pour le principe de la légitimité, au point de répudier les titres de gloire des auteurs de sa grandeur actuelle. Mais si la famille d'Orange est disposée à se montrer si pointilleuse sur le chapitre de la légitimité, elle devrait bien se ressouvenir qu'il n'y a de *légitime* dans les Pays-Bas que les seuls héritiers de Philippe II. *Légitimité* et le nom d'*Orange*, sont deux mots qui hurlent de se trouver ensemble. Le roi Guillaume II, malgré son aversion pour les princes qui détrônent les rois légitimes, n'en est pas plus pour cela un roi qui représente dans sa personne le principe de la légitimité, que ne le sont le roi Louis-Philippe, le roi Léopold, et que ne l'était dans son temps le roi d'Angleterre, Guillaume III. La royauté, telle qu'elle existe aujourd'hui, tant en Angleterre qu'en France, en Belgique et en Hollande, repose uniquement sur le principe de l'élection nationale, ce qui exclut le principe de la légitimité, comme la maison d'Orange voudrait le voir établir aujourd'hui à son profit. — Quant aux mots dits sur Guillaume III, par le prince d'Orange, depuis roi des Pays-Bas, l'auteur de ces pages pourrait au besoin citer le lieu, l'époque, l'occasion et la personne à qui cet étrange discours fut tenu en 1830.

éteinte dans la personne de son arrière-petit-fils, et le titre d'Orange passa dans une branche collatérale des Nassau.

Ce fut cette nouvelle tige des princes d'Orange qui fournit les deux derniers stathouders et capitaines-généraux de l'Union, connus dans l'histoire sous les noms de Guillaume IV et de Guillaume V¹, ombres pâles et décolorées de ce qu'avaient été leurs prédécesseurs, auteurs de la gloire de la république et du nom d'Orange ! Guillaume V s'enfuit dans une circonstance semblable à celle où Guillaume III sut faire tête à l'orage². A cette époque, tout fait défaut à la république des Provinces-Unies : les institutions, l'argent, les forces ; mais les hommes, les capacités avant tout. Il n'était pas possible de tomber plus bas matériellement et intellectuellement.

Le dernier stathouder mit la mer entre lui et ses

1. On peut affirmer en toute vérité, que cette nouvelle branche de la maison d'Orange-Nassau a vécu jusqu'à ce jour sur les souvenirs glorieux légués à la reconnaissance publique par la branche aînée qui avait fourni plusieurs grands hommes à la république des Provinces-Unies. La branche aînée créa, consolida la république des Provinces-Unies, et la porta à un haut degré de splendeur ; la branche cadette prit la peine d'hériter du titre d'Orange et du renom qui y était attaché, mais voilà tout. La branche aînée lança l'État dans une voie ascendante ; la décadence ne s'arrêta pas sous la branche cadette. Enfin, si dans la branche aînée on trouve le créateur de l'État, du train dont on y va on pourrait bien trouver son fossoyeur dans la branche cadette. Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas, a fait creuser beaucoup de canaux pendant son règne ; Dieu veuille qu'il n'ait fait creuser que cela.

2. L'invasion du territoire de la république par les armées françaises en 1795, qui amena la dissolution de la république des Provinces-Unies. En apprenant la chute de l'édifice politique qui depuis longtemps craquait de toutes parts, une femme d'esprit dit : « C'est fâcheux, mais ce n'est pas • dommage. »

ennemis, tant domestiques qu'étrangers; il débarqua sur le rivage britannique, non à la tête de ses bataillons, comme Guillaume III lorsqu'il toucha le sol anglais en 1688, mais en proscrit, en fugitif, comme Jacques II lorsqu'il vint implorer l'hospitalité du monarque français.

Alors se fit entendre la voix courageuse du républicain Van-Maanen; il demanda, au nom du peuple batave, que la proscription pesât sur la maison d'Orange, elle qui, à la vue du danger, s'était hâtée de se proscrire elle-même! Cette misérable parodie de la révolution française et du procès de l'infortuné Louis XVI peint le caractère de la révolution de 1795, et les hommes qui, en Hollande, s'appelaient patriotes par excellence. De ce nombre était l'intrépide maître Corneille-Félix Van-Maanen, procureur fiscal près la cour de Hollande.

L'exil de la maison d'Orange se prolongea jusque vers l'époque de la réaction de l'Europe contre la France. En 1813, une ère nouvelle s'ouvre pour elle. La Hollande s'est émue à l'approche des armées des alliés; les Français ont fui cette terre inhospitalière qui ne leur offrait aucune sécurité pour leur vie. Les Provinces-Unies sont libres, après avoir gémi pendant vingt ans sous le joug de la France. Quel est l'usage qu'elles font de leur nationalité recouvrée? Elles déferent la souveraineté de leur pays au prince d'Orange, fils du dernier stathouder Guillaume V. Qui fut le principal moteur de cette résolution? le comte de Hogendorp; car, on peut dire,

avec vérité, que dans ces jours de crise, ce grand citoyen et deux ou trois hommes d'élite comme lui tinrent entre leurs mains l'avenir et les destinées de leur patrie, en donnant l'élan au pays ¹.

Le prince d'Orange est proclamé souverain des Provinces-Unies ; il règne où ses ancêtres, même le grand Guillaume III, n'avaient été que d'illustres fonctionnaires publics inamovibles, soumis aux assemblées souveraines de la république. Tout le monde l'adore, même la cohue jacobine dont M. Van-Maanen avait été l'un des coryphées. Celui-ci d'ailleurs s'était merveilleusement préparé à cette palinodie, en passant par le creuset purificateur de la monarchie de Louis Bonaparte en Hollande, et en se faisant gloire de porter la livrée judiciaire de l'empereur Napoléon. Certes, il y avait là de quoi épurer de tout alliage démagogique un homme destiné à devenir le plus ardent défenseur de la prérogative royale *quand même*.....

La fortune semblait, à cette époque, sourire à la maison d'Orange. L'Europe lui destinait une couronne royale sur le continent. Bien plus, elle vit en perspective la couronne de la Grande-Bretagne reposant de nouveau sur la tête d'un autre Nassau, par l'union projetée du prince héréditaire d'Orange avec l'héritière présomptive de l'empire britannique. Ceci cependant ne fut qu'une amère dérision de la

1. Les généreux citoyens qui s'associèrent au comte de Hogendorp furent : les comtes de Limburg-Stirum, Van der Duyn de Maasdam et M. Falck.

fortune : plus le joyau était beau, plus il brilla de près aux yeux de la maison d'Orange, et plus elle dut éprouver de regret en voyant s'évanouir cette illusion d'un moment.

Cependant une autre couronne est accordée à la maison d'Orange au congrès de Vienne (1815). Son chef en ceint son front : il règne avec le titre de roi sur la totalité des Pays-Bas. Les pays qui avaient formé la république des Provinces-Unies, et ceux connus, depuis la paix d'Utrecht, sous le nom de Pays-Bas autrichiens, ne forment plus qu'un même royaume sous le sceptre de Guillaume I^{er}. Ainsi s'accomplit cette grande révolution dans la destinée de la maison d'Orange, révolution qu'on se plut à croire pleine d'avenir, et qui, certes, était de nature à procurer un noble rang à cette maison en Europe.

Quinze années se sont écoulées dans cette position; et cependant, il s'en fallait de beaucoup que la maison d'Orange fût en Europe, non ce qu'elle avait été sous Guillaume III, ce qui n'était pas possible, mais ce qu'elle était sous un Maurice et sous un Frédéric-Henri. Cependant la couche des princes d'Orange ne recevait que des filles de rois ou d'empereurs; l'éclat de la majesté les environnait; ils régnaient sur plus de six millions de sujets; et tout cela n'empêchait pas que la maison d'Orange ne parût frappée de cette faiblesse, symptôme précurseur des grandes catastrophes.

Où donc gisait la cause de ce charme qui pa-

raissait peser si cruellement sur la maison d'Orange depuis que Guillaume III était descendu dans la tombe ?

La Providence seule pourrait nous révéler ce mystère impénétrable, car elle tient entre ses mains le livre du destin des peuples et des rois.

Mais à la vue du spectacle que cette famille offre à nos yeux au *xix^e* siècle, ne dirait-on pas qu'elle aurait été investie dans les siècles précédents d'une mission spéciale ? Ne dirait-on pas que cette mission devait se terminer avec Guillaume III ; que son rôle était accompli ?

A dater de ce jour, la maison d'Orange vécut principalement sous l'influence de ses intérêts particuliers, bien plus que sous celle du triomphe d'une idée qui se rattachait immédiatement à l'avenir d'intérêts généraux.

Dès lors, la maison d'Orange ne put se conduire que comme se conduisent les vieilles dynasties royales, elle qui n'était qu'une dynastie née d'hier. Elle se rattacha aux rois et aux cours qui prêchaient le principe de la légitimité et du droit divin, elle, qui ne s'était élevée si haut qu'en désarçonnant cette légitimité et ce droit divin, d'abord dans la personne d'un Philippe II, puis dans celle d'un Jacques II. Grandie à l'ombre des révolutions, elle se mit à renier l'esprit révolutionnaire qui l'avait portée si haut ! Mais est-il donné à un homme, ou à une famille, de renier impunément son origine ? L'essayer, n'est-ce pas se couvrir de honte et de ridicule ?

La maison d'Orange ne visa qu'à s'agrandir matériellement, quand elle vit que la grandeur morale des princes n'était plus comptée pour rien en Europe; elle dédaigna d'ouvrir le livre des annales de sa famille, où elle eût trouvé de salutaires avertissements, qui peut-être lui eussent fait refuser comme sujets, ces Flamands et ces Brabançons qui s'étaient montrés si hostiles à Guillaume I^{er}, et dont Guillaume III avait, malgré sa grande influence, redouté l'esprit d'opposition politique et religieuse à sa famille.

La maison d'Orange ne parut tenir, en 1815, aucun compte de ces obstacles; elle accepta, par conséquent, la souveraineté des provinces belges qui lui fut déférée par les souverains alliés après la chute de Napoléon et la dissolution de l'empire français. Mais, par une anomalie des plus extraordinaires, elle, qui abdiquait en quelque sorte tout droit à ce titre de Champion du protestantisme qu'on s'était plu à lui déferer au xvii^e siècle, en se voyant placée à la tête d'un royaume composé, pour les trois quarts, d'une population catholique, elle continua à se montrer tout aussi jalouse de ce vieux renom de protestant qu'elle avait inscrit sur sa bannière.

Certes, ce ne pouvait être là qu'une bien mauvaise recommandation auprès des populations catholiques que le congrès de Vienne avait placées sous son sceptre, et ce n'était point de cette manière qu'il fallait s'attendre à surmonter les difficultés que Guillaume I^{er} avait vainement combattues, et

devant lesquelles la prudence d'un Guillaume III avait reculé.

Après quinze années d'un règne plus inquiet que turbulent, il fallut qu'une grande commotion politique dans un royaume voisin vînt mettre fin au royaume des Pays-Bas. Son déchirement s'effectua du consentement des puissances créatrices de cette monarchie éphémère. La Belgique demanda, en 1830, à être délivrée de la maison d'Orange, et elle l'obtint.

Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas, se sépara des Belges, comme Guillaume I^{er}, prince d'Orange, s'était séparé des Flamands et des Brabançons au xvi^e siècle, l'âme profondément irritée et se plaignant de leur ingratitude.

De nouvelles tentatives de réunion se feront-elles ? c'est possible. Trois fois déjà la maison d'Orange a reçu un avertissement qui prouve qu'il existe un obstacle dirimant à une semblable fusion d'intérêts, parce que le Hollandais ne veut rien céder au Belge, et que celui-ci n'entend rien céder au Hollandais. Les avertissements de l'histoire seront-ils encore une fois méconnus ? peut-être. Un quatrième avertissement deviendra-t-il inévitable ? c'est probable encore.

En attendant que la maison d'Orange soit en mesure, soit par les traités, soit par les armes, de rentrer dans l'intégralité de la monarchie qui lui fut assignée en 1815¹, les anciennes Provinces-Unies

1. Ceci a été écrit avant la solution de la question hollando-belge en 1839.

sont aujourd'hui connues sous le nom de Royaume des Pays-Bas.

Qu'on jette un regard attentif sur ce qu'est ce petit royaume, comparé à ce que fut la république des Provinces-Unies au temps de sa plus grande prospérité et de sa gloire navale. Cet examen fait, on pourra en déduire ce qu'est la maison d'Orange aujourd'hui, et ce qu'elle était sous les successeurs immédiats de Guillaume I^{er}, dit le *Taciturne*.

Telles sont, Sire, les hautes, les impérissables leçons que les annales de votre auguste maison offrent aux grands, aux puissants de la terre. La partie héroïque de l'histoire de votre famille peut, à juste titre, être considérée comme la plus noble, la plus glorieuse portion de l'héritage que les Nassau transmirent à leurs arrière-petits-neveux. N'y apprend-on pas : qu'il fut une époque où la grandeur des princes ne se calculait pas d'après le nombre de têtes d'hommes sur lesquels ils régnaient ; qu'il fut un temps où il existait pour le prince une grandeur morale qu'il devait à son génie seul ; devant laquelle la grandeur matérielle la plus formidable était souvent faible, impuissante, incapable de résister ?

Quelle maison souveraine en Europe, plus que la vôtre, Sire, a donné des preuves irréfragables, que ceci n'est point un paradoxe, mais la plus incontestable, la plus reconnue des vérités ¹ ?

Décembre 1838.

1. Le conseil le plus salutaire que l'on puisse donner aux princes de la famille royale des Pays-Bas, le voici : Étudiez consciencieusement et sans

relâche, non l'histoire de vos ancêtres directs, mais cette partie de l'histoire de votre famille, qui concerne les princes de votre maison, qu'à bon droit on peut désigner sous le nom de la *grande maison d'Orange*. Cette étude ne peut que vous être infiniment profitable ; car vous y trouverez de nombreux exemples de grandeur d'âme, de désintéressement, de sagesse, de prudence, joints à une profondeur de vues politiques qui font de ces princes de grands hommes et de grands modèles pour la postérité.

Appliquez-vous à cette étude ; ce ne sera qu'à ce prix que vous pouvez espérer de compter à l'avenir pour quelque chose en Europe. Car vis-à-vis du peuple des Pays-Bas ce sera un gage certain que vous avez rompu à tout jamais avec la politique déloyale, compromettante, exclusivement égoïste et dynastique du roi Guillaume I^{er}. Rappelez-vous que dans un pays qui rejeta la domination d'un Philippe II, vous ne serez jamais dans la position d'invoquer en votre faveur le principe de la légitimité, ni de prétendre à des adorations et à des génuflexions comme le despotisme incarné, dans la personne de l'autocrate, peut en exiger en Russie. Tout Russe qui vient dans les Pays-Bas, doit se pénétrer de l'idée qu'avant de passer la frontière, il fera sagement de déposer le bagage de ces principes politiques qui ont cours en Russie, mais qui, Dieu merci, seront toujours inadmissibles dans les Pays-Bas, parce que, quoi que l'on fasse, on ne parviendra jamais à éteindre complètement l'amour de la liberté dans le cœur des descendants des anciens Bataves et des Frisons.

PIÈCES A L'APPUI.

PIÈCES A L'APPUI.⁽¹⁾

La loi de l'impôt sur la propriété, autrement dit la loi *de salut et d'amour*, du ministre Van Hall, porte déjà ses fruits. Comme les journaux français se sont peu occupés de la discussion qui a eu lieu à ce sujet dans la deuxième chambre des États-généraux, où cette loi a été adoptée à une majorité de *sept* voix seulement, majorité qui a été appuyée par une déclaration du ministre de la guerre : « que, « s'il fallait avoir recours à la force armée, dans « l'intérêt de la conservation du bon ordre et de « l'exécution de la loi, on pouvait compter sur l'armée » (séance du 29 février), nous croyons devoir placer ici

1° Le discours prononcé dans la séance du 28 février 1844, par M. van Sasse van Ysselt, membre de la deuxième chambre des États-généraux;

2° Deux protestations : la première adressée à la deuxième chambre avant l'adoption de la loi qui frappe d'un impôt la propriété, par de grands propriétaires fonciers; l'autre adressée aux membres de la première chambre;

(1) Ces documents ont été extraits du *Temps*, journal français qui se publie depuis quelques semaines à La Haye.

3° Quelques extraits de journaux relatifs à l'adoption de la loi par la deuxième chambre.

DISCOURS

DE M. VAN SASSE VAN YSSELT,

Prononcé dans la séance de la seconde chambre des États-généraux,
le 28 février 1844.

Nobles et puissants seigneurs,

Une affection de corps et d'esprit, s'opposant au développement de mes pensées, me force aujourd'hui de les renfermer dans un discours succinct et rapide.

Je considère l'impôt sur les propriétés comme une mesure *illégale*, en même temps *impuissante*, comme un monstre sans *vitalité* qui, à sa dissolution, répandra des miasmes corrupteurs, et au delà ne laissera rien après lui.

Cette nouvelle loi du fisc est en contradiction avec ce *principe fondamental* de la vie en communauté, c'est-à-dire la *protection des personnes et des biens*, pour laquelle l'homme primitif sacrifia une partie de sa liberté, afin que cette protection lui fût plus puissamment assurée par le concours commun de la société.

Elle est en contradiction avec l'art. 162 de la loi fondamentale qui *garantit à chaque habitant la paisible possession et la jouissance de ses propriétés*.

Elle est en contradiction avec l'art. 196 qui interdit toute *inégalité*, tout *privilège*, en matière de contributions.

Elle est en contradiction avec l'art. 195, mis en rapport avec l'art. 122, puisque son but est de légitimer, par un *bill d'indemnité*, des millions de dettes inconstitutionnellement contractées, et d'acquitter, à l'aide d'un moyen non moins scandaleux, de scandaleuses dépenses qui ne sauraient supporter l'épreuve d'un contrôle légal.

Elle est en contradiction avec les art. 123 et 124 de la loi fondamentale, qui ordonnent que le budget des dépenses et des recettes du royaume soit fixé pour *deux ans* sur des

bases positives, tandis que la loi dont il s'agit aujourd'hui, s'appuyant sur des *bases hypothétiques*, prolonge son action jusqu'au terme de cinq ans.

Elle est en contradiction avec l'art. 165, qui prescrit que personne ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne, tandis que la loi proposée le distrait de son juge naturel, et le livre à l'arrêt arbitraire de commissions qui nous rappellent les *cours prévotales* de l'empire.

Elle est en contradiction avec l'art. 201, qui impose au citoyen le devoir de porter les armes pour la défense de l'État, mais à l'exclusion de tout autre service, tandis que la loi fiscale lui ordonne d'accomplir une *charge inquisitoriale* et vexatoire à laquelle l'opinion publique attachera une idée plus infamante qu'au sanglant office de l'exécuteur des hautes-œuvres.

C'est sous ces divers aspects, nobles et puissants seigneurs, que se présente à mon examen cette proposition ministérielle si *subversive* de tout ordre social, si *inconstitutionnelle* dans ses principes. — Entachée de pareils vices, peut-elle être mise à exécution ? — Le croira qui voudra ; quant à moi, je le nie.

Tout Néerlandais connaît et comprend la loi fondamentale qui le régit ; il sait que, toute *défectueuse* qu'elle est, elle n'en est pas moins pour lui la *loi des lois*, le *palladium* de ses libertés, le *criterium* infaillible qui lui sert à reconnaître ses *droits* et à l'éclairer sur les violations qui y porteraient atteinte. — Ainsi, il n'observera pas de bon gré la loi dans laquelle ses convictions n'auront pas trouvé le type caractéristique, le *principe radical* qui constitue toute bonne loi de l'état, le *principe radical constitutionnel*. — Prétendrait-on affirmer que cette pensée, cette conviction, ne soit pas devenue populaire ? — Mais les observations sérieuses de la presse, les protestations et les pétitions envoyées de toutes parts, n'en sont-elles pas des preuves irrécusables ?

Sans obligation légale ou sans nécessité absolue, l'habitant du royaume laissera-t-il léser ses droits les plus imprescriptibles, violer les secrets de la famille ? Abandon-

nera-t-il ses biens en holocauste aux exigences insatiables du trésor public, ou comme garantie d'une dette contractée sans le concours légal ? — Je ne le pense pas.

Mon âme souffre d'avoir à faire une pareille déclaration, mais elle m'est arrachée par mes profondes convictions : la **RÉSISTANCE** est *inévitabile*. — Lors de l'application de la loi, on essaiera d'abord une protestation légale ; ce moyen restant sans effet, on aura recours à une attitude passive dans plusieurs des contrées du royaume, car de pareils systèmes sont funestes et l'exemple en est contagieux ; la *force d'inertie* deviendra le rempart derrière lequel se retrancheront tous les contribuables. — Quel parti prendra le gouvernement en pareille occurrence ? — Il n'a qu'à choisir entre deux : — ou laisser tomber la loi, ou recourir aux *moyens coercitifs*, à l'*emploi de la force* !

L'EMPLOI DE LA FORCE ! je recule devant cette pensée. Comment oser exposer ainsi le repos, la sûreté de l'État, pour imposer par la force une contribution qui, parmi toute la population néerlandaise, ne compte pas, en **DEHORS** du gouvernement, **DIX VOIX** qui l'approuvent ! un impôt odieux, vexatoire, contre lequel la presse et le peuple ont lancé l'*anathème* !

Non, je ne saurais croire que le gouvernement pousse à ce point l'aveuglement. Il connaît trop bien son impuissance à cet égard pour oser la mettre en évidence. Il sait qu'il ne peut pas changer notre armée en *colonnes mobiles* comme au temps de l'empire ; l'armée n'est plus aujourd'hui un ramassis de lansquenets, d'*étrangers* à la solde de l'État, mais elle se compose d'*enfants néerlandais* qui, dans ceux qui se refuseraient à payer l'impôt, trouveraient peut-être un père, rencontreraient peut-être un frère.

Non, je l'affirme, l'exécution de cette loi est impossible !

Mais maintenant quel motif contraint le gouvernement à essayer une mesure aussi imprudente, aussi téméraire ? — Nous a-t-on ravi nos colonies ? — La mer a-t-elle envahi les travaux que nous opposons à ses fureurs ? — L'ennemi est-il aux portes de la capitale ? — Non, aucun de ces désastres publics ne nous menace. — Mais le *système conservateur*

doit être maintenu, affermi; il faut combler les anciens déficits, et se ménager la plus *grande* latitude d'action possible, afin de pouvoir pendant *bien* des années encore accumuler *déficits sur déficits*. — Si telle n'était pas la pensée du pouvoir, il aurait seulement essayé de pourvoir aux *besoins du moment*; une somme de dix à onze millions suffirait pour y faire face, et le gouvernement s'efforcerait de rétablir la confiance ébranlée, par la promesse certaine que nos institutions seront enfin réformées.

Fasse le ciel que les ministres du roi, pour maintenir leur déplorable système, ne mettent pas tout en péril, tout depuis le trône jusqu'à la plus obscure chaumière. Ah! que Dieu ne le permette pas!

Les Polignac et les Corbière ont aussi *osé braver l'opinion publique*; nobles et puissants seigneurs, les conséquences de leur témérité ne vous sont, hélas! que trop bien connues.

J'ai dit.

A LA SECONDE CHAMBRE DES ÉTATS-GÉNÉRAUX.

Nobles et puissants seigneurs!

Les soussignés se flattent de n'exciter ni votre surprise ni votre désapprobation, quand, menacés, eux et tous leurs concitoyens, d'un impôt extraordinaire qu'on prétend avoir été proposé pour sauver la patrie, ils viennent exprimer respectueusement leurs vœux, pour obtenir protection à l'égard de leurs intérêts particuliers, afin de conjurer au besoin ce malheur ou d'engager vos nobles puissances à les seconder dans leurs efforts.

Ils sont Hollandais dans toute la force du mot, par leur naissance, leurs relations et leurs propriétés; et ainsi, de tous les malheurs qui frappent le pays, ils doivent être les premières et les principales victimes.

L'intérêt qu'ils portent au bien-être du pays, n'est pas seulement un héritage qu'ils tiennent de leurs pères, acquis

seulement par la naissance, mais cet intérêt est à chaque instant augmenté, surexcité par tout ce qu'ils ont à gagner par la prospérité des Pays-Bas et à perdre par le malheur de leur patrie.

Il n'est donc pas étonnant que le danger actuel du pays les épouvante.

Rien d'étonnant donc qu'ils aient appris avec un profond sentiment d'intérêt qu'il allait être proposé un moyen pour sauver l'état de ses embarras financiers devenus de plus en plus inextricables.

Rien d'étonnant donc qu'ils se soient vus cruellement trompés dans leur attente, qu'ils aient été profondément affligés, lorsque, après avoir mûrement examiné ce prétendu moyen de salut, ils ont reconnu que le remède proposé pour combattre un mal général ne servirait qu'à développer pour chacun le germe d'une multitude d'infortunes.

Ils ne répéteront pas ce qui a été dit de toutes parts avec tant de logique, de vérité et de bonne foi contre l'emprunt proposé, combiné avec la menace de l'impôt extraordinaire.

Le ministre de l'intérieur a déjà condamné cette production avant sa naissance, comme n'étant pas digne de voir le jour; et depuis la publication de ce projet, le *Nederlandsche Spectator*, pages 113-128 a énuméré et développé tous les vices de cette monstrueuse conception.

Les soussignés se permettent seulement d'y ajouter deux observations puisées dans leur propre intérêt, et qu'ils soumettent à l'appréciation de Vos Nobles Puissances.

Ils ne veulent défendre leurs intérêts que comme *propriétaires fonciers*, puisque par la proposition de l'impôt elle-même, ils sont mis en présence des détenteurs de *fonds publics*.

En qualité de *propriétaires fonciers*, on prétend leur faire payer 1 1/2 p. 100 de la valeur que le gouvernement lui-même assignera à leurs propriétés, tandis que ces mêmes biens sont déjà affectés d'une série de charges au profit de l'État, de la province, des communes, de l'administration des digues, des polders particuliers, etc., etc.; ces propriétés ont, en outre, à supporter des frais considérables pour

leur conservation , pour leur entretien et pour se voir préserver de tous dégâts.

On exige également des détenteurs de *fonds publics* et du chef de cet avoir, un impôt de 1 1/2 p. 100 ; mais jusqu'à présent les effets publics ont été exempts de toutes charges, de tout impôt ; rien de plus facile que d'en extraire les coupons et les certificats de dividendes, et de les encaisser sans aucuns frais à leur échéance. Il ne faut ni des serviteurs gagés pour les garder, ni des ouvriers salariés pour les entretenir et les conserver ; leur valeur est réglée tous les jours par la Bourse dans l'exacte proportion du taux qu'ils produisent effectivement, sans défalcation, sans le moindre retard, sans le plus léger embarras.

Qui pourra dire que ces deux sortes de possessions, les biens fonciers et les effets publics, sont sur le pied de l'égalité devant l'impôt ? Personne. L'auteur de l'impôt avoue lui-même cette inégalité et il pense y remédier en forçant les détenteurs d'effets publics à augmenter de 10 p. 100 la valeur de leur fortune en portefeuille.

Telle est la mesure dont les soussignés croient pouvoir combattre l'insuffisance.

Ils s'estimeraient très-heureux si les 10 p. 100 d'augmentation pouvaient contribuer à établir cette égalité que l'on cherche dans l'impôt. Mais non, cette série de charges qu'ils viennent d'énumérer, augmentées encore des contributions personnelles qui se représentent tous les jours, ainsi que des dépenses sans cesse croissantes pour l'administration, les réparations et l'entretien de leurs propriétés, sont si lourdes, si pénibles à supporter, qu'elles dépassent de beaucoup ces 10 p. 100 d'augmentation sur la valeur des fonds publics. Il s'ensuit que l'impôt proposé contraint injustement les *propriétaires fonciers* déjà tant grevés, à payer de nouveau plus que les *détenteurs de fonds publics*, qui jusqu'à présent ont joui à ce titre d'une exemption de contributions.

L'auteur du projet semble s'abandonner à une autre erreur non moins déplorable. Son Excellence est d'avis que tous les biens fonds, à l'instar des effets publics, ont une valeur

productive et qu'ainsi leur estimation constatée arbitrairement par le cadastre, est une base infaillible.

Cependant, il est avéré que les maisons, les magasins, les bâtiments de fabriques et autres biens de cette nature, lorsqu'ils ne peuvent être ni loués, ni employés, absorbent annuellement des sommes d'argent au lieu d'en produire.

On sait que les terres de bruyères, les dunes, les marais, les eaux, ne produisent rien et sont cependant frappés par l'impôt :

Que les bois nouvellement plantés absorbent de grands capitaux , pour produire au bout de plusieurs années , non des rentes , mais un remboursement partiel des capitaux employés, et qu'il en est de même des arbres de haute futaie;

Qu'il y a des polders dont l'entretien et les ouvrages hydrauliques absorbent souvent plus que ces polders ne valent, mais que néanmoins il faut les défendre contre les crues d'eau et le charriage des glaces , afin de conserver et de protéger d'autres terrains ;

Que là où le *waterstaat* de l'état défend l'exécution des travaux de conservation, ce qui arrive assez fréquemment, les eaux entraînent et submergent un grand nombre de bonniers des meilleurs pâturages ;

Que les mauvaises récoltes , les inondations , les engrave-ments et les sables mouvants détruisent souvent les meilleures propriétés ;

Enfin que les propriétés foncières sont exposées , continuellement , à la merci de tous les éléments.

Si maintenant on donne à tous ces biens improductifs et d'un entretien si onéreux , une valeur arbitraire et chimérique et si l'on exige de cette propriété imaginaire un impôt de 1 1/2 p. 100, n'est-ce pas imposer la pauvreté au lieu de la richesse, la privation et le malheur au lieu de la possession et de la jouissance ?

Et puis encore les évaluations du cadastre dont les opérations si arbitraires fourmillent d'erreurs et de faux calculs , et ont été critiquées si souvent, mais toujours en vain, n'assignent-elles pas la plupart du temps aux habitations des cultivateurs un loyer que le propriétaire n'en retire jamais ;

loyer que celui-ci ne peut obtenir par la nature même de la chose, parce que les habitations ne sont que des annexes inséparables des terres, afin que celles-ci puissent être exploitées par les fermiers, tandis qu'elles ne sont pour les propriétaires qu'un mal nécessaire!

Les soussignés n'hésitent pas à le dire, l'idée d'un impôt sur les propriétés, c'est-à-dire l'expropriation d'une partie des propriétés des habitants, sans une indemnité convenable, leur a semblé un acte arbitraire qui tend à appauvrir la nation, une violation manifeste des droits les plus sacrés de chaque habitant du royaume, une infraction à un article précis de la loi fondamentale.

Mais un tel impôt, qui atteint ce que l'on ne possède pas ou dont on ne retire aucun avantage, leur semble non-seulement dépasser les limites d'une saine politique, mais aussi celles de tous les droits civils.

Ils ne comprennent pas comment l'on pourra mettre un tel impôt à exécution. Ils ne se croient pas du moins en état de faire les déclarations voulues, de manière à contenter leur opinion et leur conscience. Ils ne sauraient donc faire aucune espèce de serment à cet égard.

Et que faudra-t-il attendre de cette mesure, lorsque Vos Nobles Puissances, ce dont Dieu nous préserve, lui auront donné force de loi? Ne serait ce pas comme si les propriétaires fonciers, se courbant sous le joug du pouvoir, se soumettaient à l'usurpateur inexorable dont l'invincible armée se serait rendue maîtresse absolue de leurs biens?

Mais ils comprennent encore moins comment cet impôt pourra être payé par la classe moyenne des propriétaires d'immeubles, par les fermiers des propriétés rurales plus ou moins grandes.

L'expérience de tous les jours enseigne que ces deux catégories de contribuables peuvent à peine rassembler assez, et bien souvent ne peuvent pas réunir assez, pour payer annuellement leurs diverses contributions, les rentes des capitaux qu'ils ont empruntés, leurs fermages et tous les jours les frais de leur ménage et de leur exploitation agricole.

Exigerez-vous maintenant de ceux-ci l'impôt extraordinaire de 1 1/2 p. 100 sur leur avoir, calculé de la manière indiquée ci-dessus? Quelle en sera la conséquence, si ce n'est qu'ils ne pourront pas payer ou les contributions ordinaires, ou cet impôt extraordinaire, ou leurs rentes et leurs fermages. Mais, pour les contributions ordinaires, leurs biens meubles et immeubles sont passibles, par privilège, de la saisie et de l'exécution forcée; pour l'impôt extraordinaire, leur personne est menacée de la contrainte par corps. Les rentes et les fermages viennent après, ceux-là auront le privilège de rester en souffrance. Il en résultera que cet impôt ne sera pas payé à l'état par cette classe si nombreuse d'habitants du royaume, ou bien que, s'il se paie, il retombera indubitablement à la charge des détenteurs d'hypothèques ou des propriétaires de biens ruraux; ce sera ainsi une nouvelle contribution qui viendra frapper encore la propriété.

Si tout cela doit avoir lieu, le ministre verra, mais quand il sera trop tard, que ses évaluations sont dénuées de tout fondement, et qu'elles n'atteindront jamais le montant de ses évaluations.

Après qu'un tel mécompte se sera manifesté et qu'en même temps le bon vouloir de la nation sera anéanti, il est inévitable, ainsi que nous l'enseigne l'histoire, que l'impôt devra encore être répété une fois, peut-être même deux, afin d'arriver au chiffre de l'évaluation primitive. Et c'est ainsi qu'on détruira entièrement dans les Pays-Bas le peu de bien-être qui leur reste encore.

Et de pareilles choses se passeront dans des temps ordinaires, sans que le pays soit ravagé par la guerre; quand les digues sont debout, présentant une défense inébranlable aux inondations et aux glaces; quand aucun malheur public n'afflige les populations, tandis que les fertiles contrées de Java nous expédient des cargaisons entières de leurs produits! Que deviendront alors les Pays-Bas, si jamais ils devaient éprouver le contraire d'une partie ou de l'ensemble de cet état de choses?

Les soussignés n'en veulent pas tracer le pénible tableau;

ils se sont contentés d'indiquer tout ce qu'il y a de téméraire, de pernicieux, d'injuste et d'impolitique dans cette mesure.

Ce n'est pas par de tels moyens qu'on sauvera le pays. C'est en procédant à une sage réforme de la constitution, faite convenablement et en temps opportun ; c'est en diminuant la multiplicité outre mesure des rouages administratifs ; c'est en écartant les entraves nombreuses qui gênent l'industrie ou en empêchent le développement. C'est ainsi qu'il ne sera pas difficile, ou du moins impossible au gouvernement, éclairé et soutenu par Vos Nobles Puissances, de tirer le pays des embarras dans lesquels il se trouve aujourd'hui ; mais il n'y parviendra jamais par la mesure désastreuse qu'il propose

Ce qui fait penser aux soussignés qu'ils ne se bercent pas de vaines illusions à cet égard, c'est qu'ils savent que, ces jours derniers, il s'est élevé au sein de votre assemblée une voix qui a proposé un moyen de salut moins onéreux et plus exécutable que la mesure dont il s'agit.

Pour ne pas en laisser échapper l'occasion et pour écarter du pays et des soussignés les malheurs qu'ils viennent de développer, les soussignés supplient Vos Nobles Puissances de ne pas donner leur sanction à la proposition du ministre intérimaire des finances.

Arnhem, le 19 janvier 1844.

Signé H.-J.-C.-J. VAN HEECKEREN VAN ENGHUIZEN,
O. VAN WASSENAAR KATWYK, J.-A.-P. VAN BRA-
KELL VAN WAADENOYE.

Nobles et puissants seigneurs !

Les soussignés, profondément affligés de la déplorable situation contre laquelle se débat aujourd'hui leur chère patrie, mais encore plus effrayés des dangers dont la menace la mesure financière que discutent Vos Nobles Puissances, croient que c'est un devoir impérieux pour eux, afin de détourner autant qu'il est en leur pouvoir, des malheurs aussi redoutables, de faire connaître à Vos Nobles Puissances qu'ils sont intimement convaincus :

1^o Que le pouvoir législatif dans ce royaume est incompetent à imposer aux habitants des Pays-Bas des charges extraordinaires, afin de couvrir des dettes contractées par le gouvernement, sans le consentement de la représentation nationale, ou bien pour couvrir des dépenses illégales;

2^o Que ce même pouvoir législatif est inhabile à disposer, à cette fin ou à d'autres, en tout ou en partie, des propriétés des habitants et à les contraindre à l'abandon de la moindre parcelle de leurs possessions ;

3^o Qu'une pareille extorsion de la propriété sous la forme d'une loi doit aboutir à la désobéissance à la loi , au mépris du pouvoir établi, au désordre dans l'état, à la résistance, à l'insurrection ;

4^o Que le projet de loi de l'impôt , si , pour la ruine du pays, il acquiert force de loi, occasionnera le déplacement d'un grand nombre de capitalistes à l'étranger qui voudront se soustraire ainsi aux exactions d'une loi inquisitoriale, tandis que beaucoup de propriétaires fonciers qui ne peuvent fuir le ministre en emportant leurs immeubles, ne feront aucune déclaration, mais les bras croisés, attendront les taxes et la contrainte, ce qui aura les conséquences les plus funestes pour le pays entier ;

5^o Que le devoir sacré de chaque véritable citoyen qui aime son pays et son roi est d'avertir le pouvoir, tant qu'il est encore possible, et d'élever sa voix, dans l'intérêt du bien-être de tous, contre une mesure financière si désastreuse.

Les soussignés engagent Vos Nobles Puissances à prendre note de leur présente protestation.

A LA PREMIERE CHAMBRE DES ÉTATS-GÉNÉRAUX.

Nobles et puissants seigneurs ,

Le moment est arrivé de faire connaître à Vos Nobles Puissances l'indignation que manifeste le peuple des Pays-Bas au sujet de la loi de l'impôt sur les propriétés, présen-

tée par le gouvernement et adoptée par la seconde chambre.

C'est pour moi un devoir impérieux de prier respectueusement Vos Nobles Puissances de refuser leur sanction à ce projet.

Il est inutile de développer ici les motifs sur lesquels se base ma demande; l'énergique opposition de la seconde chambre les a suffisamment fait connaître à Vos Nobles Puissances. Mais il est utile et nécessaire de déclarer franchement à Vos Nobles Puissances, que cette loi inquisitoriale est généralement repoussée par la nation et qu'il est impossible qu'elle soit observée par la classe des propriétaires fonciers. Ceux-ci ont payé, depuis plusieurs années, 15 à 20 p. 100 de leurs revenus imposables et contribué pour leur part dans toutes les autres charges, tandis que les rentiers de l'état n'ont jamais concouru de leur côté aux charges du trésor public. Et combien le projet du gouvernement n'est-il pas pernicieux pour le crédit si nécessaire au négociant, au fabricant et à tous les industriels en général?

La mesure ne devant être utile qu'aux rentiers de l'état, une partie de la nation ne se laissera certainement pas impunément dépouiller au profit de l'autre.

Oui, nobles et puissants seigneurs, permettez-moi de l'exposer respectueusement à votre imposante assemblée, la loi que la seconde chambre lui propose est inexécutable. Une protestation générale est près d'éclater; l'union, si nécessaire entre le gouvernement et la nation, est à la veille d'être rompue.

Ce ne sont pas là des menaces, des paroles d'intimidation; mais il faudrait s'aveugler soi-même pour ne pas être convaincu de cette disposition de l'esprit public. Il est donné en ce moment à Vos Nobles Puissances de remplir la plus noble des missions, celle de bien mériter du peuple, de sauver la patrie, et de préparer les voies lors de la prochaine réforme constitutionnelle, à la création d'une chambre haute, composée de l'élite des sommités de la nation.

Je dis une prochaine réforme constitutionnelle, car elle est la conséquence infaillible de l'attitude anti-nationale de la seconde chambre, qui ne fut jamais une représentation

nationale, mais seulement une députation des États-provinciaux ; - c'est ce qui explique aussi comment cette représentation s'est mise d'une manière si révoltante en contradiction manifeste avec l'opinion publique hautement exprimée.

Je déclare ici solennellement, après mûr examen, pour servir d'exemple à d'autres et favoriser le bien-être de la patrie, que si, contre toute attente, VV. NN. PP. et S. M. sanctionnent cette loi, je me range du parti de MM. VAN HEECKEREN VAN ENGHUIZEN, WASSENAAR VAN KATWYK et VAN BRAKELL VAN DOORNWERTH ; que j'adopterai une attitude passive, sans faire aucun paiement, et que j'attendrai l'exécution de la loi par autorité de justice.

Ma devise est celle-ci : *Dieu sauve le pays et le roi !*

Vuren, le 1^{er} mars 1844.

Signé M. VIRULY VAN VUREN et DALEM.

Le vote des trente-deux, en contradiction manifeste avec l'opinion publique, a produit la plus douloureuse sensation dans nos provinces, et la presse est unanime pour censurer amèrement la chambre élective qui a trahi la cause nationale. Nous empruntons au *Noord-Brabander* les lignes suivantes :

« Le ministre Van Hall a triomphé dans la chambre. Préparés à cet événement, le fait accompli n'a rien qui nous étonne. Nous n'avions aucune confiance dans la chambre, elle ne la mérite pas, et depuis vingt-neuf ans elle ne nous a pas donné la preuve que cette confiance pût lui être accordée.

« Qui est la cause du démembrement du royaume? — L'ancien gouvernement? — Non, c'est la chambre.

« Qui a accumulé cette masse incalculable de dettes légales et illégales? — L'ancien gouvernement? — Non, c'est la chambre.

« Qui est l'instigateur de la loi fiscale proposée? — Le nouveau gouvernement? — Non, encore une fois, non. C'est encore la chambre, toujours la chambre, et rien d'autre que la chambre.

« Le ministre Van Hall est l'auteur de la loi, parce que la chambre l'a voulu ainsi. Le ministre des finances est l'instrument servile des volontés de la chambre. C'est la chambre qui la première a parlé de ce projet d'impôt; c'est elle qui a voulu qu'il fût ainsi fait; c'est elle qui l'a si impitoyablement recréé; c'est elle qui a rendu la proposition ministérielle de plus en plus oppressive et tyrannique; c'est la chambre qui mettra tout en œuvre pour qu'il lui soit donné force de loi. »

L'Arnhemsche Courant, dans son numéro du 3, propose les questions suivantes :

1° Est-il vrai que le ministre de la justice, par circulaire confidentielle, ait invité les juges de canton, principalement du plat pays, à apporter le plus d'obstacles possibles à la signature de pétitions contre la loi de l'emprunt et de l'impôt?

2° Est-il vrai que ces circulaires confidentielles soient si habilement rédigées que, si le secret de l'une des expéditions était trahi, Son Excellence saurait tout de suite sur qui faire tomber son courroux ministériel?

3° Lancer une telle circulaire, n'est-ce pas violer la loi fondamentale qui reconnaît le droit de pétition et n'est-ce pas un devoir pour tout ami de son pays, dévoué à la cause constitutionnelle, de faire connaître le fait et la circulaire elle-même, si elle lui tombe sous la main?

4° Un ministre qui se permettrait un acte de cette nature, ne devrait-il pas être mis immédiatement en état d'accusation et traduit devant la haute cour de justice?

